

**Université de Montréal**

**La mobilisation sociopolitique paysanne et son impact sur le profil alimentaire :  
Chiapas, Mexique et Mindanao, Philippines comparés**

**Par Martin Laroche**

**Études Internationales, Faculté des arts et des sciences**

Mémoire présenté à la faculté des arts et sciences de l'Université de Montréal en vue de  
l'obtention du grade de maîtrise ès sciences (M. Sc.) en Études Internationales

Août 2014

© Martin Mélançon Laroche, 2014



## Résumé

Dans l'État mexicain du Chiapas et aux Philippines sur l'île de Mindanao, on retrouve des groupes paysans en révolte contre leurs gouvernements respectifs. À l'origine de ce conflit, on souligne une situation alimentaire difficile et des revendications concernant la terre, son partage et son usage.

L'objectif de ce mémoire est de comparer les différents résultats que peuvent avoir des mobilisations sociopolitiques de type belliqueux et pacifique sur la situation alimentaire de populations paysannes. Pour y parvenir, le concept original de profil alimentaire est élaboré, se situant entre les notions de sécurité et de souveraineté alimentaire. Les hypothèses de recherche sont qu'une mobilisation sociopolitique belliqueuse entraîne une amélioration forte du profil alimentaire, qu'une mobilisation sociopolitique pacifique entraîne une amélioration notable du profil alimentaire et que l'absence de mobilisation laisse le profil alimentaire dans un état statique. Ce mémoire, utilisant l'anthropologie politique comme méthode de recherche et d'analyse, réussit à asseoir le concept de profil alimentaire qui permet de souligner l'évolution de la qualité d'alimentation et des pratiques agricoles.

**Mots clés :** Mouvements paysans, sécurité alimentaire, souveraineté alimentaire, profil alimentaire, Philippines, Mindanao, Mexique, Chiapas.

## **Abstract**

In the Mexican state of Chiapas and in the Philippines' island of Mindanao, peasant groups are in rebellion against their respective governments. Directly linked to the nature of these two conflicts are precarious food situations, and claims about the way to use and to divide land.

The main objective of this thesis is to compare the different results that can be provided by sociopolitical mobilisations of violent and peaceful nature. In order to reach that objective, the genuine concept of food profile is elaborated, merging both the food security and sovereignty concepts. The hypotheses of that thesis are that a violent mobilisation leads to a significant improvement of the food profile, that a peaceful mobilisation leads to an appreciable improvement of the food profile and that the absence of mobilisation leads to the stagnation of the food profile. Using political anthropology as a method of research and analysis, this thesis succeeds in using the concept of food profile to underline the evolution of the food quality and of the agricultural practices.

**Key words :** Peasant movements, food security, food sovereignty, food profile, Philippines, Mindanao, Mexico, Chiapas.

## Table des matières

Introduction .....	1
État de la question .....	5
Question de recherche.....	10
Hypothèses préliminaires .....	11
Méthodologie.....	11
Plan mémoire .....	14
 Chapitre 1 : Carde d'analyse .....	15
Participation et mobilisation sociopolitique, une revue de littérature .....	15
Sécurité et Souveraineté alimentaire. ....	24
Méthodologie.....	29
<i>Une analyse comparative entre le Mexique et les Philippines; est-ce méthodologiquement possible? .....</i>	<i>30</i>
<i>La participation/mobilisation et sa mesure.....</i>	<i>31</i>
<i>Les trois groupes à l'étude : Absence de mobilisation, mobilisation active pacifique et mobilisation belliqueuse .....</i>	<i>33</i>
Le profil alimentaire : définition et indicateurs. ....	36
 Chapitre 2: Bienvenidos en Chiapas! .....	45
Un aperçu .....	45
Contexte de la mobilisation au Chiapas.....	50
L'économie politique contemporaine au Chiapas .....	50
<i>Le gouvernement mexicain, l'autoritarisme corporatiste, le rapport à l'autochtone et la réaction à la mobilisation chiapanèque ..</i>	<i>51</i>
<i>L'Église, entre cohésion et division .....</i>	<i>57</i>
<i>Les organisations civiles et non gouvernementales .....</i>	<i>59</i>
Types de mobilisation au Chiapas.....	65
Le profil alimentaire chiapanèque .....	68

Le point sur la situation alimentaire au Mexique et au Chiapas.....	68
Le calcul du profil alimentaire chez nos répondants .....	70
<i>Type d'agriculture</i> .....	70
<i>Lien entre culture et agriculture</i> .....	72
<i>Les moyens de production</i> .....	75
<i>Les moyens de distribution</i> .....	79
<i>La qualité d'alimentation perçue par nos répondants</i> .....	85
Conclusions sur le Chiapas .....	87
 Chapitre 3 : Mabuhay sa Mindanao! (Bienvenue à Mindanao) .....	91
Un aperçu .....	91
Contexte de la mobilisation dans le sud de Mindanao.....	97
L'économie politique contemporaine au sud de Mindanao .....	97
<i>L'État, le village et la famille</i> .....	98
<i>Les organisations civiles et non gouvernementales</i> .....	101
Types de mobilisation au sud de Mindanao .....	103
Le profil alimentaire dans le sud de Mindanao .....	108
Le point sur la situation alimentaire aux Philippines et à Mindanao.....	
.....	108
Le calcul du profil alimentaire chez nos répondants .....	111
<i>Type d'agriculture</i> .....	111
<i>Lien entre culture et agriculture</i> .....	116
<i>Les moyens de production</i> .....	118
<i>Les moyens de distribution</i> .....	120
<i>La qualité d'alimentation perçue par nos répondants</i> .....	123
Conclusions sur Mindanao .....	124
 Conclusion.....	129
Un regard comparatif sur le Chiapas et Mindanao.....	129

Sur le type d'agriculture .....	129
Sur le lien entre culture et agriculture .....	131
Sur les moyens de production.....	133
Sur les moyens de distribution.....	135
Sur la qualité de l'alimentation perçue .....	136
Sur le profil alimentaire.....	139
 Bibliographie .....	 143

## Liste des tableaux

Tableau 1.1 : Démarche de répartition des répondants selon le type de mobilisation .....	13
Tableau 1.2 : Barème d’appréciation des pointages des variables du profil alimentaire .....	43
Tableau 2.1 : Types de mobilisation impliqués par organisations sociopolitiques chiapanèque ..	66
Tableau 2.2 : Pointage de l’indicateur «Type d’agriculture» .....	71
Tableau 2.3 : Pointage de l’indicateur «Lien entre culture locale et pratiques agricoles» .....	73
Tableau 2.4 : Pointage de l’indicateur «Moyens de production» .....	76
Tableau 2.5 : Pointage de l’indicateur «Moyens de distribution» .....	81
Tableau 2.6 : Pointage de l’indicateur «Qualité d’alimentation perçue» .....	85
Tableau 2.7 : Pointage de l’indicateur «Profil alimentaire» .....	88
Tableau 3.1 : Types de mobilisation impliqués par organisations sociopolitiques du sud de Mindanao .....	106
Tableau 3.2 : Pointage de l’indicateur «Type d’agriculture» .....	113
Tableau 3.3 : Pointage de l’indicateur «Lien entre culture locale et pratiques agricoles» .....	117
Tableau 3.4 : Pointage de l’indicateur «Moyens de production» .....	116
Tableau 3.5 : Pointage de l’indicateur «Moyens de distribution» .....	121
Tableau 3.6 : Pointage de l’indicateur «Qualité d’alimentation perçue» .....	123
Tableau 3.7 : Pointage de l’indicateur «Profil alimentaire» .....	125
Tableau 4.1 : Comparaison des pointages ajustés des indicateurs «Type d’agriculture» pour le Chiapas et Mindanao.....	130
Tableau 4.2 : Comparaison des pointages ajustés des indicateurs «Lien entre culture locale et production agricole» pour le Chiapas et Mindanao.....	133
Tableau 4.3 : Comparaison des pointages ajustés des indicateurs «Moyens de production» pour le Chiapas et Mindanao.....	134
Tableau 4.4 : Comparaison des pointages ajustés des indicateurs «Moyens de distribution» pour le Chiapas et Mindanao.....	135
Tableau 4.5 : Comparaison des pointages ajustés des indicateurs «Qualité d’alimentation perçue» pour le Chiapas et Mindanao .....	138
Tableau 4.6 : Comparaison des pointages ajustés des indicateurs «Profil alimentaire» pour le Chiapas et Mindanao.....	139



## Liste des figures

Figure 1.1 : Le concept de mobilisation sociopolitique.....	33
Figure 1.2 : Répartition des répondants selon leur mode de mobilisation.....	34
Figure 1.3 : Le concept de profil alimentaire.....	41
Figure 1.4 : Barème d'évaluation du profil alimentaire .....	42

## Liste des cartes

Carte 2.1 : Mexique, divisions politiques et principales routes .....	46
Carte 2.2 : Régions administratives du Chiapas .....	47
Carte 3.1 : Mindanao au sein de l'archipel philippin.....	92
Carte 3.2 : Mindanao, principales villes et axes de développements .....	93
Carte 3.3 : Territoire proposé de l'ARMM (Région musulmane autonome de Mindanao) .....	96
Carte 3.4 : Répartition physique des entrevues réalisées sur Mindanao .....	104

## Liste des sigles et abréviations

A.C.	Asociación Civil (Association civile)
AFRIM	Alternate Forum for Research in Mindanao (Forum alternative de recherche pour Mindanao)
ALÉNA	Accord de libre-échange nord-américain
ARMM	Autonomous Region of Muslim Mindanao (Région autonome du Mindanao musulman)
CAMADDS	Capacitación, Asesoría, Medio Ambiente y Defensa de Derecho a la Salud (Formation, conseils, environnement et défense du droit à la santé)
CARP	Comprehensive Agrarian Reform Programme (Programme général de réforme agraire)
CDO	Cagayan de Oro (Ville, Mindanao)
CIOAC	Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos (Centrale indépendante des travailleurs agricoles et des paysans)
CNC	Confederacion Nacional Campesina (Confédération paysanne nationale)
EZLN	Armée zapatiste de libération nationale (Ejército Zapatista de Liberación Nacional)
FRAYBA	Centre pour les droits humains Fray Bartolom de Las Casas, A.C.
GenSan	General Santos (Ville, Mindanao)
IFPRI	International Food Policy Research Institute (Institut international de recherche sur la politique alimentaire)
INEGI	Instituto Nacional de Estadística y Geografía (Institut national de statistique et de géographie)
LIMCOFA	Limbajan Coconut Farmers Association (Association des cultivateurs de noix de coco de Limbajan)
MILF	Moro Islamic Liberation Front (Front de libération islamique moro)
MNLF	Moro National Liberation Front (Front de libération national moro)
NMS	Nouveaux mouvements sociaux
NPA	New People Army (Nouvelle armée populaire)
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement
OCEZ	Organización Campesina Emiliano Zapata (Organisation paysanne Émiliano Zapata)

OGM	Organismes génétiquement modifiés
ONG	Organisation non gouvernementale
PAN	Partido Acción Nacional (Parti de l'action nationale)
PRI	Partido Revolucionario Institucional (Parti de la révolution institutionnelle)
PROCAMPO	Programa de Apoyos directos al Campo (Programme d'appui direct à la campagne)
U. de U.	Unión de Uniones Ejidales y Grupos Campesinos Solidarios de Chiapas (Union des syndicats ejidales et des groupes de paysans solidaires du Chiapas)
UNAM	Universidad Nacional Autónoma de México (Université nationale autonome de México)

*À Sylvie et Marc, qui ont offert aux aspirations de se transformer en réalités.*

Un merci tout particulier à ma famille sans qui ce beau projet de découvertes et de rencontres n'aurait pu être possible. Sylvie, Marc, Jules, Guy, votre appui, même provenant de l'autre bout du monde, a fait et fera toujours la différence. Merci! Prenez le temps de faire de vos aspirations des réalités.

Merci aussi à mon directeur de mémoire, Dominique Caouette, qui a l'habitude de dire oui à presque tout ce qu'on lui propose. Ce projet n'a pas fait exception à la règle. Continue de semer et de cultiver les idées folles qui croisent ton chemin!

Gracias Libertad por tu dedicación en Chiapas. Tus contactos y tu paciencia han hecho una gran diferencia.

Daghang salamat sir Emman. Kon walay imoha dili magkalamposan ug trabaho nako. Salamat para sa imong panahon, tanan mga magkaon ug para sa kadtong dives sa ang Davao nga gulf.

Merci à tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce travail, c'est aussi le vôtre.



## Introduction

Novembre 2010. Le nord de l'Afrique et une partie du Moyen-Orient sont en ébullition. Les peuples, de la Tunisie au Yémen en passant par l'Égypte et la Lybie, se révoltent contre les régimes politiques en place, réalisant ce que le monde connaîtra par la suite comme le « printemps arabe ». À la base de ce mécontentement, on souligne une diminution de la qualité de l'alimentation, principalement due à une baisse de la production et à une augmentation des coûts à l'achat (Breisinger et al., 2012, Lagi et al., 2011, Rosenberg, 2011). L'accès à la nourriture est alors remis en question pour un grand nombre d'individus.

Suite à ces révoltes, l'*International Food Policy Research Institute* (IFPRI, 2012) a produit un rapport soulignant cette relation. Les soulèvements populaires et la dégradation de la situation socio-économique dans cette région étaient bel et bien liés. Ce rapport soulignait surtout le grand impact qu'avait eu la dégradation de la situation alimentaire de ces populations sur leur volonté à s'engager, en profondeur, dans un processus de revendications sociales. L'IFPRI concluait ainsi qu'une crise alimentaire mène, dans bien des cas, à l'apparition de conflits violents (Breisinger et al., 2012), offrant l'impulsion nécessaire à la mobilisation de nombreux paysans, prenant les armes afin de changer une situation qu'ils jugent inacceptable (Brass, 2005, Schiavo-Campo, 2005).

Ces dernières années, on observe un regain d'intérêt de la communauté scientifique envers le rôle de l'alimentation au sein des dynamiques sociales et économiques. Des études s'intéressant au mouvement des paysans sans terre au Brésil, à la prise en importance de phénomènes d'accaparement des terres et d'investissements fonciers à grande échelle, à la crise alimentaire de 2008, à la mondialisation des techniques agro-industrielles et à l'impact des changements climatiques sur la production des vivres, nous permettent de constater que la souveraineté alimentaire est devenue un sujet incontournable au sein d'un grand ensemble de débats sociaux (Compton et al., 2010, FAO, 2011, Woodman, 1979). Les exemples de révoltes paysannes abondent et ce type de mobilisation devient un des outils privilégiés par des individus se sentant pris au

piège par un système économique s'étendant désormais sur l'ensemble de la surface du globe (Scott, 2008). Ce n'est pas la première fois donc que la nourriture et les questions qui l'entourent fournissent le souffle nécessaire à l'apparition de mouvements de contestation ou à des prises de position collectives.

Aux Philippines, sur l'île de Mindanao, des dynamiques de marginalisation sont à l'œuvre, couplées à de grands antagonismes portant sur la possession et le partage de la terre. Un conflit armé perdure d'ailleurs, opposant différents groupes musulmans à l'armée nationale philippine. Ce conflit, prenant place sur la deuxième plus grande île de l'archipel philippin, est considéré par certains comme étant le plus vieux du monde (Abinales, 2000, Boada, 2009). La présence musulmane dans l'île remonterait au 10<sup>e</sup> siècle, alors que des pêcheurs et des commerçants venus des proches îles de l'Indonésie d'aujourd'hui s'installent sur les côtes de celle-ci (Mnlfnct, 2001). La venue du colonisateur espagnol viendra changer la donne sur l'île, celui-ci se donnant pour mission de convertir ses populations au christianisme et entrant, de fait, en conflit direct avec l'autorité politique en place, le Sultanat de Maguindanao (Schiavo-Campo, 2009; 9). C'est à partir de ce moment qu'on notera une marginalisation, au niveau politique et social, des populations musulmanes vivant dans l'archipel. À cette époque, cette marginalisation prendra la forme d'une plus grande autonomie politique laissée à ces communautés par le pouvoir central de Manille. C'est toutefois dans sa version contemporaine que ce conflit adoptera sa nature de revendication paysanne. Débutant au cours de la décennie 1960, cet « état de crise permanent » est intrinsèquement lié à la question agricole, puisque naissant de désaccords au sujet de la répartition des terres entre communautés musulmanes et chrétiennes présentes sur l'île (Bello et al., 2004). La colonisation et les politiques de peuplement mises de l'avant par le gouvernement national exacerbent les tensions entre chrétiens et musulmans. Cette situation a entraîné une grande remise en question des pratiques qui étaient jusqu'alors à l'œuvre sur l'île, menant, dans certains cas, à l'imposition de nouvelles normes à des sociétés se revendiquant de traditions centenaires (Symaco, 2013; 368, De la Rosa et Abreu, 2003). Touchant principalement des sociétés dont la principale activité était et reste jusqu'à ce



jour agricole, la question de la terre, ses modes d'usage et de son partage sont au cœur de ce conflit. Ainsi, après une marginalisation sociale et politique, les populations musulmanes de Mindanao accusent le gouvernement de les enfermer dans un autre type de marginalisation, cette fois-ci d'ordre économique et culturel. Le plus vieux conflit du monde tourne désormais autour des thématiques de marginalisation et de contrôle du territoire, ayant de plus comme caractéristique cette particularité agricole.

Au Mexique, dans l'État du Chiapas, nous retrouvons aussi des dynamiques de marginalisation et de résistance. Le Chiapas, l'État le plus au sud de l'ensemble mexicain, est reconnu pour sa grande richesse en ressources naturelles, bien que l'agriculture soit la principale activité économique de la région (WFP, 2008; 5-6). Non seulement géographiquement éloigné de la capitale, le Chiapas a longtemps été considéré comme la frontière colonisatrice mexicaine faisant de cette région un ensemble qui, politiquement et économiquement, s'est retrouvé marginalisé. De plus, c'est l'État mexicain où l'on retrouve le plus grand nombre de groupes indigènes<sup>1</sup> représentés, 12 des 64 ethnies reconnues par le gouvernement fédéral s'y trouvant (WFP, 2008; 7). Ce sont les personnes provenant de ces groupes qui ont été utilisées, pendant de nombreuses années, dans un système de péonage connu sous le nom de *baldío* et qui constituent la frange la plus marginalisée de la société chiapanèque (Garcia, 2011). Les ajustements structurels mis en place au Mexique à la fin du XXe siècle, touchant principalement les milieux de l'agriculture et de l'industrie, auront eu un effet dévastateur sur les producteurs agricoles de cette région, plus particulièrement sur ceux ne possédant qu'une faible surface de terres et encore plus pour les descendants des péons du *baldío* (Bello, 2009; 45). Le 1er janvier 1994, à l'instant même où l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) entrait en vigueur, les troupes de *L'Ejército Zapatista de Liberación Nacional* (Armée zapatiste de Libération National ou EZLN), déclencheront ce qui est encore aujourd'hui un conflit de faible intensité au

---

<sup>1</sup> Les termes indigène et autochtone seront utilisés dans le cadre de ce travail, sans qu'aucune connotation négative ne leur soit donnée.

Chiapas (Dauzier et Monod, 1995). Depuis 1993, L'EZLN réclame une plus grande inclusion politique, sociale et économique des femmes et des peuples indigènes de la région, ainsi qu'une meilleure répartition des terres agricoles (Solis, 2002; 35). C'est cet acteur qui, encore aujourd'hui, tient tête au gouvernement de l'État du Chiapas et de la fédération mexicaine.

Ces deux exemples permettent, dans une certaine mesure, de démontrer la pertinence de la thèse avancée par les chercheurs de l'IFPRI. Dans ces deux cas, une dégradation de la qualité de vie et de la situation alimentaire des individus de ces régions aura pu être l'une des causes de leur prise de position sociopolitique. La particularité paysanne de chacun de ces conflits et la manière dont ces deux histoires sont liées à la question de la terre appuieraient effectivement cette hypothèse. Par contre, les situations que l'on retrouve au Chiapas et à Mindanao sont extrêmement différentes de celles qui ont poussé un grand nombre de peuples arabes à la révolte. Premièrement, ces deux situations cumulent désormais une très longue période d'existence. Le mouvement zapatiste soulignait les 20 ans de la résistance cette année alors que l'on a du mal à dire précisément l'année du début des conflits sur Mindanao. En plus de s'inscrire dans la longue durée, elles présentent toutes deux une nature de conflit armé de faible intensité, bien que l'on constate des phases de recrudescence du conflit sur Mindanao. Cette particularité de conflit armé de faible intensité liée à une mobilisation de longue durée offre une opportunité intéressante au chercheur. Elle permet de se poser des questions qui font en sorte de transformer la question initiale que se posait l'IFPRI. On passerait dès lors de « Quelle est l'influence de la situation alimentaire sur la prise de position sociopolitique? » à « Quel est l'impact de la prise de position sociopolitique sur la situation alimentaire de ceux qui se mobilisent? ». Cette dernière question, d'un intérêt particulier dans le contexte actuel de floraison d'une diversité de mouvements paysans, est celle qui guidera la présente recherche.

## État de la question

Le Chiapas, Mindanao, les mouvements paysans, la sécurité et la souveraineté alimentaire sont les quatre grands thèmes abordés dans le présent travail. Ceux-ci ont fait l'objet d'études en profondeur, de publications et de nombreuses rencontres scientifiques. Au stade présent de la recherche, il s'avère important de souligner l'apport de ces travaux afin non seulement de se munir d'outils adaptés à ce projet, mais aussi pour tenter de contribuer l'édification de la connaissance scientifique.

De nombreux ouvrages concernant les deux régions à l'étude ont été publiés, soulevant des thématiques distinctes, fruit de la nature et des caractéristiques propres à chacun de ces deux confits. Une des thématiques fortes ressortant de la littérature portant sur le Chiapas est celle du néolibéralisme économique et de l'exclusion sociale. Alors que l'EZLN, prenait d'assaut les villes de San Cristóbal de las Casas, d'Ocosingo et de las Margaritas, en plus de prendre possession d'un grand nombre de parcelles de terre des régions limitrophes à ces trois lieux (Solis et al., 2002), la première déclaration de la forêt de la Lacandone justifiait cette action par la réaction au néolibéralisme et à l'exclusion (Garcia, 2011, 11). Ce cri, provenant de la région la plus économiquement et politiquement marginalisée de l'ensemble mexicain, était dirigé contre l'Accord de Libre-Échange nord-américain (ALÉNA), qui ne faisait pas partout consensus (Mattiace, 1997). L'histoire de la région est dès lors mise en lumière afin de comprendre les racines de cette résistance exceptionnelle. C'est ainsi que le souvenir du *baldío* est rapporté dans l'actualité afin d'expliquer la marginalisation et la pauvreté présentes dans la région (Solano et Franco, 1996, Solis, 2002). Le lien entre *laissez-faire* économique, pauvreté et marginalisation sociale est aussi souligné par certains auteurs, allant dans le sens des revendications émises par l'EZLN, ainsi que d'autres groupes, tels que les *Abejas* (Monod, 1994, Solano et Franco, 1996, Saavedra, 2005). Ces facteurs d'exclusion et de marginalisation sont intrinsèquement liés à une discussion scientifique portant sur la nature inédite de cette forme de résistance paysanne. En effet, le mouvement de contestation s'étant fait connaître par l'EZLN, mais dépassant cette seule organisation, n'avait pas comme leitmotiv la mise en place d'un État ou d'une société de type

« socialiste ». Ailleurs, à la même époque, la mise en place du socialisme était le principal objectif des mouvements contestataires (Brass, 2005). Dans ce cas-ci, les zapatistes proposent un modèle où l'économie de marché resterait le modèle économique en place, mais un modèle qui devrait être encadré et prendre en compte les collectivités et leur dignité dans son fonctionnement (Veltmeyer, 2000, Brass, 2005, Vergara-Camus, 2009). Plus récemment, on s'intéresse aux formes que prend aujourd'hui cette résistance, celle-ci faisant désormais face à de nombreux défis. Les auteurs qui étudient les mouvements contestataires du Chiapas soulignent surtout l'importance des changements sociaux qui auront pris place quelque peu en amont, mais surtout dès 1994. Des nouveaux modèles de gestion de la vie en société, comme c'est le cas au sein des *caracoles* des zapatistes (Monod, 1994, Mattiace, 1997), aux nouveaux modèles de développement agricole (Martinez, 2002, Nigh 2002, Nigh, 2005), le Chiapas confirme sa place de laboratoire social. On remarque aussi, ces dernières années, une réflexion approfondie sur la question de la sécurité. En effet, après l'insurrection zapatiste, on a noté une certaine militarisation de l'État. On parle désormais de la situation comme d'un oligopole de la violence, les paysans se retrouvant coincés entre l'armée mexicaine, les groupes paramilitaires et les communautés en résistance (Aubry, 1998, Escobar, 2000, Lambach, 2007).

Beaucoup de choses ont aussi été écrites sur l'île de Mindanao et les tensions que l'on y trouve, s'étendant sur un laps de temps extrêmement grand. Ainsi, il est important de définir une période d'étude précise de cet ensemble géographique. La phase « contemporaine » des problèmes présents sur Mindanao peut être identifiée à partir de l'année 1969, année durant laquelle la Nouvelle armée populaire (*New People Army*, NPA) et le *Moro National Liberation Front* (MNLF) verront le jour (Vellema et al., 2011). Ces deux groupes profitent alors d'un mouvement général d'unification et d'organisation de la société civile, en réaction à la présidence Marcos (Abao, 1997; 274, Franco et Borrás, 2009; 211). Cette période contemporaine de l'histoire de Mindanao et des mouvements sociaux correspond à la période prise en compte au sein de notre étude débutent en 1969 et se poursuivent jusqu'à ce jour. C'est toutefois plus tard, en

1976, lors de la signature de l'accord de Tripoli entre le MNLF et le gouvernement, qu'une frange du mouvement de libération fera scission afin de faire naître le *Moro Islamic Liberation Front* (MILF), constituant, pour Mindanao, la troisième organisation belliqueuse prise en compte au sein de notre travail (Boada, 2009; 10). Trois principales thématiques de la littérature concernant cette île sont ici identifiées. La première est l'idée que les mouvements de contestation et les dynamiques à la base des revendications que nous retrouvons actuellement sur l'île proviendraient d'une contestation identitaire, mais aussi d'identités contestées (Frake, 2003). Comme le souligne Frake, la situation est complexe puisque les identités des personnes composant les groupes sont hétérogènes et parfois même en compétition. C'est au travers de l'étude des différentes allégeances prises par les personnes s'impliquant dans des mouvements radicaux et aux possibles changements de ces allégeances au fil du temps que l'on souligne la complexité de l'identification. Chez Frake tout comme chez Rutten, on cherche à comprendre quel est le rôle de la communauté sur l'individu et comment cette relation expliquerait l'état des choses à Mindanao. Dans l'île, l'État central philippin joue aussi un rôle extrêmement important, rôle reconnu par la communauté scientifique et faisant l'objet de la seconde thématique d'importance de cette aire géographique. Plus que de s'intéresser aux réponses de l'État philippin à la situation sur Mindanao, on s'est beaucoup interrogé sur la nature de celui-ci et sur la nature des liens qu'il entretient avec la population. La principale caractéristique de l'État central philippin et des autres niveaux de pouvoir serait leur nature néopatrimoniale (Teehanke, 2001, Wurfel, 2001, Fafchamps et Lund, 2003 et Gazibo, 2011). Cette nature néopatrimoniale de l'État permettrait à certains groupes de la société de recevoir l'appui de la part du gouvernement alors que d'autres groupes ne peuvent s'en prévaloir. Les amis, partisans et donneurs du régime reçoivent les bénéfices de ces allégeances ou de cette proximité avec le pouvoir alors que ceux qui ne font pas partie de ce cercle rapproché accèdent difficilement aux ressources de l'État (Wurfel, 2001, Gazibo, 2011). On souligne d'ailleurs le lien entre de telles pratiques de copinage et les mouvements de résistance. Non seulement ces politiques excluent-elles de facto un

grand nombre de citoyens de l'appareil d'État et de ses programmes, mais de telles pratiques augmentent la marginalisation politico-sociale dans laquelle se retrouvent les groupes minoritaires du pays (Fafchamps et Lund, 2003). La question de l'agriculture et principalement des réformes dans ce secteur occupe aussi une place importante dans la littérature sur l'île qui nous intéresse. Un programme de réforme et de redistribution des terres a particulièrement attiré notre attention, le *Comprehensive Agrarian Reform Program* (CARP). Ce programme, mis en place en 1988 et dont l'objectif était de doter de terres les paysans n'en ayant pas à leur disposition, n'aura pas été capable de satisfaire l'ensemble des agriculteurs du pays. L'*Alternate Forum for Research in Mindanao* (AFRIM) souligne dans plusieurs de ses rapports les limites et manquements de cette réforme (AFRIM, 2003a et 2003b). Non seulement le processus de redistribution a été extrêmement lent, mais on a même constaté que cette lenteur était plus prononcée dans les régions périphériques de l'archipel, principalement dans la partie musulmane de Mindanano où, en 2003, on attendait encore la redistribution de plus de la moitié des terres promises (De la Rosa et Abreu, 2003; 23).

Un autre pan de la littérature qui s'avère indispensable à la réalisation de la présente recherche est celui s'intéressant aux différents mouvements paysans. Ces ouvrages seraient divisés, selon Caouette et Turner, en deux écoles traitant de manières différentes l'action collective paysanne (Caouette et Turner, 2009; 25). Une première s'intéresserait principalement aux différents rapports de force et de domination au sein desquels se situerait la classe paysanne<sup>2</sup>. L'accent, ici, est mis sur l'individu et son rapport avec les autres. La seconde école adopte une vision plus macro, s'intéressant plus particulièrement aux organisations et réseaux représentant les intérêts des paysans des quatre coins du globe<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Les écrits de James C. Scott sont particulièrement représentatifs de cette école, particulièrement son ouvrage de 1985, *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*.

<sup>3</sup> Borras et al. (2008), « Transnational Agrarian Movements : Origins and Politics, Campaigns and Impact », *Journal of Agrarian Change*, Vol. 8, Nos. 2 et 3, pp. 169-204, s'avère être un article représentant de manière exemplaire cette école.

Lorsque l'on s'intéresse aux mouvements paysans, la question de la l'alimentation est difficilement négligeable. La reconnaissance de l'importance de l'alimentation au sein des processus de mobilisation politique et sociale constitue un des éléments de base du présent travail. La relation à l'étude en est toutefois une de nature cyclique. Comme nous l'avons rapidement souligné précédemment, la question alimentaire peut générer la mobilisation sociale, alors que cette même mobilisation peut mener à la résolution, ou tout du moins à la modification de la situation alimentaire. Les thématiques de sécurité et de souveraineté alimentaire sont aussi inhérentes à notre effort de compréhension des situations paysannes. Ces deux concepts sont les principaux éléments structurant les débats sur la nourriture et son accès et constituent deux visions qui sont bien souvent opposées du droit à la nourriture (Issaoui-Mansouri, 2010). Alors que le concept de sécurité alimentaire s'intéresse à la disponibilité de la nourriture pour l'ensemble de la population, le concept de souveraineté alimentaire souligne l'importance de la source de cette sécurité et des méthodes pour y parvenir (Pinsturp-Andersen, 2009). Alors que certains auteurs opposent ces deux visions de l'alimentation, nous croyons qu'elles se complètent. Dans notre recherche nous nous basons sur les principaux indicateurs de ces deux concepts afin de tracer le «profil alimentaire» des répondants de cette étude. Ce concept que nous proposons permettra de faire le lien entre ces deux visions.

Le développement de ce concept ne peut se faire de façon cohérente sans que ne soit révélé un choix normatif de notre part. Le modèle agricole qui fait la promotion de la souveraineté alimentaire est ici considéré comme la meilleure forme d'exploitation des ressources alimentaires pour la classe paysanne. Ce choix vient du fait que le concept de souveraineté alimentaire pousse plus loin ces exigences de qualité au niveau de la production agricole que ne le fait le concept de sécurité alimentaire, à condition que l'on y ajoute un certain nombre de critères. Ceux ci sont : la durabilité des pratiques agricoles, le respect de la culture locale, l'autonomie du paysan et le respect de l'environnement (Via Campesina, 2007).

Le Chiapas et Mindanao sont, des cas exceptionnellement riches, permettant de traiter en profondeur de la participation sociale et politique et de son effet sur la situation alimentaire des populations paysannes. Le conflit est la principale caractéristique unissant ces deux ensembles, au sein desquels les composantes de revendications paysannes<sup>4</sup> et de marginalisation sociale, politique et économique<sup>5</sup> se font écho. Considérant le conflit comme le déclencheur de changements en profondeur de la participation citoyenne, autant que le fruit d'une mobilisation d'envergure, c'est donc à partir de ce point particulier dans l'histoire de ces deux régions que nous amorcerons notre étude. Nous tenterons de définir les situations pré et post conflictuelles afin de comprendre l'évolution de la situation alimentaire dans une perspective comparative.

### **Question de recherche**

Dans le présent travail, nous nous questionnons sur l'impact des différents types de mobilisations sociopolitiques des paysans sur leur qualité de vie et d'alimentation. Cette question est différente de celle que s'étaient posée les chercheurs de l'IFPRI. Notre variable dépendante est ici la qualité d'alimentation des paysans alors que la leur était la participation sociopolitique.

---

<sup>4</sup> Deux auteurs développent principalement cette thématique dans chacune des régions à l'étude. Pour le Chiapas : Tom BRASS (2005) « Neoliberalism and the Rise of the (Peasant) Nations within the Nation : Chiapas in Comparative and Theoretical Perspective », *Journal of the Peasant Studies*, Vol. 32, No. 3-4, pp. 651-691. Pour Mindanao: Salvatore SCHIAVO-CAMPO (Février 2005) « The Mindanao Conflict in the Philippines: Roots, Costs, and Potential Peace Dividend », *Social Development Papers: Conflict Prevention & Reconstruction*, The World Bank, No. 24, 23 pages.

<sup>5</sup> Sur cette thématique aussi, deux auteurs se démarquent. Pour le Chiapas : Leandro VERGARA-CAMUS (Juillet 2009) « The MST and the EZLN Struggle for Land: New Forms of Peasant Rebellions », *Journal of Agrarian Change*, Vol. 9, No. 3, pp. 365-391. Pour Mindanao : Rosanne RUTTEN (2010) « Who Shall Benefit? Conflicts among the Landless Poor in a Philippine Agrarian Reform Programme » *Asian Journal of Social Science*, Vol. 38, pp. 204-219.



## **Hypothèses préliminaires**

Au sein de notre étude, nous tenterons de vérifier une hypothèse. Cette hypothèse concerne le rapport existant entre la nature de la participation sociopolitique de nos répondants paysans et son influence sur leur qualité d'alimentation, calculée par le concept de profil alimentaire. Nous croyons donc que la mobilisation sociopolitique paysanne a un impact positif sur le profil alimentaire des mobilisés. Pour simplifier : plus un paysans revendique, meilleur sera sa qualité d'alimentation.

Une nature pacifique de la participation sociopolitique entraîne une augmentation modérée et généralisée du profil alimentaire. Une nature belliqueuse de la participation sociopolitique entraîne une augmentation forte et partiellement partagée du profil alimentaire. Une absence de participation sociopolitique entraîne une stagnation généralisée du profil alimentaire.

## **Méthodologie**

Cette recherche se distingue par un objectif ambitieux de comparaison des réalités paysannes dans deux ensembles géographiques distincts, ayant des traditions, des langues et des coutumes bien différentes. Pour ce faire, trois étapes permettent la réalisation du présent travail. Un premier « temps », en amont de la visite de chacune des deux entités géographiques, a consisté principalement en une recherche documentaire. Le deuxième « temps » a été constitué de la collecte de données. Celle-ci s'est déroulée au sein de chacune des régions à l'étude, lors de deux séjours de terrain. Le premier, au Chiapas, d'une durée de deux mois et demie et le second, à Mindanao, d'une durée de 11 mois. Le troisième et dernier « temps » de notre travail comprenait l'analyse des données recueillies. Les deuxième et troisième étapes de cette recherche méritent que nous leur consacrons quelques instants afin de les présenter en détail.

Les séjours de recherche sur le terrain auront été une des caractéristiques premières du présent travail. S'inspirant d'une méthode ethnographique afin de vérifier nos

hypothèses préliminaires, une visite approfondie des deux régions l'étude s'imposait. De plus, les deux sujets de notre étude de cas étant des zones périphériques, la disponibilité de la documentation et d'informations concernant nos thématiques d'études n'était pas suffisante à la réalisation de nos objectifs. Les deux mois et demi passés dans l'État mexicain du Chiapas auront permis la réalisation de 30 entrevues semi-dirigées avec des agriculteurs et membres de la société civile. De plus, cette visite a permis la collecte d'un grand nombre de publications provenant de la collectivité scientifique locale. Aucun apprentissage de langue n'a été nécessaire sur place, puisque nous possédions déjà une bonne connaissance de la langue espagnole. Toutefois, un service d'interprète a été nécessaire à la réalisation des entrevues avec des membres des communautés tzotzil et tzeltal (4 entrevues). La plus longue durée de la collecte de données sur l'île de Mindanao s'explique par la volonté de réalisation des entrevues semi-dirigées dans une des langues locales. Suivant le conseil de ressortissants philippins et de scientifiques spécialistes de la région, le choix a été fait d'apprendre le visaya (ou cebuano), le dialecte le plus utilisé au sud de l'archipel. 40 entrevues semi-dirigées auront été réalisées auprès de paysans, de pêcheurs et de membres de la société civile de l'île de Mindanao, la totalité de celles-ci réalisées en visaya. De plus, un grand nombre de publications scientifiques font aussi partie de la récolte philippine, sources à la base de ce travail.

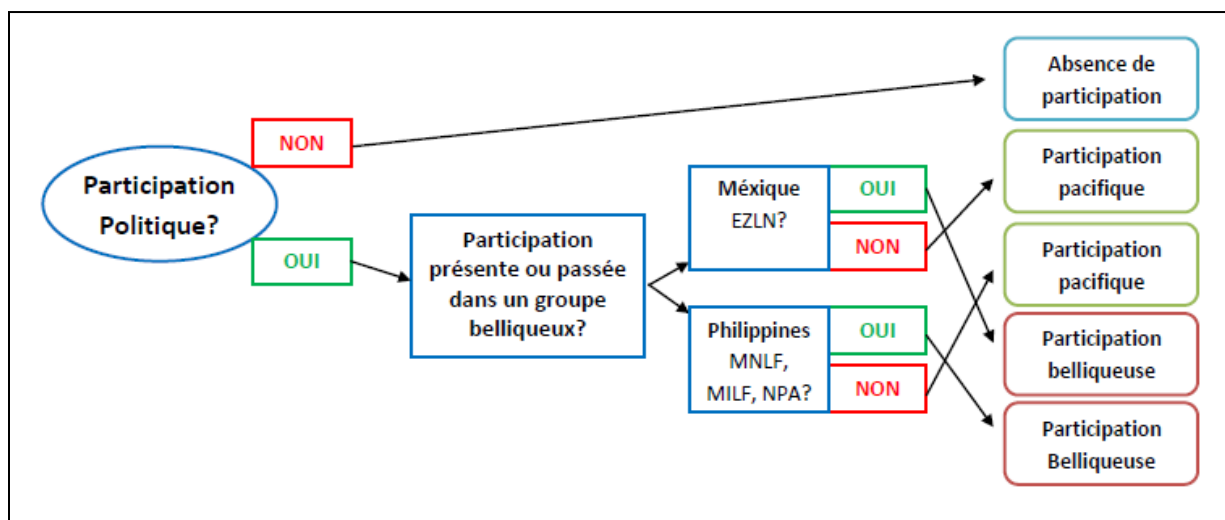
Un protocole d'entrevue, devant être transposable dans les deux environnements d'étude, a été construit autour de nos deux grands thèmes. Ainsi, les concepts de participation sociopolitique et de profil alimentaire et les différentes possibilités de leur classement ont été opérationnalisés<sup>6</sup>. Pour ce qui est du concept de participation sociopolitique, nous avons divisé nos répondants en trois groupes distincts, mutuellement exclusifs. Le tableau 1.1 résume la démarche établie pour le classement des participants dans l'un de ces trois groupes. De plus, le protocole comporte une série de questions qui permettent de comprendre l'évolution de la participation du

---

<sup>6</sup> Pour connaître plus précisément les questions abordées lors des entrevues, prière de vous référer au protocole d'entrevue, disposé en annexe.

répondant, les valeurs qui la sous-tendent et l'importance que prennent les réseaux ainsi créés dans la vie de celui-ci. Sont ainsi abordées les thématiques de la participation effective et la forme de celle-ci au sein du conflit armé, la vision du gouvernement actuel et le sentiment de représentation vis-à-vis de celui-ci. Pour la période post-participative ce sont les thématiques de l'implication personnelle, l'évaluation de la représentation sociale des paysans et l'adoption de nouvelles structures sociales et politiques qui sont abordées.

**Tableau 1.1 : Démarche de répartition des répondants selon le type de mobilisation**



En ce qui concerne le concept de profil alimentaire, le protocole d'entrevue tentait de souligner la qualité de l'alimentation de chacun des répondants, son évolution au fil du temps et leurs perceptions de cette situation alimentaire. Les principales thématiques utilisées afin de parvenir à cet objectif sont : le type d'agriculture exercé, le lien entre culture et agriculture, les moyens de production et de distribution et la qualité de l'alimentation. Nous avons fait ressortir les différents indicateurs caractérisant ces thématiques en leur donnant une valeur qualitative correspondant à notre postulat de base. Ainsi, après codification des réponses des répondants, nous avons pu développer un ensemble de données qui bien que non statistiquement significatives, nous donne un portrait quantitatif de la situation alimentaire de nos répondants dans nos deux zones d'études. C'est ce portrait quantitatif qui permet de réaliser notre objectif de

comparaison des situations alimentaires des paysans rencontrés dans des régions géographiquement et culturellement éloignées.

Cette étude est donc essentiellement comparative, mettant en relation des réalités différentes, mais qui partagent tout de même de nombreuses similarités. Comparatives et qualitatives, les modalités de réalisation de cette recherche ont favorisé une approche personnalisée avec les différents intervenants. Le mode de sélection des répondants a été le même dans chacun de nos environnements d'étude. Fonctionnant principalement par le bouche à oreille et par la prise de contact avec des centres de recherche et des organisations publiques, les répondants inclus dans notre modèle d'analyse sont des producteurs agricoles ayant vécu, de près ou de loin, une période de conflit armé dans leur région.

## **Plan mémoire**

Le présent travail se présente en quatre parties distinctes. La première partie, le cadre d'analyse, permet de faire la présentation en profondeur des différents outils conceptuels et méthodologiques qui seront utilisés au sein de cette recherche. Il permet aussi de lier les différents concepts entre eux afin de mettre en place un cadre original d'analyse pouvant calculer le profil alimentaire des répondants des deux zones à l'étude. Les deuxième et troisième parties du présent travail sont consacrées aux deux études de cas. Le cas chiapanèque est développé en premier lieu, suivi du cas philippin. Pour les deux, trois sous-chapitres sont développés, soit la présentation d'un aperçu de la région en question, une définition des modes de participation sociopolitique qui lui sont propres et le calcul du profil alimentaire. Nous terminons cet exposé par une conclusion comparative, mettant face à face les résultats obtenus au Chiapas et à Mindanao et tentant de trouver une ligne directrice entre ces différentes situations afin de vérifier nos hypothèses préliminaires et de déterminer l'impact de la participation sociopolitique des paysans sur leur qualité d'alimentation.

## **Chapitre 1 : Cadre d'analyse**

Comprendre l'impact de la mobilisation sociopolitique sur le profil alimentaire de populations paysannes est l'objectif de ce travail. Pour ce faire, il importe de s'appuyer sur les concepts et la littérature scientifique et d'effectuer des séjours de recherche au sein des ensembles géographiques étudiés. Dans ce chapitre, nous définirons les concepts de participation sociopolitique et de profil alimentaire, variables qui sont à la base de notre étude et dont l'usage et la compréhension ont dû être adaptés aux environnements étudiés. Toutefois, avant de parler de leur définition, il est pertinent de comprendre d'où ils proviennent et en quoi ils sont des choix pertinents pour cette étude. Le premier de ces deux concepts, la mobilisation sociale et politique (variable indépendante), nous permettra de séparer nos répondants selon leurs méthodes de revendication ou de leur absence. Le second, le profil alimentaire (variable dépendante), représente la qualité de la production alimentaire de nos répondants ainsi que de leur perception et de l'évolution de cette situation dans le temps. Ces deux concepts seront par la suite mis en relation dans le but de vérifier si un lien de causalité existe, afin de savoir si la mobilisation influence positivement le profil alimentaire de populations rurales marginalisées.

### **Participation et mobilisation sociopolitique, une revue de littérature**

Venant de la sociologie, les concepts de participation et de mobilisation sociale et politique ont fait l'objet de multiples publications, au sein desquelles il existe une diversité de compréhensions, d'usages et de portées (Chazel, 1975 :502). La synthèse de quelques-unes de ces idées est un exercice qui nous permettra d'établir notre propre compréhension de ce concept, tout en le situant au sein de notre problème de recherche. Il est possible de dégager deux grandes traditions s'intéressant à l'action collective. La première est celle de la tradition sociologique européenne qui, se basant sur l'idéalisme allemand et l'holisme méthodologique, propose une analyse empirique situant l'action collective au niveau macrosociologique. Cette première école étudie la

foule et les regroupements plutôt que l'individu. La seconde, la tradition américaine, base son analyse sur le pragmatisme et l'individualisme méthodologique, proposant donc un regard empirique se situant au niveau microsociologique (Giugni, 1996 :2). C'est donc l'individu et ses choix qui intéressent les auteurs de cette école.

Même si la division en deux écoles aux héritages épistémologiques différents est pertinente, celles-ci partagent toutefois la même hypothèse de base. L'action collective prend naissance à partir d'un processus de frustration-agression. C'est donc lors de situations de frustrations des attentes collectives que l'action devient possible (Illionor, 2009 :68). Par contre, on n'explique pas seulement la mobilisation par cette dynamique. La mobilisation est préparée et organisée, on cherche à lui donner un langage qui lui donne sens, on désigne des adversaires et légitime la revendication par une référence à des valeurs qui se veulent partagées (Neveu, 1996).

La théorie du comportement collectif, pour sa part, met l'accent sur l'individu comme étant un élément noyé au sein de la foule et dont la conduite est influencée, voire guidée par cette masse (Illionor, 2009 :64). Cette théorie apporte une dimension fondamentale à la question de l'action collective en tentant d'expliquer les processus de formation de conscience de groupe et la construction de revendications communes. Ce sont les auteurs Le Bon et Tarde qui, intéressés par ce qu'ils nommeront la psychologie des foules, expliqueront la façon dont les individus se noient dans la masse pour en constituer ainsi son «âme» (Le Bon, 1905 :18). L'approche classique de Marx répondait aussi à cette question avant eux, notamment par sa compréhension de la création de la classe sociale et par la confrontation des préférences socio-économiques (Giugni, 1996 :3).

La tradition américaine nous offre un cadre d'analyse se situant beaucoup plus près de l'individu. Ainsi, Mancur Olson voit l'action collective sous le spectre de l'analyse utilitariste (Olson, 1978 :23), Boudon nous présente cette même action comme l'agrégat d'intérêts particuliers construisant l'intérêt général réalisable (Boudon 1978 :18). Pour Olson, l'action ne peut toutefois être de nature collective que si les individus se voient

« contraints ou forcés ou s'il s'offre à eux certaines stimulations, distinctes de la poursuite du but collectif, en échange de leur consentement à supporter une part des charges et des coûts qu'entraîne la réalisation des buts du groupe » (Olson, 1978 :23). Prenant compte des limites de ce raisonnement, Boudon, dans la préface de l'ouvrage d'Olson, souligne que cette conception de l'action collective ne peut s'appliquer à toutes les situations. Ainsi en est-il de l'ensemble des situations dans lesquelles les coûts de l'action collective sont négligeables, nuls ou négatifs (Boudon 1978 :18). En effet, une analyse utilitariste ne prend son sens que dans le cadre d'actions aux résultats positifs pour l'individu. La théorie de l'individualisme méthodologique telle que présentée par Boudon dans « La logique du social », de 1979 nous offre les principes de base qui nous permettront de bâtir notre conception du citoyen mobilisé. Selon l'auteur, « l'atome logique de l'analyse sociologique est l'acteur individuel qui peut être non seulement des personnes, mais toute unité collective pour autant qu'elle se trouve munie d'un pouvoir d'action collective » (Illionor, 2009 :74).

Il est ici important de dire que nous nous distançons de la vision utilitariste d'Olson, préférant la notion d'activité rationnelle lorsque nous parlons des motivations à participer à l'action collective. C'est Max Weber qui a mis cette notion de l'avant, expliquant la mobilisation des individus non pas par un calcul des bénéfices matériels qu'ils peuvent en tirer, mais bien « d'une croyance en la valeur intrinsèque inconditionnelle (...) d'un comportement déterminé qui vaut pour lui-même et indépendamment de son résultat » (Weber, 1921 : 22). Le militant est donc perçu différemment dans la tradition weberienne : de l'individu calculateur d'Olson, on passe à l'individu basant son action sur ses valeurs. En ce qui a trait à l'influence du groupe sur l'individu (Hoffmann 2001 :103), le constructivisme structuraliste de Pierre Bourdieu nous apparaît un apport pertinent à notre analyse (Bourdieu, 1987). Cette approche nous permet de comprendre l'influence qu'aura le groupe sur l'individu et comment il forme ses actions et valeurs.

La mobilisation sociale et politique au sein de populations marginalisées a aussi reçu l'attention des sociologues. Un des premiers modèles sociologiques tentant d'expliquer les processus de mobilisation en situation de marginalité est celui de la mobilisation des ressources. Au travers d'une analyse des différents mouvements sociaux qui ont fait leur apparition dans les années 60, ce modèle soulignait que ces mouvements avaient précédemment été compris et expliqués par une rupture ou des effets d'un dysfonctionnement du système social (Lapeyronnie, 1988 :595). Toutefois, lorsque l'on s'attarde aux mobilisations populaires en faveur des droits civiques des populations noires américaines, on constate que ces mobilisations ne s'attaquent pas directement au système en place, mais plutôt à la façon dont les élites le contrôlent : « L'action collective et politique n'est donc pas liée à une remise en cause des valeurs démocratiques de participation, mais peut se définir comme une contestation de l'autorité ou des formes d'autorités qui font obstacle à la réalisation de ces valeurs » (Lapeyronnie, 1988 :596). McCarthy et Zald, sont considérés comme les pionniers de cette approche. Ils se distancient d'ailleurs de l'approche sociologique traditionnelle de trois différentes façons. Premièrement, au niveau de ce qu'ils qualifient de « soutien de base ». ici, on souligne que les individus composant les mouvements sociaux ne répondent pas à la logique de la frustration-réaction. De plus, alors qu'on ne faisait que peu de cas dans la théorie classique de l'appui externe que recevaient les mouvements sociaux, la théorie de la mobilisation des ressources souligne que ces mouvements ont besoin de plus que leurs membres actifs pour s'épanouir. En effet, dans bien des cas, les mouvements reçoivent des appuis provenant de l'extérieur de ceux-ci, et qui leur constituent des ressources importantes (Illionor, 2009 :70). Deuxièmement, les deux auteurs innoveront par leur compréhension originale des tactiques et stratégies des acteurs. Plus spécifiquement, ils s'intéressent à la capacité des leaders à mener à bien les changements dont ils font la promotion. Ainsi, cette école met l'accent sur les méthodes mises en place afin de parvenir à la mobilisation observée. Finalement, c'est de l'étude de la relation entre les mouvements sociaux et la société au sens large que



naît l'ultime caractéristique qui marque la distanciation de la théorie de la mobilisation des ressources par rapport aux théories classiques (McCarthy et Zald, 1977).

Considérant les mouvements sociaux comme un fait dynamique dont le corps acquiert de nouvelles formes au fil du temps, la théorie de la mobilisation des ressources explique pour la première fois l'incorporation des demandes des minorités dans le système politique. De plus, elle prend en compte la transformation dans le temps des mouvements sociaux, de leur émergence à l'affaiblissement de ceux-ci et poussant jusqu'à leur éventuelle disparition. De plus, ce qui rejoint d'autant plus les objectifs de ce travail, on y explique l'usage de la violence d'une manière relativement nouvelle. Précédemment, l'usage de la violence au sein des mouvements sociaux avait été expliquée par la frustration des personnes y prenant part ou par leur irrationalité. William A. Gamson sera un des principaux auteurs mettant en évidence que la violence est un moyen efficace, pour des groupes marginalisés, de s'imposer dans un agenda politique et de faire valoir leurs revendications (Illionor, 2009 :69). Cet usage de la violence ne prend pas racine dans la faiblesse et le désespoir des contestataires, mais bien dans la vulnérabilité des groupes établis (McCarthy et Zald, 1977). Selon cette perspective, ce serait donc la fermeture du système qui supporterait le recours à la violence (Illionor, 2009 :70).

L'analyse de ce que la communauté scientifique qualifiera de nouveaux mouvements sociaux (NMS) va naître en même temps que les contestations des années 70 et 80. Cette perspective analytique met en évidence la différente nature des mobilisations sociales à l'œuvre, mobilisations complexes composées de quatre principaux éléments. Ceux-ci sont : identité des acteurs, formes d'organisations et répertoire d'actions, revendications qui accompagnent ces mouvements, valeurs qui les sous-tendent et le rapport entretenu avec le politique (Neveu, 2011). Pour sa part, Touraine constate une évolution des mouvements sociaux se produisant au milieu des années 90. Expliquant ce changement par les tensions que fait naître le libéralisme économique, il note que les mobilisations populaires ont désormais comme objectif de faire reconnaître certains

droits culturels (Touraine 1999). Il se base notamment sur le mouvement des « sans », mouvement qui a pris place à la fin des années 90 en France et défendant des groupes les plus marginalisés de la société. Tellement marginalisés dans certains cas que l'auteur ira même jusqu'à dire qu'ils font face à un dilemme lors de leur formation : baser leurs revendications sur des principes reconnus par la société, dans ce cas-ci des droits qui seraient considérés comme légitimes, ou bien chercher un appui auprès d'un quelconque acteur politique ou idéologique d'envergure qui leur permettrait d'obtenir une tribune. Dans les deux cas, l'indépendance de tels mouvements et la poursuite de leur idéal sont fortement compromises (Illionor, 2009 :80).

Pour leur part, Gilly et Chaloult s'intéressent aux mouvements sociaux présents en Amérique latine, les expliquant par certaines formes d'exclusion sociale. Ces auteurs sont persuadés qu'une fragmentation sociale est à l'œuvre dans cet ensemble géographique, fragmentation qui trouverait principalement sa source dans la mondialisation économique (Illionor, 2009 :83). Chez Gilly, le processus de fragmentation est multiple et passe par différents aspects touchant les relations sociales comme le travail, les visions du monde, les droits sociaux et l'éducation. Gilly souligne la tâche des mouvements sociaux qui œuvrent à reconnecter les individus dans les sociétés atomisées (1994). Chaloult, quant à lui, met en évidence les raisons des réactions populaires par rapport à la mondialisation économique et, plus particulièrement, aux accords de libre-échange. Ainsi, ce serait « le déficit démocratique affiché par les gouvernements dans l'application des politiques néolibérales [qui aurait] provoqué des mouvements sociaux opposés à la négociation d'un accord sur le libre-échange continental » (Chaloult, 1999 :105). Alors qu'on prive les populations d'un pouvoir de décision lorsque ces choix entraînent une reconfiguration, une fragmentation social, celles-ci tenteront d'en reprendre le contrôle.

Certains auteurs défendent des droits dits « sociaux » et les considèrent comme étant une des raisons de la mobilisation sociale et politique. Il existerait en effet une certaine condition chez l'individu, soit un prérequis moral, condition de sa participation au dit

mouvement. Pour Honneth, ce prérequis moral vient des formes de reconnaissances du droit à « l'estime sociale ». Une rupture de cette « estime sociale » permettrait, selon lui, le développement d'une revendication à caractère collectif. Ainsi, « des expériences individuelles de mépris sont interprétées comme des expériences typiques d'un groupe tout entier, de manière à motiver la revendication collective de plus larges relations de reconnaissance » (Honneth, 1992 :194). Honneth ne conçoit pas les dynamiques de mouvements sociaux sans le partage d'un discours collectif mettant en relation les déceptions personnelles. L'ombre de la dynamique frustration-mobilisation refait surface, mais permet ici d'expliquer la mobilisation par les valeurs individuelles et non seulement par la recherche des intérêts socio-économique. Ainsi, on explique d'une manière plus holistique ces nouveaux mouvements sociaux.

Illionor étudie les formes collectives de mobilisation au sein des populations marginalisées, plus particulièrement en Amérique latine, et explique clairement les dynamiques à l'œuvre au sein de ces groupes.

*[les populations] tentent de lancer des thèmes significatifs pour la population indigène dans son ensemble, de définir des problématiques, d'apporter des contributions permettant de résoudre les problèmes posés, de donner des informations nouvelles, de réinterpréter certaines valeurs, de mobiliser de bonnes raisons, d'en dénoncer de mauvaises afin de provoquer un changement de l'opinion publique à grande échelle. (...) Elles tiennent à leur identité et leurs cultures tout en exigeant leur intégration à la société globale (Illionor, 2009 :91).*

Afin d'assurer une plus grande flexibilité, nécessaire aux visées comparatives du présent travail, des définitions relativement larges de la mobilisation et de la participation sociale et politique seront utilisées. Ainsi, nous définissons la mobilisation par la formation d'un acteur collectif et politique, participant activement à la vie publique<sup>7</sup>. La

---

<sup>7</sup> Cette définition nous vient principalement de Tilly et de Chazel, qui mettent un accent particulier sur le poids de la collectivité mobilisée sur la vie publique et sur l'existence de projet défini permettant cette mobilisation. Cette définition a l'avantage d'être inclusive et de permettre d'y insérer les plus récentes théories sociologiques (Tilly, 1978 et Chazel, 1975).

participation sociale et politique, souvent réfléchi en terme de vie politique active, ou de processus électoral « n'est pas la seule forme de participation politique et la participation politique n'est pas la seule forme de participation citoyenne » (Conseil permanent de la jeunesse, 2007 :8). Le concept de participation sociale et politique est ici compris à la fois comme une « conduite d'engagement » et comme « choix personnel ». En ce qui a trait à la conduite d'engagement, celle-ci réfère à une attitude assumant une entreprise, une action ou une situation en cours. Cette notion est opposée à celles de retrait, d'indifférence et de non-participation. Le « choix personnel », quant à lui, est l'acte de décision de l'individu, son engagement en temps, en ressources, etc. (Landry, 2009 :37). Cette définition duale de la participation citoyenne permet d'inclure de nombreuses activités d'ordre social qui, de prime abord, pourraient ne pas correspondre à l'idée que l'on se fait de la participation citoyenne. Être membre d'une coopérative agricole, d'un consortium de producteurs sont des formes de mobilisation sociale qui ont un impact notable dans la vie des producteurs agricoles et qui seront donc prises en considération dans la présente étude.

Plus précisément, nous nous intéressons ici à une population ayant reçu une attention particulière au sein de la discipline sociologique, la paysannerie. Caouette et Turner soulignent d'ailleurs l'existence de deux écoles d'actions collectives paysannes (Turner et Caouette, 2009; 25). La première de celles-ci, représentée par des auteurs tels que Scott (1990, 2008) et Kerkvliet (1990), s'intéresse aux rapports de forces et de domination vécus par la classe paysanne au quotidien. Au sein de cette école, on s'intéresse surtout aux formes de résistances présentes dans le quotidien de ces populations, mettant en évidence une « économie morale » permettant des formes de résistance plus discrètes. La seconde école, représentée principalement par les travaux de Borras et de ses collaborateurs (Borras et al., 2008), souligne la grande variété de l'éventail d'actions collectives. Ici, ce sont les grands réseaux de solidarité et les organismes de protection et de représentations des paysans, tels que la *Via Campesina* et GRAIN, qui font office de sujet d'études.

La littérature scientifique portant sur la résistance paysanne est imposante, pourtant, des regroupements thématiques peuvent être identifiés, étant plus ou moins liés à l'une ou à l'autre des deux écoles sociologiques de l'action paysanne. De cette multiplicité de regroupements, trois nous semblent plus pertinents au sein de notre effort de recherche. Le premier de ceux-ci s'intéresse plus particulièrement à la relation existant entre les producteurs agricoles et le capitalisme. Notre attention se porte ici sur les réponses données par les paysans à une situation de domination sociale et culturelle. Les formes de résistance mises en évidence dans ce courant se retrouvent au sein de ce qu'Alavi (1973) et Scott (2008) définissent comme la communauté morale paysanne. Cette communauté offre un espace permettant de se soustraire, de ridiculiser ou de se venger d'un système oppressif. Cette forme de résistance, plus passive que d'autres, laisse toutefois dire à ces auteurs qu'elle serait plus efficace que certaines autres méthodes. Ceci serait dû à l'effet conjugué de ces actions (Bernstein et Byres, 2001; 33). Le second courant s'intéresse aux mouvements révolutionnaires et aux révolutions agraires. Wickham-Cowley s'est intéressé aux mouvements paysans révolutionnaires d'Amérique latine, mettant en évidence cinq conditions qui seraient nécessaires à la réussite de ces mouvements : la présence de mouvements de guérilla basés dans les campagnes et recevant l'appui des paysans, une force militaire significative, un régime autoritaire et patrimonial, la possibilité d'effectuer des alliances entre différentes classes sociales et la perte, par le régime autoritaire, de l'appui américain (Turner et Caouette, 2009; 30). L'étude de Wickham-Cowley constitue un apport important dans la sociologie des résistances paysannes. De nombreux auteurs bâtiront sur son travail, notamment Selbin (2001) qui adoptera une approche individualiste pour parler de la motivation révolutionnaire et Colburn (1994), qui mettra un accent particulier sur la force unificatrice des idées au sein de ces mouvements. Finalement, et allant de pair avec le corpus scientifique s'intéressant au NMS, un courant s'intéressant aux résistances transnationales a fait son apparition, représenté notamment par les travaux de Tarrow (2005) et de Della Porta et Tarrow (2005). Ces deux auteurs offrent une définition de cette forme particulière de mobilisation, faisant référence ici aux

«coordinated international campaigns on the part of networks of activists against international actors, other states, or international institutions» (Turner et Caouette, 2009; 34). Trois facteurs expliquent l'apparition d'un tel mouvement. L'internationalisation complexe<sup>8</sup> vécue actuellement est le premier facteur, entremêlant les échelles locales, nationales et internationales. En lien avec cette internationalisation, l'apparition de nouvelles opportunités politiques est le second facteur. Finalement, l'apparition des militants internationaux cosmopolites, participe à l'organisation de mobilisation et renforce ce mouvement. Le mode de mobilisation des paysans étant désormais mieux défini, une question reste toutefois sans réponses. Quel est l'impact de cette mobilisation sur la qualité de vie des personnes faisant le choix de la résistance?

Afin d'élucider cette question, les concepts de souveraineté et de sécurité alimentaire seront mis à contribution. Ces deux concepts permettent d'évaluer la qualité d'alimentation des populations et des individus. En joignant ces deux concepts avec les différentes formes de mobilisation et de participation sociopolitique, nous tentons d'expliquer l'impact possible de l'implication personnelle des producteurs agricoles, non pas sur leur qualité de vie, objectif dépassant les visées de ce travail, mais sur la qualité de leur alimentation. La prochaine section expliquera cet élément central de notre étude et les implications qu'il aura sur notre démarche.

### **Sécurité et Souveraineté alimentaires.**

La compréhension des notions complémentaires de souveraineté et de sécurité alimentaires est fondamentale lorsque l'on s'intéresse aux revendications paysannes contemporaines. Non seulement ces notions sont-elles à la base du discours de ces mouvements, mais elles sont aussi les concepts clés de discussions académiques concernant la production et la consommation alimentaire (Govea et Holm, 1998 :139). Au sein de ce travail, nous essayerons toutefois de dépasser ces deux conceptions en

---

<sup>8</sup> Notamment par la densité grandissante des institutions internationales, des régimes et des contacts entre les États et les acteurs non-étatiques (Caouette et Turner, 2009; 34).

mettant de l'avant la notion de « profil alimentaire », qui nous apparaît plus pertinente face aux objectifs pratiques de la recherche. L'utilisation de cette notion apporte deux avantages importants à notre travail. Premièrement, la sécurité et la souveraineté alimentaire sont deux concepts qui, comme nous le démontrerons à l'instant, sont très colorés politiquement. En faisant usage de la notion de profil alimentaire, nous nous éloignons de cette coloration. Deuxièmement, nous tenterons de souligner le caractère changeant de la situation alimentaire de nos répondants.

Le sens du concept de sécurité alimentaire est extrêmement variable, se transformant d'une utilisation à une autre. La Conférence mondiale sur la nourriture (*World Food Conference*) de 1974 introduit ce concept, qui ne tarda pas à évoluer (Maxwell, 1996 :155). Selon la Banque Mondiale, la situation de sécurité alimentaire correspondrait à celle où « l'ensemble de la population a un accès physique et économique à suffisamment de nourriture afin de combler ses besoins diététiques » (Giménez et Peabody, 2009 :7; Bohle, 2001 :5729). On conçoit donc ici la nourriture sous des aspects de distribution et d'accès au sein de populations données (Pinstrup-Andersen, 2009;5). Cette définition, bien que souvent reprise, n'en demeure pas moins une parmi tant d'autres. Soulignant l'évolution générale du concept depuis son apparition, Simon Maxwell, dénote six différentes transitions par lesquelles serait passé le terme de sécurité alimentaire, chacune de ces six transitions ayant comme origine des perspectives ontologiques distinctes. Dans une perspective globale ou nationale, on s'attarde au niveau de la sécurité de la famille ou de l'individu. D'autres délaissent même une perspective basée sur l'alimentation, afin de mettre de l'avant un concept basé sur le niveau de vie général. Parfois, on remplacera des indicateurs qualitatifs comme objectifs par des perceptions plus subjectives, efforts jugés nécessaires afin de s'adapter à des réalités extrêmement diversifiées (Maxwell, 1996;156). Cette mosaïque de définitions est en lien direct avec les différentes organisations qui l'utilisent. Que ce soit au sein de publications scientifiques tentant de proposer une définition qui les intégreraient toutes (White, 2005), au sein des travaux des agences gouvernementales

(Bickel et al., 2000) ou au sein des agences internationales (ONU, 2011 : WFP, 2010), chacun apporte un éclairage différent à la sécurité alimentaire.

Toutefois, la conception de la sécurité alimentaire mise de l'avant par la Banque Mondiale a eu un impact décisif sur de nombreuses politiques reliées à l'agro-alimentaire. Son utilisation aura été fréquente du côté d'organisations qui, dans bien des cas, ont été catégorisées comme servant les intérêts des firmes, agences et gouvernements occidentaux, préparant ainsi le développement du concept de souveraineté alimentaire (Issaoui-Mansouri, 2010;15).

Comme nous le soulignons plus tôt, la sécurité alimentaire répond à la question de la distribution et de l'accès à la nourriture. Le concept de souveraineté alimentaire, quant à lui, ajoute une dimension importante à la question en y intégrant la préoccupation de la source de cette sécurité et des méthodes permettant d'y parvenir (Pinstrup-Andersen, 2009;5). Le concept a été développé en parallèle, ainsi qu'en réaction à la prise en importance du concept de sécurité alimentaire, auquel on reprochait de ne pas tenir compte de la source, de la qualité, ni des modes de production des aliments.

*Hannah Arendt note que le droit fondamental, le plus important, est le droit d'avoir des droits. De bien des façons, l'appel de la Via Campesina pour la reconnaissance de la souveraineté alimentaire constitue précisément une revendication d'un droit à avoir des droits concernant l'alimentation (Patel, 2009 :667)<sup>9</sup>.*

C'est au mouvement paysan transnational *La Via Campesina* que l'on attribue la paternité du concept de souveraineté alimentaire. C'est à travers un grand processus interactif que cette notion a pris racine. En effet, la définition de ce concept a été précisée officiellement lors de la rencontre de Nyélini, au Mali, où plus de 800 personnes provenant d'une multitude de pays, traditions, et situations sociales et économiques distinctes étaient présentes. Ce grand rassemblement a donné naissance à

---

<sup>9</sup> Nous citons ici Raj Patel qui cite lui-même Hannah Arendt. Le texte original de Patel étant en anglais, la citation que nous utilisons est une traduction libre des mots des deux auteurs.



la déclaration du même nom (Caouette, 2010 :8). C'est ainsi que l'on présente alors la notion, qui serait :

*Le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produites à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place les producteurs, distributeurs et consommateurs des aliments au cœur des systèmes et politiques alimentaires en lieu et place des exigences des marchés et des transnationales. Elle défend les intérêts et l'intégration de la prochaine génération. Elle représente une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce entrepreneurial et du régime alimentaire actuel. Elle donne des orientations pour que les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevages soient définis par les producteurs locaux (Forum pour une Nouvelle Gouvernance Mondiale, 2007).*

Ce concept qui émerge au milieu des années 1990 s'est imposé rapidement au sein d'organisations à caractère plus militant, marquant ainsi leur distance par rapport à l'utilisation qu'on faisait du concept de sécurité alimentaire. Le concept a d'ailleurs gagné en popularité avec la crise alimentaire qui a secoué le monde en 2008. Cette crise, due entre autres à la spéculation sur les denrées alimentaires de base, réussit à mobiliser de nombreux acteurs qui décrièrent la dérégulation qui avait eu cours autour de l'agriculture et de la conception marchande que l'on donnait désormais à la production agricole (Bello, 2009). La souveraineté alimentaire a alors été présentée comme la solution à de telles crises (Rosset, 2008). Toutefois, comme pour notre précédent concept, le terme a aussi connu de nombreuses variations épistémologiques selon les différents regroupements qui mettent cette notion de l'avant. Définir le concept de souveraineté alimentaire est une tâche difficile puisque son évolution répond aux préférences d'acteurs plus diffus (Patel, 2009 :666). On se souviendra toutefois de principaux points de définition, récurrents dans les diverses utilisations que l'on en fait. Premièrement, la revendication de la souveraineté alimentaire consiste en un appel populaire au droit de modeler et de construire les politiques alimentaires (Patel, 2009 :663). Deuxièmement, le concept s'oppose au modèle contemporain

d'industries agricoles et aux entreprises mettant de l'avant ce modèle. Une sensibilité envers l'environnement distingue aussi ce concept de celui de sécurité alimentaire, l'idée comprenant généralement la proposition d'une réforme du système alimentaire afin que ce soit non seulement les populations locales qui soient responsables de leurs politiques agricoles, mais que celles-ci soient mises en place dans une perspective de développement durable de leurs sociétés (Issaoui-Mansouri, 2010 :16). La déclaration de Nyéléni, de 2008, quant à elle, suggère un certain nombre d'éléments pour que l'on puisse parler de souveraineté alimentaire. Ces éléments seraient donc les indicateurs de la souveraineté alimentaire, soit : «a living wage, tenure security and security of housing, cultural rights, and an end of the dumping of goods below the cost of production, disaster capitalism, colonialism, imperialism, and Genetically Modified Organisms (OGM)<sup>10</sup>», et par ailleurs, «[revitalising the] inter-dependance between consumers and producers» (Patel, 2009 :669).

Ces éléments nous offrent non seulement une meilleure compréhension de la portée du concept de souveraineté alimentaire, mais seront aussi d'une importance fondamentale lors du développement de notre méthode de recherche et de nos indicateurs.

Sécurité et souveraineté alimentaire constituent donc les éléments de base de notre réflexion s'intéressant aux liens présents entre ceux-ci et la mobilisation paysanne. Malgré leurs qualités respectives, nous croyons que l'un et l'autre possèdent quelques lacunes lorsque l'on tente de démontrer l'évolution d'une situation alimentaire choisie. Ainsi, alors que le concept de sécurité alimentaire souligne l'importance de la disponibilité des ressources alimentaires, la souveraineté alimentaire s'attarde à la qualité de ces ressources et à l'indépendance des populations vis-à-vis de son approvisionnement. Par contre, une fois réunis, les concepts proposent de nombreux indicateurs permettant de faire un portrait relativement précis de la situation alimentaire générale des populations ou des répondants. Chacun de ces indicateurs

---

<sup>10</sup> L'abréviation anglaise correcte est « GMOs ». Toutefois, nous aurons à reparler de ces organismes tout au long du voyage et l'abréviation française sera donc la seule utilisée.

peut être utilisé de manière à souligner un caractère évolutif, démontrant des changements particuliers ou généraux dans le temps. Mais surtout, l'utilisation conjointe de ces concepts nous protège d'un parti pris que l'on pourrait attribuer à chacune de ceux-ci. La fusion de deux concepts préexistants et l'ajout d'une dimension temporelle à ceux-ci<sup>11</sup> permettent l'élaboration d'un nouveau concept, soit celui de profil alimentaire. La notion de profil alimentaire, ici proposée offre l'opportunité de mettre en relation la situation alimentaire et la participation sociale et politique dans le cadre d'une étude qualitative. Ainsi, l'objectif du présent travail est d'arriver à comprendre la nature et les effets de la mobilisation chez les communautés paysannes du sud du Mexique et du sud des Philippines.

Le profil alimentaire est donc le portrait à un moment particulier de la qualité d'alimentation et de la production de celle-ci. Ce concept englobe les notions de sécurité et de souveraineté alimentaire, unissant leurs différents éléments afin d'adopter une vision holistique de l'alimentation. Ainsi, le type d'agriculture, le lien entre la culture locale et les pratiques agricoles, les moyens de production, la qualité des infrastructures permettant la distribution de la production agricole et la perception personnelle de la qualité de l'alimentation sont tous des composantes du profil alimentaire.

## **Méthodologie**

Deux aires géographiques distinctes seront ici à l'étude. Ces régions sont celles au sein desquelles nous nous intéresserons aux modalités de mobilisation sociale et politique des populations de paysans et où nous tenterons de comprendre l'impact de celles-ci sur leur profil alimentaire. La première de ces régions est l'État mexicain du Chiapas et la seconde, le sud de l'île de Mindanao, aux Philippines.

---

<sup>11</sup> Notre étude s'intéresse aux changements de la qualité de l'alimentation de nos répondants, qualité évaluée au sein de deux périodes distinctes soit les périodes pré et post mobilisation.

### **Une analyse comparative entre le Mexique et les Philippines; est-ce méthodologiquement possible?**

« La méthode comparative a longtemps été présentée comme un substitut à l'expérimentation qui se révèle difficile en science sociale » (Paquin, 2011; 57). En effet, traitant de sujets plus enclins à l'interprétation du chercheur et entrant en interaction avec des êtres et des phénomènes complexes, les méthodes d'expérimentation des sciences naturelles ne peuvent que très rarement être reproduites en sciences sociales (Tilly, 1984). Cette recherche en est une comparative, tentant de faire ressortir l'impact de la mobilisation sociale sur le profil alimentaire de certains groupes paysans. Ces groupes se seront organisés dans des contextes contrastés, partageant toutefois certaines similarités. La marginalisation économique des populations paysannes et leur organisation sociale sont la principale caractéristique retrouvée dans nos deux cas d'étude. Nous optons donc pour une recherche comparative de type binaire entre Mindanao et le Chiapas. Gazibo et Jenson soulignent que cette méthode offre l'avantage d'être plus intense, d'offrir une plus grande portée descriptive et une profondeur historique (Gazibo et Jenson, 2004). Les mouvements sociaux étudiés et les dynamiques s'y rattachant trouvant les sources de la rhétorique les justifiants dans la résistance à la libéralisation de l'agriculture, un parallèle peut-être fait entre nos deux cas d'étude. Toutefois, ce parallèle doit nécessairement prendre en compte l'héritage historique de ces régions afin de comprendre l'impact qu'auront pu avoir les différents types de mobilisation sur la souveraineté alimentaire des paysans. Ainsi, nous nous pencherons sur la relation entre notre variable indépendante, la nature et le type de mobilisation et la variable dépendante, dans ce cas-ci, le profil alimentaire. Le Chiapas et Mindanao, deux entités ayant connu de forts mouvements de mobilisation de la part des communautés paysannes, se présentent comme des études de cas pertinentes pour notre étude. De nombreuses dynamiques sociales convergentes ont été observées dans les deux régions d'étude, notamment des dynamiques de marginalisation/mobilisation, qui ont eu des effets très importants, autant au Chiapas qu'à Mindanao. Les nombreux mouvements sociaux qui se sont développés dans ces deux entités géographiques demeurent des acteurs très importants de ces sociétés. Les groupes de producteurs

alimentaires présentent des caractéristiques communes et permettent une répartition de ces groupes au sein des catégories présentées précédemment.

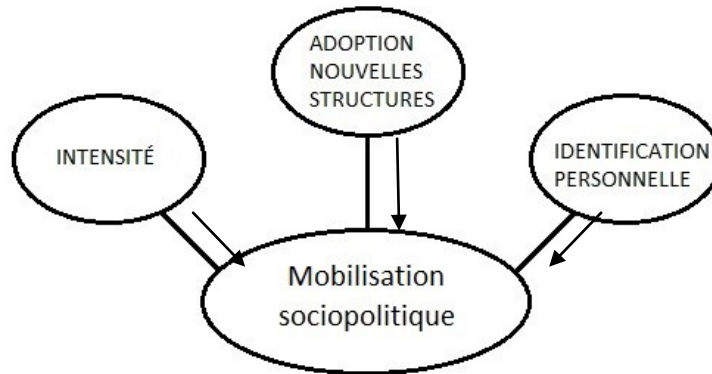
Cette étude est donc comparative, mettant en relation des réalités différentes, mais qui partagent tout de même de nombreuses similarités. Comparatives et qualitatives, les modalités de réalisation de cette recherche ont été guidées par une approche s'inspirant de l'ethnographie (Schatz, 2013). Le mode de sélection des intervenants sera le même dans chacun de nos environnements d'étude, fonctionnant principalement par le bouche à oreille, méthode dites de la boule de neige. Les répondants inclus dans nos deux études de cas sont des producteurs agricoles ayant vécu, de près ou de loin, une période de conflits armés dans leur région. Deux étapes ont ponctué notre travail de recherche. Un premier temps, en amont de la visite de chacune des deux entités, a consisté principalement en une recherche documentaire globale. La deuxième étape a été la collecte de données. Celle-ci s'est déroulée au sein de chacune des régions à l'étude, lors de deux séjours de terrain. Le premier, au Chiapas, du 14 juin au 21 août 2012 a permis la réalisation de trente entrevues semi-dirigées avec des paysans et membres de la société civile. De plus, ce séjour a permis la collecte d'un grand nombre de publications émanant de la collectivité scientifique locale. Le second séjour de terrain réalisé, à Mindanao entre le 28 octobre 2013 et le 18 août 2014, a été l'occasion d'apprendre l'un des nombreux dialectes locaux, le Visaya (ou cebuano), langue dans laquelle se sont déroulées 40 entrevues semi-dirigées avec des agriculteurs et des membres de la société civile. Un grand nombre de publications font aussi partie des données recueillies.

#### **La participation/mobilisation et sa mesure.**

Trois indicateurs ont été retenus pour mesurer la participation sociale et politique de nos répondants. L'intensité, l'adoption de nouvelles structures et l'identification personnelle. Le premier, la participation personnelle est mesurée en termes d'intensité. L'individu plus impliqué qu'un autre sera celui qui aura un poste au sein d'une organisation, participera à des rassemblements, donnera du temps pour une communauté organisée, etc. Trois valeurs seront liées à cet indicateur soit : 1) une

intensité forte : démontrant un investissement majeur de temps et de ressources dans la participation; 2) notable : démontrant un investissement minimal dans une organisation sortant du cadre de la communauté d'origine; ou, 3) absente. Le deuxième indicateur est l'adoption de nouvelles structures, au niveau social ou au niveau de la production/distribution alimentaire. Des exemples de ce genre de changements se retrouvent, au niveau social, dans la mise sur pied d'assemblées citoyennes ou encore dans un changement de la position de la femme au sein des communautés. Un grand nombre de ces changements ont été observés au cours de la partie « terrain » de cette recherche, sur lesquels nous reviendrons dans la prochaine section. Au niveau de la production/distribution, la tâche du chercheur est de percevoir le degré auquel le répondant agit en accord ou non avec les groupes dont il se déclare faire partie. Plus un producteur agricole aura intégré les pratiques qui font la promotion des regroupements sociaux, plus il sera identifiable à celui-ci, renforçant son appartenance au dit groupe par la pratique (Landry, 2009). Pour cet indicateur, on divisera nos répondants en deux groupes, l'un ayant adopté de nouvelles structures et l'autre n'ayant pas réalisé pareils changements. Le dernier de nos indicateurs de la participation sociale et politique est l'identification personnelle à un groupe particulier. Il est différent de notre premier indicateur en ce sens que l'identification personnelle se rapporte à la perception qu'aura le répondant de lui-même et les raisons de cette perception particulière. L'indicateur de la participation personnelle s'inscrit beaucoup plus sur un plan concret. C'est dans les actions prises par le répondant, que l'identification personnelle se situe, ainsi que dans le rapport entre lui-même et le ou les groupes qui l'entourent. Comme pour ce qui avait trait au précédent indicateur, nos répondants seront ici aussi divisés en deux groupes.

Figure 1.1 : Le concept de mobilisation sociopolitique



Ces trois indicateurs se révéleront fort utiles lors de la classification de nos répondants par rapport à la nature de leur implication. La prochaine section développe cet aspect de notre travail. Ces indicateurs trouveront aussi leur utilité lorsque viendra le temps d'évaluer l'impact de la participation sociale sur le profil alimentaire des répondants. Mais surtout, ces indicateurs sont à la base de la répartition de nos répondants entre un état de mobilisation ou de non mobilisation.

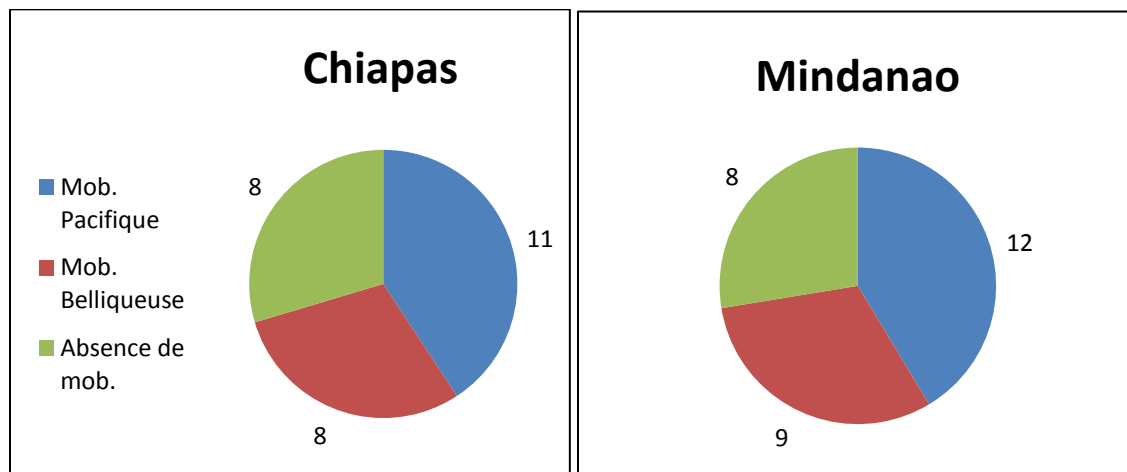
**Les trois groupes à l'étude : Absence de mobilisation, mobilisation pacifique et mobilisation belliqueuse**

Avant de parler de la répartition que nous avons faite de nos répondants, définissons plus précisément qui ils sont. Au sein de la recherche, nous les nommerons producteurs alimentaires. Cette appellation désigne les personnes dont la principale activité consiste à utiliser la terre afin de récolter les végétaux et les animaux utiles à leur consommation. Cette première définition fait écho, mais améliore aussi une seconde, voyant l'agriculteur comme :

*la personne exerçant la culture du sol et, de manière générale, l'ensemble des travaux transformant le milieu naturel pour la production des végétaux et des animaux utiles à l'homme (Le nouveau Petit Robert, 2003; 52).*

Toutefois, ces définitions ne sont pas satisfaisantes. Elles n’englobent pas l’ensemble des acteurs qui nourrissent les populations. La dénomination de producteurs alimentaires a été précédemment utilisée, notamment lors de la conférence de Nyéléni et subséquemment par la *Via Campesina* (Forum for a New Governance, 2012). Cette dénomination, que nous adoptons, possède le double avantage d’incorporer des acteurs de la production alimentaire qui représentent des situations socio-économiques très diverses en plus de ne pas circonscrire la production alimentaire à un fait exclusivement « terrien ».

**Figure 1.2 : Répartition des répondants selon leur mode de mobilisation.**



Quelle est la place faite dans notre analyse aux répondants qui ne remplissent pas de fonctions de production alimentaire? Ces répondants, ni pêcheurs, ni fermiers, n’ont pas été incorporés à nos trois différents groupes. Leurs témoignages profitent à la recherche lorsque ceux-ci sont considérés comme des éléments renforçant notre compréhension générale des situations et du contexte local et permettant une analyse globale plus complète. Ces données seront donc utilisées comme sources secondaires.

Les témoignages des producteurs alimentaires ont donc été répartis en trois différents groupes<sup>12</sup>, appartenant soit à ceux provenant de répondants étant : mobilisés de manière pacifique, mobilisés de manière belliqueuse et n’étant pas mobilisés. La

<sup>12</sup> Pour mieux connaître la répartition et la localisation de nos répondants, se référer à l’annexe 1.



répartition des témoignages s'est faite suivant des critères précis, mais s'est adaptée aux contextes locaux. Pour ce qui est des répondants mobilisés de manière pacifique, c'est leur appartenance, présente ou passée à un groupement, une association formelle qui est le principal déterminant de cette catégorie. Cette organisation ne doit en aucun cas avoir eu recours à une forme de violence. De plus, un participant ayant déjà appartenu à un groupe faisant la promotion ou mettant en application des stratégies violentes, même s'il en était désormais détaché, ne pourra faire partie de cette catégorie de répondants.

En ce qui a trait aux répondants mobilisés de manière belliqueuse, ils ont comme principale caractéristique l'appartenance présente ou passée à une forme d'organisation faisant la promotion ou mettant en place des stratégies comportant un recours à la violence. Au sein de notre recherche, ces groupes sont, pour le Mexique, l'*Ejército Zapatista de Liberación Nacional* (EZLN) et pour les Philippines : la *New People's Army* (NPA), le *Moro Islamic Liberation Front* (MILF) et le *Moro National Liberation Front* (MNLF). De nombreux autres groupes correspondent à la principale caractéristique de cette catégorie de répondants. Toutefois, des limitations de temps et de ressources ne nous auront pas permis d'englober ces derniers<sup>13</sup>.

Finalement, le dernier groupe de producteurs alimentaires est composé de répondants n'ayant pas appartenu et n'appartenant à aucune forme de groupe institutionnalisé. Comme nous le verrons plus tard, ces répondants ne se retrouvent pas isolés par cette absence de mobilisation. Ceux-ci prennent part à de nombreuses dynamiques de collaboration, d'entraide et une participation sociale. Toutefois, ces actions ne s'inscrivent pas dans une forme institutionnalisée ou organisée de mobilisation sociale et politique.

---

<sup>13</sup> Correspondant à notre définition de mouvements paysans mobilisés belliqueusement, on retrouve au Mexique certains groupes paramilitaires composés de producteurs agricoles, dont *Mascara Roja* (Masque rouge) connu pour son rôle dans le massacre d'Actéal. Aux Philippines c'est principalement le groupe Abu Sayyaf, le Bangsamoro Islamic Freedom Movement (BIFM) et les factions du MNLF qui correspondent, dans une certaine mesure, à notre définition.

Nous faisons aussi la distinction entre les périodes pré-conflit et post-conflit. Cette dénomination permet de nous adapter à chacun de nos répondants et de faire ressortir un moment où le mode de participation sociopolitique a changé. Ce moment pivot correspond, au sein de notre modèle, à l'entrée d'un répondant dans un mouvement qui dépasse sa communauté de base. En l'absence de la participation dans ce genre de mouvement, notre répondant reste dans la catégorie des paysans sans mobilisation. En adoptant ce critère, on rend possible l'étude de l'évolution alimentaire de nos répondants avant et après leur implication. Pour ce qui est des répondants non mobilisés, c'est l'évolution de leur profil alimentaire qui nous intéresse, en mettant toutefois de côté la variable « mobilisation ».

### **Le profil alimentaire : définition et indicateurs.**

Comme nous l'avons souligné plus tôt, les concepts de sécurité et de souveraineté alimentaire sont généralement présentés comme des éléments distincts, l'utilisation de l'un disqualifiant d'office le second. Cette situation conceptuelle ne nous offre pas un portrait de la situation alimentaire complète. Dans une tentative de rallier les deux concepts et de les faire travailler ensemble, nous croyons qu'il est positif d'utiliser ce que nous nommerons ici le concept de « profil alimentaire ». Intégrant les définitions de la sécurité et de la souveraineté alimentaire dans sa compréhension, la notion de profil alimentaire reste toutefois simple, correspondant à l'état, à un moment donné, de la qualité, de la perception et de la disponibilité des ressources alimentaires pour un individu. Toutefois, il est nécessaire de garder à l'esprit les différents indicateurs qui le composent, autant les questions de la disponibilité des ressources, de leurs provenances et de leurs qualités alimentaires, sociales, économiques et environnementales, sont les éléments faisant réellement le pont entre sécurité et souveraineté alimentaire.

Le premier indicateur est le type d'agriculture. Au sein de notre étude, nos répondants se répartiront en trois types distincts d'agriculteurs. La typologie que nous utilisons ici relève d'un choix conscient. Alors que de nombreux auteurs classent les paysans selon la

superficie de la terre qu'ils ont en leur possession (Solano, 1996 : Solis, 2002), nous croyons qu'il sera plus pertinent d'identifier nos répondants selon les techniques d'agriculture qu'ils exercent. Walden Bello fait une distinction entre deux grands modèles d'agriculture : l'agro-industrie capitaliste et la production paysanne.

*Capitalism, or the organisation of production to extract surplus values or, broadly, profit, from workers in the production process, has in recent years become more and more dominant as the system that produces the world's food. Peasant production – meaning, in simple terms, the production of food by small farming households, principally for subsistence, but secondarily for monetary gain through the marketing of the surplus product – has for the past few centuries been the main alternative form of production (Bello, 2009; 19).*

Au cours de notre recherche, nous utiliserons ces deux catégories, auxquelles nous en ajouterons une troisième, l'agriculture biologique, correspondant, dans plusieurs cas, à un type d'agriculture utilisant de nouvelles techniques, plus ou moins éloignées de celles utilisées par une production paysanne traditionnelle. Trois types d'agriculture ont donc pu être observés : l'agriculture traditionnelle, l'agriculture biologique et les pratiques agro-industrielles. La classification des répondants se base, d'une part, sur leur propre perception du type d'agriculture qu'ils exercent, mais surtout, sur les réponses qu'ils nous offrent et relevant de nos autres indicateurs. Ces dernières données permettent de valider la perception que le producteur alimentaire a de lui-même. Ces trois catégories ne sont pas hermétiques et devront être nuancées lors de l'analyse des données.

Notre second indicateur est la force du lien entre la culture locale, d'une part et la forme de production alimentaire pratiquée, d'autre part. Cet indicateur met en évidence la relation entretenue par le répondant avec le passé agricole lui correspondant. Dans le cadre d'entrevues semi-dirigées, nous avons tenté ici de mettre en évidence l'intégration des techniques précédemment utilisées et qui constituaient

l'entourage culturel du répondant. La prise en compte de ces informations nous permet de dire si, oui ou non, une certaine forme de tradition locale est respectée et si le producteur agricole se sent concerné par les pratiques traditionnelles qui ont cours dans chacune des régions. La définition de ce que sont les traditions locales en termes de production alimentaire a été mise en place durant le travail d'amont du chercheur et bonifiée grâce aux informations recueillies lors des séjours dans les régions à l'étude. Elles sont exposées au début des chapitres concernant chacune de ces régions.

Dans un autre ordre d'idée, la réalité du terrain et une plus grande expérience dans la réalisation d'entrevues semi-dirigées nous auront aussi permis de comprendre à quel point la famille est un bon initiateur de conversation. Ainsi, les liens qu'entretiennent les répondants et leur famille seront intégrés à cet indicateur. En effet, les pratiques et techniques relatives au travail agricole sont, bien souvent, transmises au sein de la famille. Savoir d'où proviennent les techniques utilisées et si elles correspondent à celles que les aïeux des répondants utilisaient est un des éléments de base du lien entre culture locale et forme de la production agricole. La mise en évidence du lien entre pratiques agricoles familiales et partage de celles-ci d'une génération à une autre est une manifestation importante de la poursuite de ce lien. Finalement, une place particulière est réservée au lien qu'entretient le producteur alimentaire avec les pratiques extra-agricoles traditionnelles. Nous nous référons ici à toutes ces pratiques, rites, etc. qui ont un lien avec l'activité agricole sans toutefois constituer le travail de la terre. Les offrandes à la terre avant la période de semence, par exemple, sont une pratique relativement présente au Chiapas et démontrent un certain lien entre culture, tradition et agriculture. De telles pratiques sont prises en considération au sein de notre indicateur, constituant des éléments allant dans le sens d'une préservation du lien entre culture et agriculture.

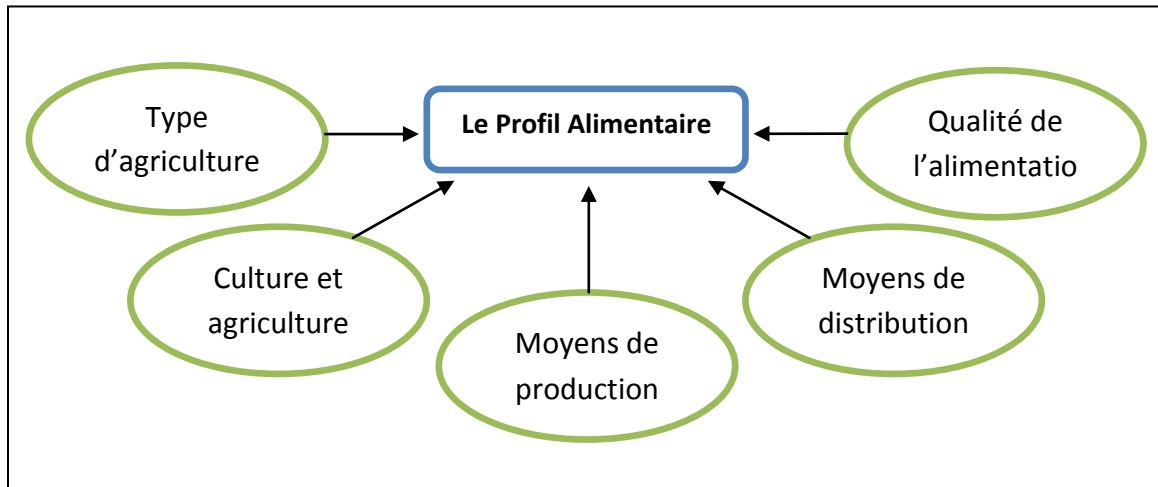
Troisièmement, nous nous penchons sur les moyens de production de nos répondants. Quatre différents facteurs influencent les moyens de production. Chacun d'entre eux répond à une dynamique de possession ou d'absence de ces moyens de production,

constituant nos deux variables de base. De plus, nous ajoutons la variable « location » à cet indicateur, afin de refléter une réalité très répandue, celle de l'absence de moyens de production, compensée par de multiples formes de prêts. Ainsi, un individu possède, ne possède pas, ou emprunte les moyens de production nécessaires à l'agriculture. La terre elle-même est le premier de nos facteurs. L'importance de celle-ci dans la vie du producteur alimentaire ne fait pas de doute et l'influence de cet indicateur sur la variable « profil alimentaire » y étant associé est extrêmement déterminant. Le deuxième facteur est la nature des semences utilisées. Tout aussi importante que le statut de la terre chez le producteur alimentaire, la semence peut avoir de nombreuses caractéristiques. Premièrement, on peut l'acheter ou la produire soi-même, la deuxième option correspondant ayant un impact positif sur le profil alimentaire, reflétant une plus grande situation d'indépendance du producteur agricole, à l'inverse de la première. Deuxièmement, c'est la nature de la graine qui intéressera le chercheur. Il sera logique de dire qu'une graine de provenance locale et portant en elle le futur d'une plante correspondant à la tradition locale a un effet positif sur le profil alimentaire. Cet aspect des moyens de production nous démontre bien, de plus, le lien existant entre nos différents indicateurs, ce dernier étant directement lié à la relation culture et agriculture. Le troisième facteur d'influence sur cet indicateur correspond aux outils mis à disposition du producteur alimentaire. De nombreuses communautés paysannes possèdent un tissu social suffisamment serré permettant à ses membres de bénéficier de certains avantages. Qu'en est-il de ce cas typique dans les *barangay* (communautés) philippins, où un buffle d'eau (*carabao*), bien qu'il soit la propriété d'un individu, sert à l'ensemble des membres de cette communauté? De tels cas donnent une tout autre signification au concept de « prêt », spécificité qui sera prise en compte dans notre analyse. Finalement, ce sont les adjuvants à la production qui constituent le dernier élément des moyens de production paysan. Par adjuvants, nous entendons tout type de produits utilisés par le producteur alimentaire afin d'augmenter la productivité de ses sols. Des adjuvants utilisés, ceux respectant l'environnement local et ne plaçant pas l'agriculteur dans une situation de dépendance vis-à-vis un fournisseur contribueront

positivement au profil alimentaire. Les fertilisants chimiques et autres produits provenant de l'agro-industrie seront considérés comme néfastes pour notre concept, puisque répondant à une vision à court terme de l'agriculture, basée sur la production immédiate aux dépens de l'environnement.

Quatrièmement, les moyens de distribution constituent un autre indicateur du profil alimentaire. Les mains dans lesquelles tombent les fruits du travail des agriculteurs participent aussi à une différenciation du type d'agriculture pratiqué. Dans le cadre de la présente recherche, lorsque l'on s'intéresse aux moyens de distribution, on se penche sur quatre éléments. Le type de destinataire est le premier, facteur divisé en deux aspects, soit le type d'acheteur (grandes surfaces, marchés de producteurs, locaux) et l'éloignement géographique entre le lieu de vente et de production. Le mode de sélection des prix et des clients est le second facteur. Une grande diversité de méthodes sont ici à l'œuvre. Auront un effet positif sur le profil alimentaire les situations donnant une plus grande indépendance au producteur agricole face aux marchés internationaux et le mettant le plus possible en relation directe avec l'acheteur (Raynolds et al., 2004; 1111, Renzaho et Mellor, 2010; 4). La qualité des infrastructures présente sera aussi un des facteurs à prendre en considération. Dans certains cas, l'absence d'infrastructure minimale rendrait impossible la distribution de la production. Finalement, nous nous attarderons brièvement sur les relations économiques existantes entre les paysans. On retrouve ici trois formes de relation, soit : relation coopérative, neutre et de compétition. En effet, le fait de regrouper les producteurs d'une communauté en coopérative ou la présence d'une concurrence forte entre des répondants, pratiquant le même type ou différents types de production alimentaire (traditionnelle ou industrielle), influence significativement les processus de distribution.

Figure 1.3 : Le concept de profil alimentaire.



Notre dernier indicateur est la qualité de l'alimentation du répondant. Cet indicateur, de nature composite, prend en considération les modes de productions et d'accès aux ressources alimentaires. Cet indicateur partage certaines similitudes avec notre concept de profil alimentaire. Par contre, on met l'accent ici sur la perception qu'ont les producteurs rencontrés de leur alimentation. Les réponses aux questions précédentes influencent donc grandement cet indicateur, auquel nous ajoutons la vision du répondant. Cet indicateur s'est révélé d'une importance fondamentale, permettant de mettre en évidence l'évolution du profil alimentaire des personnes rencontrées. En effet, l'évaluation dans le temps de la qualité d'alimentation du répondant ouvrirait la porte à une discussion se basant sur une compréhension beaucoup plus holistique de l'alimentation.

À partir de ces indicateurs, nous avons développé un modèle nous permettant de calculer la valeur du profil alimentaire de chacun de nos répondants. Se basant sur les descriptions précédentes, une valeur est donnée à chacun des indicateurs, valeur qui variera selon les réponses fournies par chacun de nos répondants. Le tableau suivant résume les possibilités de notations que chaque répondant pourra obtenir pour chacun des indicateurs du profil alimentaire. Selon ce calcul, plus le pointage est élevé, plus la situation d'un paysan et de sa famille est positive.

Figure 1.4 : Barème d'évaluation du profil alimentaire.

1. Type d'agriculture	4. Moyens de distribution
• Biologique (2 points)	4.1. Destinataires
• Traditionnel (1 point)	• Marchés solidaires (2 points)
• Agro-industriel (0 point)	• Marché local (1 point)
	• Extérieur (0 point)
2. Lien entre culture et agriculture	4.2. Sélection des prix
• Oui (1 point)	• Oui (1 point)
• Non (0 point)	• Non (0 point)
3. Moyens de production	4.3. Sélection des clients
3.1. Superficie de la terre	• Oui (1 point)
• Inexistante (0 point)	• Non (0 point)
• Petite (1 à 5 ha.) (1point)	4.4. Qualité des infrastructures
• Grande (6 et + ha.) (2 points)	• Bonne (2 points)
3.2. Semences produites par le répondant	• Moyenne (1 point)
• Oui (1 point)	• Mauvaise (0 point)
• Non (0 point)	4.5. Relation interproducteurs
3.3. Disponibilité des outils	• Bonne (2 points)
• Gratuité (2 points)	• Moyenne (1 point)
• Location (1 point)	• Mauvaise (0 point)
• Absence (0 point)	5. Qualité de l'alimentation perçue
3.4. Présence d'adjuvants agricoles	1.1. Bonne (2 points)
• Non (organiques) (1 point)	1.2. Moyenne (1 point)
• Oui (chimiques) (0 point)	1.3. Mauvaise (0 point)

Afin de répondre aux besoins de comparaison de notre travail, nous présentons pour l'ensemble des six groupes à l'étude (Philippines pacifique, belliqueux et sans mobilisation et Mexique pacifique, belliqueux et sans mobilisation) le pointage brut leur correspondant pour chacun des indicateurs ainsi qu'un pointage ajusté. De plus, alors que les pointages bruts ont des dénominateurs changeant selon le nombre de répondants qu'ils incluent, le pointage ajusté présente les résultats de chacun des six groupes sur un dénominateur commun de 10 points. Le profil alimentaire, quant à lui, est présenté sous la forme d'un pointage agrégé, composé de l'ensemble des points récoltés par nos groupes pour chacun des indicateurs du profil. Utilisant ce système de pointage nous pouvons d'ores et déjà nous attendre à des types de scores précis pour



certaines situations sur le terrain, donnant des indications claires concernant la force de chacun des indicateurs chez nos groupes. Le tableau suivant fait la synthèse des valeurs qualitatives données aux différents scores.

**Tableau 1.2: Barème d'appréciation des pointages des variables du profil alimentaire.**

	<b>Lien entre culture locale et pratiques d'agriculture</b>	<b>Moyens de production</b>	<b>Qualité des infrastructures de distribution</b>	<b>Qualité de l'alimentation</b>	<b>Profil Alimentaire</b>
<b>Faible</b>	4,99 et moins	4,99 et moins	4,99 et moins	4,99 et moins	49,99 et moins
<b>Moyen</b>	5-7,5	5-7,5	5-7,5	5-7,5	50-75
<b>Fort</b>	7,51 à 10	7,51 à 10	7,51 à 10	7,51 à 10	75,01 à 100

La description détaillée de nos indicateurs, à laquelle nous venons de nous consacrer, prend toute son importance dans une perspective comparative. En effet, nos indicateurs permettent d'ériger un modèle. Ce modèle sera notre cadre d'évaluation des différentes situations alimentaires et des types de participation politique rencontrés durant notre recherche. Nous ne nous attendons pas à retrouver l'ensemble de ces nombreux facteurs dans les réponses fournies par nos répondants. Toutefois, nous croyons que la systématisation des entrevues par l'utilisation d'indicateurs clairs permettra une analyse qualitative et comparative exhaustive.



«Esta usted en territorio zapatista, aquí manda el pueblo y el gobierno obedece.»<sup>14</sup>

-Junta de buen gobierno,  
Corazon centrico de los zapatistas delante del mundo,  
Zona Altos de Chiapas.

## Chapitre 2: Bienvenidos en Chiapas!

### Un aperçu

L'État du Chiapas se situe à l'extrémité sud du Mexique (voir carte 2.1). Ayant frontière commune avec le Guatemala, il se divise en quatre ensembles géographiques différents, respectivement la côte pacifique, la vallée centrale, les montagnes et la forêt tropicale. La ville de Tuxtla Gutiérrez, la plus étendue de l'État en plus d'en être la capitale administrative, se situe dans la vallée centrale. En 2010, on comptait au Chiapas 4,8 millions d'habitants (INEGI, 2010), répartis sur un territoire de 75 634 km<sup>2</sup>. On divise le Chiapas en neuf « régions administratives ». Reconnu pour sa grande richesse en ressources naturelles, notamment minières et hydrauliques, l'État reste toutefois très orienté vers l'agriculture (WFP, 2008; 6).

Le Chiapas est le lieu de vie de nombreuses communautés indigènes. Parmi celles-ci, mentionnons les communautés tzotzil, tzeltal, tojolab'al et ch'ol, toutes descendantes des populations mayas. Le multiculturalisme est une des caractéristiques propres au Chiapas, puisque, des 62 ethnies officiellement reconnues par le gouvernement fédéral, 12 habitent l'État qui nous intéresse (WFP, 2008; 7). C'est au sein de cette région qui a vécu le plus fort du conflit opposant l'*Ejército Zapatista de Liberación Nacional* (Armée zapatiste de Libération Nationale ou EZLN) aux forces armées mexicaines, que nous retrouvons la grande majorité de ces communautés. Nous nous pencherons ici sur les régions administratives V, XII et XV. Les montagnes chiapanèques abritent la région V, *Los Altos*, ayant pour principale ville San Cristobal de las Casas, ancienne capitale politique de l'État (voir carte 2.2). La région XII, la *Meseta Comiteca*, s'insère entre les

---

<sup>14</sup> Vous êtes ici en territoire zapatiste, ici le peuple choisit et le gouvernement obéit (Traduction libre).

montagnes chiapanèques, la forêt tropicale et la frontière guatémaltèque. La région XV, quant à elle, a constitué pendant longtemps la frontière agricole mexicaine. La *Selva Lacandona*, de plain-pied dans la forêt tropicale, conserve encore aujourd'hui une réputation sauvage que l'on retrouve dans sa dénomination populaire de *desierto de la Lacandona* (Solano et Franco, 1996; 25).

Carte 2.1 : Mexique, divisions politiques et principales routes.

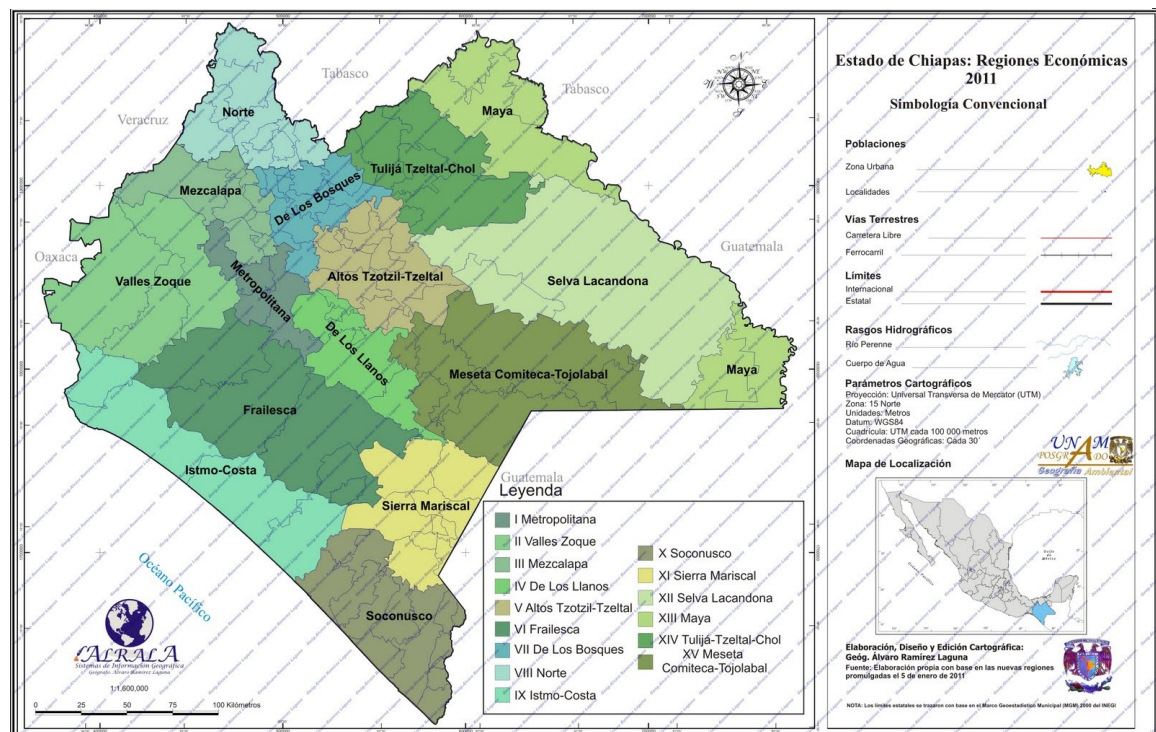


Source : University of Texas Library, [www.lib.utexas.edu/maps/americas/mexico\\_pol97.jpg](http://www.lib.utexas.edu/maps/americas/mexico_pol97.jpg)

Loin de rassembler les caractéristiques propres à un désert, sinon celles de ne supporter qu'une faible population sur son territoire, cette région a pourtant vu s'installer dans ces vallées, au cours des années, de nombreuses vagues de colons (Solano et Franco, 1996; 51). L'histoire de ces trois régions n'en forme, en fait, qu'une seule. Ayant eu et partageant toujours aujourd'hui de nombreux liens et des dynamiques écono-

sociales semblables. C'est dans ces régions administratives qu'on retrouve la plus forte densité de population indigène de l'État et c'est aussi dans celles-ci qu'un système de péonage connu sous le terme de *baldío* a été dominant jusqu'au milieu du XXe siècle (Garcia, 2011). Le très fort caractère rural de ces régions et leur éloignement autant physique que symbolique du reste du Mexique auront fourni quelques-unes des bases du conflit qui a secoué bien plus que l'État d'où il surgit.

Carte 2.2 : Régions administratives du Chiapas.



Source : [http://1.bp.blogspot.com/-KOVdlSR5OA/ThnkBVNpTvl/AAAAAAAAAG4/GLHIOZXJPFi/s1600/Regiones\\_Ec-n%25C3%25B3micas.jpg](http://1.bp.blogspot.com/-KOVdlSR5OA/ThnkBVNpTvl/AAAAAAAAAG4/GLHIOZXJPFi/s1600/Regiones_Ec-n%25C3%25B3micas.jpg)

Au Chiapas, la fondation de l'EZLN précède son premier grand coup d'éclat du 1<sup>er</sup> janvier 1994. En 1993 déjà, le groupe publiait sa première déclaration, exhortant l'ensemble des composantes de la société à l'appuyer dans son combat (Mattiace, 1997; 33). On revendique alors des terres et une plus grande inclusion politique, sociale et économique des femmes et des peuples indigènes présents dans cette région (Solis, 2002; 35). C'est toutefois lors de l'entrée en vigueur de l'Accord de Libre Échange Nord-Américain (ALÉNA), le 1er janvier 1994, que le mouvement s'est fait plus largement

connaître, prenant le contrôle de plusieurs villes du Chiapas dont San Cristóbal de las Casas. Un cessez-le-feu entra en vigueur le 12 janvier, jour à partir duquel l'EZLN arrêta en grande partie l'utilisation de la violence afin de faire valoir ses revendications, y préférant la résistance civile. Certains des territoires que le groupe réussit à occuper sont restés sous leur influence. Toutefois, l'armée mexicaine, violant le cessez-le-feu en février 1995, a repris contrôle de la plus grande partie du territoire du Chiapas la même année, situation persistante jusqu'à aujourd'hui (Dauzier et Monod, 1995; 284). Le coup d'éclat du 1er janvier 1994 a mis en évidence de nombreuses dynamiques sociales ayant cours dans l'État chiapanèque en plus de donner une impulsion certaine à de nouveaux processus d'organisations sociales. Aujourd'hui, San Cristobal de las Casas nous démontre bien cette réalité, un très grand nombre d'organisations locales et internationales y ayant désormais pignon sur rue.

La « crise de la tortilla » qu'a vécu le Mexique en 2007, alors que les prix de cette denrée de base grimpaient de plus de 60 %, n'a fait que souligner la présence de problèmes agricoles et économiques, récurrents dans ce pays depuis les années '80. Solis situe d'ailleurs les racines du conflit chiapanèque dans les transformations sociales et politiques ayant eu cours durant les 20 dernières années du XXe siècle (Solis, 2002; 35). En effet, c'est à cette époque que la fédération mexicaine s'engouffre dans la crise de sa dette (Dauzier et Monod, 1995; 284). Dès lors, en échange de l'aide des institutions financières internationales, celles-ci ont imposé au pays des ajustements structurels réduisant de manière importante le support de l'État à son industrie et à son agriculture. Une vague de privatisation et de dénationalisation a suivi cette crise, en lien avec l'ouverture économique du pays au marché international au travers de son adhésion à l'OCDE et à L'ALÉNA (Bello, 2009; 45). Après plus de 20 ans de libéralisation économique (y compris la libéralisation unilatérale des échanges agricoles), les petits producteurs mexicains qui subsistent se retrouvent aujourd'hui dans une situation alimentaire et économique des plus difficiles (Rosset, 2006; 60). Le pays précédemment exportateur net de produits alimentaires a désormais fermement établi son statut d'importateur net, avec plus de 40 % des denrées provenant de l'extérieur (Bello, 2009;

45). Le Chiapas ne fait pas exception. On y retrouve des situations similaires. Précédemment exportateur net de maïs, l'État doit désormais importer cette ressource. (Gómez, 2011; 1). Walden Bello nous décrit la situation agricole actuelle comme une lutte entre deux paradigmes opposés. À l'industrie qu'est devenue l'agriculture, poussée par l'idéologie capitaliste, s'oppose désormais un front « paysan » (2009; 19).

Selon Brass (2005; 625), ce serait la montée et la consolidation des pratiques de laissez-faire économique qui auraient permis la naissance de nouveaux mouvements sociaux. Les revendications zapatistes ne sont pas les mêmes que celles des mouvements précédents qui tentaient d'utiliser l'appareil de l'État afin de stopper le système capitaliste. Les leurs possèdent plutôt comme objectif l'atteinte de conditions de travail et de vie jugées comme acceptables, en marge du système capitaliste existant. Le mouvement possède aussi une certaine flamme révolutionnaire, caractéristique dont l'importance sera toutefois atténuée par la place centrale qu'occupe le combat mené pour la sauvegarde de la dignité. De nombreuses associations chiapanèques reprendront ce thème afin d'en faire un de leur principal moteur. Plusieurs ont pris le soulèvement zapatiste comme exemple afin de représenter cette nouvelle forme de mouvement paysan. La nature de ses revendications, non pas socialistes, mais dénonçant les pratiques néo-libérales, a fait de cette forme de résistance la première à être catégorisée comme rébellion postmoderne (Brass, 2005; 654). Aujourd'hui, une partie de la société civile mexicaine a adopté le slogan provenant tout droit de la quatrième déclaration de la forêt lacandone : « ¡somos la dignidad rebelde, el corazón olvidado de la patria!<sup>15</sup> » (EZLN, 1996).

La situation agricole au Chiapas est extrêmement bien documentée depuis l'insurrection de 1994, comme en témoigne la quantité astronomique de documents, d'articles et de rapports abordant la situation dans la région (Paulson, 2001, Paffenholz et Spurk, 2006). Toutefois, les données concernant la période pré-mobilisation demeurent moins accessibles, cette situation étant expliquée par la marginalisation des populations

---

<sup>15</sup> Nous sommes la dignité rebelle, le cœur oublié de la patrie! (traduction libre)

indigènes au Chiapas et l'isolation de l'État chiapanèque lui-même par rapport au reste du Mexique. Certaines informations existent toutefois, nous permettant de définir le point de départ de notre analyse du profil alimentaire au début des années 1990. Au moment de la prise d'armes, ce serait 25 % de la population, surtout autochtone, qui se trouvait dans une situation de malnutrition (Monod, 1994; 265), situation dont l'ampleur à l'époque est expliquée principalement par la faible quantité de terres disponibles et la forte croissance démographique (Saavedra, 2005; 528). Au Mexique, il existe de grands clivages entre zones rurales et citadines sur l'ensemble du territoire. Au Chiapas, ce gouffre entre ville et campagne s'agrandit du fait de la marginalisation dont souffre déjà l'État vis-à-vis de l'administration fédérale et par son PIB, le plus bas au Mexique (Solano et Franco, 1996; 34).

Cet aperçu de la situation géographique, historique et alimentaire nous démontre bien les défis se présentant à l'État du Chiapas tels que la crise alimentaire, les changements économiques et les clivages sociaux. Ceux-ci ont eu un impact extrêmement important sur la population locale. On en retrouve les traces au travers des modes de la participation sociale et de la situation alimentaire actuelle.

## **Contexte de la mobilisation au Chiapas**

### **L'économie politique contemporaine au Chiapas**

Les processus de mobilisation sont dynamiques, le temps, les événements, les hasards, mettent les gens en relation les uns avec les autres et, parfois, leur donne une direction commune. Au Chiapas, de nombreux processus de regroupement, de solidarisation étaient et sont toujours à l'œuvre. La présence de sources d'identification, tels que les différentes confessions religieuses, les héritages indigènes, les différents paliers de gouvernement et les allégeances politiques convergentes ou divergentes ont entraîné cette région dans une danse constante entre homogénéité et hétérogénéité. La présente section a pour but, à la lumière des informations collectées sur le terrain et de



la littérature traitant du sujet, d'offrir un portrait des processus de participation sociopolitique ayant actuellement ou précédemment eu cours dans l'État chiapanèque.

Quatre acteurs principaux prennent part au conflit dans cet État et peuvent être identifiés : le gouvernement mexicain (cette dénomination englobant autant le niveau fédéral que celui de l'État), les organisations politiques et non gouvernementales (ONG), l'Église (catholique et autres « allégeances confessionnelles ») et le mouvement zapatiste (Solis et al., 2002; 31). À ceux-ci, nous en ajoutons toutefois un, pertinent en raison de l'importance qu'il a su prendre, au cours des années, dans les dynamiques régionales : la femme chiapanèque. En effet, de nombreuses revendications des groupes sociopolitiques concernent la position de la femme dans la société, ainsi qu'une remise en question de la relation homme/femme ayant eu cours jusqu'alors. Les Zapatistes, d'ailleurs, en ont fait un des points centraux de leur combat, participant au renforcement et à la valorisation du concept de dignité que nous avons préalablement souligné (Garcia, 2011; 115). Cette analyse nous permettra ainsi de souligner les différents appuis que fournit chacun de ces acteurs à la population mexicaine et chiapanèque, appuis qui se révéleront limités.

***Le gouvernement mexicain, l'autoritarisme corporatiste, le rapport à l'autochtone et la réaction à la mobilisation chiapanèque.***

Le *Partido Revolucionario Institucional* (PRI), a su se maintenir au pouvoir pendant 70 ans, laissant une marque profonde dans l'organisation sociale et politique mexicaine. Le système que le PRI mit en place a été catégorisé d'autoritarisme social ou d'autoritarisme corporatiste (Bello, 2009; 46). Au sein de ce système, on devenait membre du parti afin de gagner une représentation politique au niveau national (Gilbreth et Otero, 2001;12). Une des structures clés permettant le bon fonctionnement de ce système est celle de l'*ejido*. Originalité mexicaine, cette structure associe un groupe de paysans demandeurs à une terre. Celle-ci sera gérée de manière individuelle, mais une certaine gestion collective prendra place par l'entremise d'une autorité collective, le *Comisariado ejidal*. Cette autorité ne trouve son utilité, au niveau pratique, que dans le contrôle des relations entre les différents *ejidatarios* (les usagers de l'*ejido*),

que ce soit en termes de respect des frontières individuelles ou des relations quotidiennes<sup>16</sup>. Toutefois, son affiliation obligatoire à la Confédération Nationale Paysanne (*Confederación Nacional campesina*, CNC), contrôlée par le PRI, la relie directement au Parti et permet l'intégration d'une frange paysanne dans la dynamique d'autoritarisme corporatiste (Hoffmann, 2001; 5). Cette situation démontre bien l'institutionnalisation des structures, base du système d'autoritarisme corporatiste. Par contre, cette dynamique ne sera pas uniquement une caractéristique de l'ère priiste puisqu'elle survivra au transfert de pouvoir ayant eu lieu en 2000. En effet, lorsque le *Partido Acción Nacional* (PAN) remporte les élections, on observe une continuation de ces pratiques. Une certaine évolution est observée sous la présidence de Felipe Calderón, la relation entre pouvoir et peuple prenant désormais la forme d'un échange de bénéfices. En milieu rural, on échange alors des terres contre des appuis politiques (Garcia, 2011; 14). Ces « nouvelles pratiques », ne font que démontrer la poursuite d'une relation particulière entre l'État et les groupes de la société civile auprès desquels l'État va chercher les appuis nécessaires à la construction de sa légitimité.

Par contre, la prise en compte de cette relation soulève une question très importante. Quelle sera, considérant le lien particulier entre l'État et certains groupes de la population, la place donnée aux autres groupes composant la société mexicaine? Plus particulièrement, quelle place réservera-t-on au groupe qui a attiré l'attention mondiale sur une population oubliée du Mexique, soit celui des populations indigènes? Ces populations sont un sujet récurrent des politiques étatiques mexicains en plus d'être un des agglomérants sociaux dont la force est la plus importante en termes de mobilisation ponctuelle ou de longue durée. Au niveau national, les stratégies se sont succédé afin de déterminer la place que l'on pouvait leur réserver au sein de l'État. On note, au travers du temps, un changement de position du gouvernement mexicain, allant de l'intégration au relativisme culturel. Bien entendu, chacune de ces politiques a eu un effet considérable sur la société chiapanèque, dû principalement au grand nombre

---

<sup>16</sup> Tiré de l'Entrevue Mx 16, réalisée à San Cristobal de las Casas, le 18 juillet 2012 (Traduction libre).

d'individus d'origine indigènes qu'elle rassemble. Le développement, dans le temps, de ces différentes stratégies a fait l'objet d'un grand nombre de recherches et de publications<sup>17</sup>. De celles-ci, nous pouvons mettre en évidence trois périodes distinctes, et contradictoires la plupart du temps, proposant toutes des avenues différentes afin de traiter de la « question indigène » au Mexique<sup>18</sup>. La première période, débutant avec l'arrivée des conquistadors espagnols, est caractérisée par une volonté d'intégration, faisant la promotion de la reconnaissance d'une culture mexicaine unique. Ce discours intégrationniste faisait fi des peuples ayant des caractéristiques ethnoculturelles ne cadrant pas avec « l'ensemble national mexicain ». On changera le ton après le premier *Congresso Indigenista Interamericano*, qui prit place en 1940, au Mexique. Dès lors, face à des revendications d'autonomie de plus en plus forte, on se tourne vers un certain relativisme culturel, démontrant dès lors une certaine indifférence quant aux spécificités culturelles de chacune des communautés (Garcia, 2011; 24). De telles politiques ont favorisé l'apparition d'une dialectique opposant une nature « occidentale » à une nature « autochtone ». Ainsi, au sein des organisations autochtones, des revendications consensuelles ont pu faire leur apparition, dont le droit à l'autodétermination et la mise en place de nouvelles structures de gouvernance qui aujourd'hui sont à la base des débats présents au Chiapas (Garcia, 2011; 25). L'autochtone, ainsi reconnu au sein des politiques nationales mexicaines, était d'autant plus laissé à lui-même du fait de sa très faible intégration au sein du système corporatiste national. N'étant que très peu représenté à l'intérieur des structures du

---

<sup>17</sup> À ce sujet, consulter entre autres : NAHMAD, Salomon (2002) «Los acuerdos y los compromisos rotos y no cumplidos con los pueblos indígenas en México», dans Rosalva Aída HERNÁNDEZ CASTILLO, María Teresa SIERRA et Sarela PAZ (éds.), *El estado y los indígenas en los tiempos del PAN : indigenismo, legalidad e identidad*; México, UAM-Xochimilco et MATTIACE, Shannan Lorraine, Rosalva Aída HERNÁNDEZ CASTILLO et Jan RUS (2002) «Tierra, libertad y autonomía : impactos regionales del zapatismo en Chiapas »; México, CIESAS, IWGIA.

<sup>18</sup> Pour poursuivre la réflexion sur ce sujet, le lecteur pourra notamment consulter les textes suivants: DÍAZ POLANCO, Hector (1991) *Autonomía regional. La autodeterminación de los pueblos indios, México, Siglo XXI*, UNAM et HERNÁNDEZ CASTILLO, Rosalva Aída (2004), «La diferencia en debate : la política de identidades en tiempo de PAN», dans Rosalva Aída HERNÁNDEZ CASTILLO, María Teresa SIERRA et Sarela PAZ (eds.), *El estado y los indígenas en los tiempos del PAN : Indigenismo, legalidad y identidad* : México, CIESAS-Miguel Ángel Porrúa.

PRI, le pouvoir politique était difficilement accessible pour ces populations. Cet état de marginalisation est une caractéristique des populations autochtones mexicaines.

Face à l'organisation politico-civile au Chiapas, les réponses de l'État ont pris plusieurs formes. D'abord, il est possible de constater une augmentation relativement importante des investissements gouvernementaux. Ces investissements, qui ont généralement pris la forme de projet de développement d'infrastructure, ont toutefois reçu un accueil mitigé venant de la population locale (Gilbreth et Otero, 2001; 18). Un commentaire, émis par un de nos répondants, exprime bien la situation : « les routes pourraient être utiles pour les gens, leur permettant de vendre leurs produits [...]. La route, ici, sert seulement à faire parvenir le Coca-cola jusqu'aux communautés<sup>19</sup> ».

Une autre forme de réponse de l'État s'inscrit dans la tradition politique locale. En effet, au travers de l'injection de ressources, notamment en matière de développement social, l'État a repris, pour une certaine partie de la population, son rôle d'agent de développement et d'aide économique. Trois de ces programmes, toujours en cours, sont particulièrement significatifs en terme de ressources distribuées et de ressources financières investies. PROCAMPO, *Oportunidades* et MASECA<sup>20</sup> sont la marque de commerce du gouvernement. En tentant de répondre à des problèmes propres au domaine de l'alimentation, ils ont une très grande influence sur le profil alimentaire. Nous discuterons dans la prochaine section des effets de ces programmes sur la qualité de l'alimentation.

L'État réagit à la situation chiapanèque par le déploiement d'un appareil répressif extrêmement important dans cette région. Comme le souligne un répondant, victime de

---

<sup>19</sup> Tiré de l'Entrevue Mx 13, réalisée à San Cristobal de las Casas, le 17 juillet 2012 (Traduction libre).

<sup>20</sup> PROCAMPO est l'abréviation de *Programa de Apoyos Directos al Campo*, ou Programme d'appuis directs à la campagne. C'est un programme national d'investissement en agriculture. *Oportunidades* signifie « opportunités » et vise un soutien financier et la mise à disposition de prêts préférentiels pour les femmes démarrant des petites entreprises de type « magasin de proximité ». MASECA est le nom de la farine de maïs la plus vendue au monde, appuyé financièrement par l'État mexicain et distribué à bas prix à la population, aux dépens des farines produites de manière locale.

la répression : « la répression continue d'être brutale. La disparition des gens est encore une chose actuelle<sup>21</sup> ». La présence militaire, particulièrement imposante est l'une des expressions de cette réalité (Klein, 2007; 2). Toutefois, c'est dans la vie quotidienne que cette stratégie de répression prend toute son ampleur. Depuis l'insurrection, des milliers de personnes ont été déplacées de leurs foyers, le nombre d'assassinats politiques a subi une importante hausse et plusieurs actes de cruauté sont d'ailleurs passés à l'histoire (Kovic, 2003; 58). Que ce soit lors du massacre d'Actéal, où 49 personnes trouvèrent la mort aux mains de groupes paramilitaires, ou des disparitions qui sont monnaie courante, la répression est une réalité bien présente au Chiapas. À la base de cette tragédie, la mise en place, dans les villages chiapanèques, des « Comités municipaux de sécurité publique », véritables groupes paramilitaires dépendants notamment du PRI, de la police et de l'armée mexicaine (Aubry, 1998; 280). De nombreux témoignages font mention de la répression mise en place. Cette description nous donne un bon exemple du climat régnant dans la région : « Lorsqu'arriva, à Los Chorrros, dans la commune de Chenalhó, la première livraison d'armes AK-47, celles-ci furent essayées contre le mur de l'école pour que tout le monde puisse observer comment vrillent les balles expansives dans le corps de leurs victimes » (cité par Aubry, 2007; 282). L'armée mexicaine a d'ailleurs augmenté sa présence de manière significative dans l'État. Profitant de la guerre au crime organisé que mène actuellement le gouvernement fédéral mexicain, les nombreuses positions militaires ont été renforcées. Cette présence accrue, combinée à l'amélioration de la qualité des infrastructures dans la région, plus spécifiquement la construction de routes, correspond à une stratégie gouvernementale de contrôle militaire régional. Une majorité des répondants appartenant à nos groupes de paysans mobilisés soulignent ce point. Ainsi, comme l'exprimait un partisan zapatiste : « La route pourrait être très utile aux gens [...]. La route ici sert [...] à mettre une pression militaire dans toute la région<sup>22</sup> ». Cette donnée prend toute son ampleur lorsque l'on compare la présence et la

---

<sup>21</sup> Tiré de l'Entrevue Mx 3, réalisée à San Cristobal de las Casas, le 12 juillet 2012 (Traduction libre).

<sup>22</sup> Tiré de l'Entrevue Mx 13, réalisée à San Cristobal de las Casas, le 17 juillet 2012 (Traduction libre).

capacité d'intervention de l'appareil répressif chiapanèque avant 1994. L'armée mexicaine mit plus d'une journée et demie pour rejoindre San Cristobal, après que le palais municipal ait été incendié, que la prison fut ouverte et que les insurgés quittèrent les lieux (Monod, 1994; 266). Une réponse si lente ne serait plus envisageable aujourd'hui. La militarisation du Mexique est une réalité depuis quelques années principalement justifiée par la guerre au narcotrafic. Cependant, dans le cas du Chiapas, on note que la présence militaire aurait d'autres objectifs. Ils étaient 60'000, représentant un tiers de la force armée du pays, à être en poste au Chiapas en 2007. De cette occupation militaire, 75 % de son effectif campe dans des territoires sous influence zapatiste (SI!Paz, 2007; 9). Ces informations concordent avec le point de vue d'un de nos répondants qui souligne la situation « d'encerclement » vécue par les zapatistes et leurs sympathisants<sup>23</sup>. En ce qui concerne les cas d'enlèvements et de tortures, les travaux menés par le Centre pour les droits humains Fray Bartolomé de Las Casas, A.C. rapportent plus de 47 cas de tortures s'étant déroulés entre les mois de janvier 2010 et décembre 2011 (FRAYBA, 2012; 6). Dans pratiquement tous les cas, de telles actions n'ont pas reçu l'attention des autorités judiciaires. En outre, les différents cas documentés par cet organisme soulignent un aspect discriminatoire à l'intérieur de ces pratiques, se déroulant dans une proportion atteignant 34 % auprès d'individus d'origines indigènes (FRAYBA, 2012; 12). Cet organisme n'est pas le seul à souligner l'augmentation de telles tortures qui constituent désormais une des armes dont l'usage se banalise auprès des autorités (SI!Paz, 2010, 5).

La présence de l'État fédéral mexicain au Chiapas se fait plus importante depuis les événements de 1994, cela ne fait pas de doute. Les données et faits qui ont été regroupés ici nous indiquent toutefois que le soutien de la structure étatique offert à la population est, pour le moins, ambigu. Perpétuant la tradition corporatiste en ce qui a trait à ces programmes d'aide sociale et au développement, elle oublie d'offrir son appui à une grande partie de la population. Vues comme un bien et comme un agent de

---

<sup>23</sup> Tiré de l'Entrevue Mx 4, réalisée à San Cristobal de las Casas, le 13 juillet 2012 (Traduction libre).

développement, autant économique qu'humain pour bien des observateurs, ces infrastructures et programmes se sont révélés être un couteau à double tranchant pour bien des communautés autochtones. Nombre de nos répondants soulignent la présence d'une stratégie gouvernementale continuant à diviser la population afin de mieux la contrôler<sup>24</sup>. Au Chiapas donc, la marginalisation se poursuit. Comment, alors, les populations autochtones ont-elles répondu à cette marginalisation?

### *L'Église, entre cohésion et division*

L'Église constitue un acteur important de la société chiapanèque. Non seulement est-elle présente dans la région depuis la colonisation espagnole du Mexique et du reste de l'Amérique centrale, elle a, du reste, su contribuer de manière significative à la création d'un « sentiment communautaire ». Toutefois, avec l'apparition de nombre de nouveaux courants religieux dans les dernières années, on assiste à une division des communautés sur la base des appartenances à ces nouveaux groupes. Bien que le facteur religieux ne soit pas un des éléments de notre analyse, il est intéressant ici de s'attarder à cette situation, lourde de conséquences sur la forme que prend actuellement le tissu social chiapanèque.

L'Église catholique, dans les années '70, aurait été un des acteurs fondamentaux participant à l'érection d'un « sentiment communautaire » au sein des populations indigènes. Selon Solano et Franco, ce concept de « sentiment communautaire » peut être entendu comme une identité collective, une appartenance à un groupe, qui est un des éléments de base permettant une mobilisation sociale d'envergure. En effet, une partie des représentants de l'Église mirent en place une « théologie de la libération », englobant l'ensemble des populations pauvres et se donnant pour mission de transformer la réalité de l'époque. Les mots de l'évêque de San Cristobal de Las Casas, Samuel Ruiz, démontrent bien la position de l'Église à l'époque : « l'histoire du salut religieux ne peut se développer que concrètement, au sein de situations historiques. [...] Nous devons démanteler les structures qui sont en faveur de la domination » (Solano et

---

<sup>24</sup> Tiré de l'Entrevue Mx 12, réalisée à San Cristobal de las Casas, le 17 juillet 2012 (Traduction libre).

Franco, 1996; 156). Cette théologie a permis entre autres de sortir d'une conception de l'identité collective basée sur la misère et la pauvreté, ouvrant les portes, par le fait même, à une souhaitable amélioration de sa qualité de vie. Dans la région de *las Cañadas*, c'est au travers de l'exode vers de nouvelles terres, vers le « désert de la Lacandone », qu'a pu se réaliser cette promesse de vie meilleure. Ainsi, non seulement le mouvement religieux était-il un élément de cohésion sociale entre les différents groupes indigènes présents au Chiapas, cohésion qui s'est concrétisée lors du Congrès Indigène de 1974, mais il supportait en plus l'idée d'un changement de la structure socio-économique en place (Solis et al., 2002; 50). Aujourd'hui, l'Église catholique a perdu la plus grande partie de son influence de jadis, notamment dû à l'arrivée de nombreuses sectes religieuses. Un vestige subsiste du travail qui a été réalisé dans les années 1970, soit l'organisation *Fray Bartolomé de Las Casas AC* (FRAYBA). Cette organisation, héritière du travail de protection des droits humains, dont celui des autochtones, qui a été entamé par le Frère Bartolomé<sup>25</sup>, reste très active aujourd'hui. Elle poursuit d'ailleurs son travail sans appliquer aucune forme de discrimination à l'égard des personnes utilisant ses services.

La situation religieuse était relativement simple au Chiapas à l'époque de la promotion de la théologie de la libération. En effet, selon l'INEGI, 91,21 % de la population se définissait comme catholique en 1970. Cette situation a toutefois changé rapidement, le pourcentage de personnes catholiques pratiquantes passant de 76,87 % en 1980 et à 67,62 % en 1990 (Bastian, 1996;302). Les pignons des églises protestantes, pentecôtistes, etc. ont désormais fleuri, faisant du Chiapas l'État mexicain ayant le plus faible pourcentage de catholiques romains du pays. Certaines municipalités restent toutefois extrêmement attachées, avec des taux allant jusqu'à 94,2 % de la population se disant catholiques dans la municipalité de Zinacatan. De nombreux événements, notamment l'expulsion répétée de familles non catholiques par les autorités indigènes locales, ont mis en lumière l'impact de la pluralisation religieuse sur la société (Bastian,

---

<sup>25</sup> Le frère Bartolomé est le premier jésuite ayant reconnu une âme aux autochtones d'Amérique.



2005, 34). Une telle remise en question des valeurs religieuses ne vient pas sans de grands bouleversements des normes sociales. Ainsi, on parle désormais d'une désarticulation des mécanismes de cohésion, de la fragmentation de la conscience communale et de la rupture du système d'autorité (Delgado, 1997; 167, Vallverdu, 2005; 63). Bien sûr, on le remplace dès lors par un autre, mais comme le souligne Bastian :

*[Ce] nouveau paysage religieux qui se dessine [...] prend la forme d'un conflit entre organisations religieuses rivales, mobilisées par des groupes d'intérêts antagonistes. [...] Se perpétuent alors les liens de types parentaux, s'inscrivant dans des stratégies corporatistes mises en place par le leader religieux dissident<sup>26</sup>. (Bastian, 2005; 48-9)*

Ce sont des appuis limités que nous retrouvons chez les différents acteurs religieux chiapanèques. Bien que l'Église catholique ait été un facteur de cohésion de premier ordre, elle a désormais perdu ce rôle hégémonique, chaque nouvelle allégeance poursuivant la dynamique de fractionnement sociale.

#### ***Les organisations civiles et non gouvernementales***

L'histoire organisationnelle au Chiapas ne débute pas à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1994. Bien avant cet événement, de nombreuses organisations étaient à pied d'œuvre, proposant des projets variés, de moyens pour les réaliser et de structures organisationnelles. Neil Harvey, de l'*Universidad Nacional Autónoma de México* (UNAM), basant son travail sur la nature des relations entretenues par ces organisations avec l'État, met en évidence la présence de trois types de mouvement paysan au Chiapas (Solis et al., 2002; 194). C'est par l'étude des lignes politiques et des modifications ayant été apportées au « contenu » d'origine de ces organisations que ce chercheur arrive à ses conclusions. Le premier type est représenté par l'*Organización Campesina Emiliano Zapata* (OCEZ). Celle-ci fait la promotion d'un mouvement radical, en opposition aux différentes alliances politiques partisans et n'appuyant aucun programme gouvernemental. La stratégie utilisée afin de parvenir à leurs objectifs consiste en une combinaison de

---

<sup>26</sup> Traduction libre.

mobilisation de ces membres et la négociation. Le second type de mouvement suit le modèle de la *Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos* (CIOAC). Cette centrale mène un type de mobilisation ressemblant à celle utilisée par l'OCEZ, mais se démarque de cette dernière par la proximité qu'elle entretient avec de nombreux partis d'opposition. Ainsi, ces revendications sont dirigées vers les structures déjà en place, perdant l'aspect de remise en question de celles-ci émises par l'OCEZ. Finalement, les modalités de mobilisation adoptées par un troisième mouvement paysan proviendraient de l'*Unión de Uniones Ejidales y Grupos Campesinos Solidarios de Chiapas* (U. de U.). Cette association a utilisé une stratégie consistant à bénéficier, en restant en dehors de dynamiques de confrontations, des avantages retirés des paliers étatique et fédéral de gouvernement (Solis et al., 2002, 196). Chacun de ces noyaux d'organisation a donné naissance aux groupes présents à ce jour sur le territoire chiapanèque, groupes qui inscrivent leurs stratégies d'action dans la tradition de ces précédentes organisations. À ces trois types de mouvements paysans s'ajoutent les organisations corporatistes, véritables branches civiles des partis politiques principaux et les associations de défenses des droits des peuples autochtones (Solis et al., 2002; 197-198).

Comme nous l'avons souligné précédemment, la mobilisation politique chiapanèque est en relation directe avec les populations que l'on retrouve sur son territoire. Ainsi, il est peu surprenant de retrouver grand nombre de regroupements sociaux, d'organisations représentant et donnant la parole aux populations indigènes présentes sur ce territoire. Selon l'*Instituto Nacional de Estadística y Geografía* (INEGI), 26 % de la population du Chiapas serait d'origine indigène. De ce nombre, ils seraient plus de 25 % à ne pas pouvoir communiquer en espagnol (INEGI, 2008). Cette dernière statistique nous démontre, dans une certaine mesure, la marginalité dans laquelle se retrouvent ces populations au sein de l'ensemble national mexicain. De plus, ces appartenances sont en lien direct avec les principales revendications sociales présentes dans la région à l'étude (Solis et al., 2002; 50). Le fait que les populations indigènes, depuis la *conquista*, se soient retrouvées dans une posture minoritaire à partir de laquelle on a cherché à les intégrer à des structures dont la définition leur échappait, imposées par le colonisateur

et, plus tard, par l'État central (Duterme, 2005; 27). Cette relation de pouvoir, dominante, est à la base d'un système social qui a été reproduit par les élites au cours des années. Cette situation d'extrêmes inégalités nous transporte jusqu'à l'insurrection de 1994 (Solis et al., 2002; 52). La période du *baldío*<sup>27</sup>, pour lui donner un nom, a vu s'institutionnaliser une relation de travail entre les grands propriétaires terriens et la main-d'œuvre agricole, ces premiers permettant aux seconds d'utiliser un bout de leurs terres afin qu'ils y récoltent les ressources nécessaires à leur survie. À ce premier type de relation économique, nous pouvons en ajouter un deuxième, similaire, celui de *peones acasillados*. Aussi connu sous le terme de « *mozos* » ces travailleurs agricoles n'ont droit qu'à un maigre salaire et à une ration journalière de la part de leur patron. Ces deux types de relation et la forme qu'elles ont prise nous démontrent bien qu'au-delà du rapport entre les peuples indigènes et le gouvernement, la situation des « natifs » dans l'État qui nous intéresse a pour longtemps été extrêmement difficile (Garcia, 2011; 76). Bien que la loi du travailleur<sup>28</sup> prenne effet en 1914, encadrant le travail des *mozos* et des *balderos*, notamment par la mise en place d'un salaire minimum et d'un temps maximum de travail journalier, ce type de relation s'est poursuivi jusqu'au milieu du XXe siècle (Reyes, 2002). Ces situations auront fait naître des frustrations et des revendications qui ont permis l'émergence d'une identité indigène chiapanèque propre, et de son organisation.

La plus célèbre de ces organisations est sans aucun doute l'EZLN. Fruit de la partition de l'OCEZ et de ralliement d'un grand nombre de partisans au sein d'autres organisations, l'EZLN peut se diviser en deux différents « courants », représentant deux manifestations pratiques du zapatisme contemporain. Le premier est son courant militaire, auquel on doit l'insurrection du 1<sup>er</sup> janvier 1994 et les invasions de terres qui ont suivi. L'autre est son courant civil. Celui-ci n'est que marginal lors de la naissance du mouvement. La

---

<sup>27</sup> Le *baldío* est une situation économique au sein de laquelle de nombreux paysans étaient maintenus dans un état de péonage. Ceux-ci travaillaient pour de grands propriétaires terriens sans salaire, en échange d'une parcelle de terre.

<sup>28</sup> *Ley de Obrero*, 1914

première déclaration de la forêt Lacandone, publiée en 1993 et faisant office d'acte de naissance publique du mouvement, ne fait pas mention d'une volonté d'autonomie. Toutefois, cette thématique deviendra, au fil du temps, un des faits fondamentaux du zapatisme civil. Au niveau pratique, elle se manifeste notamment par des efforts déployés afin de permettre la formation et le développement des caracols<sup>29</sup>. Ces structures, véritables villages autonomes, font office de centre culturel et politique (Garcia, 2011; 11). Ainsi, la participation politique chez les zapatistes prend une connotation bien particulière, dans son opposition au modèle de développement économique capitaliste. Walter Mignolo souligne que la particularité zapatiste se situe au niveau de leur conception de la démocratie :

*Les zapatistes ont employé le terme de démocratie, mais dans un sens différent de celui du gouvernement mexicain. La démocratie pour les zapatistes n'est pas conceptualisée dans les termes de la philosophie politique européenne, mais dans ceux du mode d'organisation sociale maya, basée sur la réciprocité, les valeurs communautaires (et non individualistes), la valorisation de la sagesse plutôt que de l'épistémologie, etc. Les zapatistes n'ont pas d'autre choix que d'employer ce terme que l'hégémonie politique leur impose, bien que cela ne signifie pas pour autant qu'il faille se plier à son interprétation dominante. Au contraire, du fait même que les zapatistes se réclament de la démocratie, celle-ci opère comme un connecteur grâce auquel les conceptions libérales de la démocratie et celles, indigènes, de la réciprocité et de l'organisation de la communauté en vue du bien commun peuvent entrer en dialogue (Mignolo, 2000, p. 180 (traduction libre)).*

Non seulement les zapatistes offrent une interprétation du conflit social qui correspond au référent culturel d'un grand nombre d'autochtones chiapanèques, ils ont su représenter, comme nous l'avons souligné plus tôt, une alternative à la tradition corporatiste mexicaine. Par la mise en place d'une démocratie directe, se vivant au sein

---

<sup>29</sup> Les caracols sont une structure politique mise en place par le mouvement zapatiste. Gérer par une *Junta de Buen Gobierno* (Junte de bon gouvernement), c'est au moyen de la démocratie directe que ce corps exécutif reçoit ses lignes directrices. Le *caracol* prend la forme d'un village, protégé par l'EZLN et au sein duquel on y retrouve les différentes infrastructures que se partagent les membres de ces communautés.

des conseils de village (*las juntas de Buen Gobierno*) une très grande inclusion citoyenne est atteinte. De plus, par une représentativité et un rapport avec le pouvoir se vivant au sein des communautés et se rapprochant des individus, on met un terme à la relation corporatiste qui prévalait jusqu'alors. Ainsi, les zapatistes offrent un appui et un espoir d'une plus grande qualité de vie à une frange de la population oubliée par les autres acteurs sociaux. Toutefois, ils n'ont pas été les seuls à clamer qu'« un autre monde est possible ».

Une des ces associations très proche du groupe zapatiste, mais n'adoptant pas les stratégies violentes de cette dernière pour faire valoir ses revendications, est l'organisation *Las Abejas*<sup>30</sup>. Cette association, qui est malheureusement devenue connue à la suite du massacre d'Actéal occupe une place significative dans notre analyse. Trois entrevues ont été réalisées avec ses membres<sup>31</sup>. Ceux-ci représentent une position que l'on retrouve chez les paysans mobilisés pacifiquement, soit l'opposition déclarée aux différents paliers de gouvernement et au type de relation qu'ils maintiennent avec les populations indigènes mexicaines (Kovic, 2003; 59). Cette opposition au gouvernement place l'ensemble de ses membres dans une situation bien particulière d'auto-exclusion. Alors qu'il est compréhensible que les municipalités autonomes zapatistes ne reçoivent pas les programmes d'aide mis en place par le gouvernement, la situation en est tout autre pour les groupes pacifistes chrétiens.

Deux de nos répondants nous expliquent simplement cette situation.

*« [Les membres de] Las Abejas ne reçoivent rien. Non pas parce que le gouvernement ne donne pas, mais bien parce que nous ne désirons pas recevoir du*

---

<sup>30</sup> *Las Abejas* (les abeilles) est un groupe de la société civile chiapanèque composé de membres de l'Église catholique romaine. Basé principalement dans le milieu rural, ce groupe soutient ouvertement l'EZLN et a adopté ces revendications, à la seule exception de l'option armée. *Las Abejas* a comme principale caractéristique son pacifisme (Kovic, 2003).

<sup>31</sup> Ces trois entrevues sont les suivantes : Ent Mx 18, réalisée à San Cristobal de las Casas, le 23 juillet 2012, Ent Mx 19, réalisée à San Cristobal de las Casas, le 23 juillet 2012 et Ent Mx 20, réalisée à San Cristobal de las Casas, le 23 juillet 2012 (Traductions libres).

*gouvernement. Ils l'offrent, mais nous ne le voulons pas. Nous ne voulons pas être dépendants du gouvernement<sup>32</sup> ».*

*« C'est l'argent du peuple! [Le gouvernement] exécute bien son plan. Il habitue les gens à ne pas travailler, donnant ses programmes à qui se dit priiste<sup>33</sup> ».*

Ces témoignages démontrent concrètement l'impact du corporatisme politique auprès des populations mexicaines. La prise en compte des témoignages de répondants faisant partie de ce groupe est un incontournable lorsque l'on tente de représenter la réalité chiapanèque. Ceux-ci partagent les mêmes revendications, mais ont choisi la voie pacifique pour les faire valoir. De plus, le type d'organisation et de mobilisation que proposent *Las Abejas*, dont l'auto-exclusion est une particularité, sont des stratégies que l'on retrouve chez d'autres organisations pacifiques chiapanèques (Escobar de Tudyk, 2000; 51).

Toutefois, on ne retrouve pas seulement des organisations ayant une portée politique dans l'espace social chiapanèque. Délaisser le côté politique d'un problème afin de mieux se consacrer à d'autres aspects est aussi une stratégie ayant des impacts concrets sur le profil alimentaire. Certaines de ces organisations basent leurs actions sur le paradigme des droits humains, agissant sur ceux-ci par un travail mené au niveau de la production agricole (Solis et al., 2002; 200). C'est ainsi que de nombreux projets d'agriculture, plus respectueux des populations qui la pratiquent et qui permettant de préserver ou d'augmenter la qualité de vie, sont apparus. La région de *Los Altos de Chiapas* nous offre de très bons exemples de telles organisations, principalement au sein de l'agriculture du café et de l'apiculture. Des organisations comme la *Maya Vinic*, coopérative de producteurs de café biologique dont les membres appartiennent tous à des communautés indigènes, ou encore la coopérative *Mieles del Sur*, regroupement

---

<sup>32</sup> Tiré de l'Entrevue Mx 20, réalisée à San Cristobal de las Casas, andador turistico del Carmen, Café Maya Vinic, le 23 juillet 2012 (Traduction libre).

<sup>33</sup> Tiré de l'Entrevue Mx 19, réalisée à Las Americas, San Cristobal de las Casas, le 27 juillet 2012 (Traduction libre).

d'apiculteurs, offrent à leur membres une structure qui a comme objectif d'améliorer leurs conditions économiques<sup>34</sup>. L'appartenance à de telles organisations offre de nombreux avantages, mais aussi responsabilités, à leurs membres<sup>35</sup>. Ainsi, l'implication qu'elles exigent de leurs membres constitue, à nos yeux, une forme de participation sociopolitique nécessitant sa prise en compte au sein de notre travail.

Ce portrait sommaire des organisations civiles que nous retrouvons au Chiapas est loin d'être exhaustif. Toutefois, il donne au lecteur une idée générale des différents types d'organisations présents dans cet État et des différentes dynamiques organisationnelles à l'œuvre entre chacune de celles-ci. Le tableau 2.1 présente les différentes organisations sociopolitiques rencontrées durant notre collecte de données et le type de mobilisation y étant lié. Cet aperçu permet de constater que la situation d'appui limité que nous avons retrouvé au sein des programmes gouvernementaux se retrouve aussi dans les stratégies utilisées par la société civile. La dichotomie inclusion/exclusion continue son œuvre en fractionnant, toujours davantage, la société chiapanèque.

### **Types de mobilisation au Chiapas**

Les 30 entretiens réalisés au Chiapas nous permettent d'esquisser les formes de la mobilisation sociopolitique dans cet État mexicain. Bien que non statistiquement représentatives, ces données dévoilent néanmoins des tendances parmi nos trois indicateurs de la participation sociopolitique, soit l'intensité, l'adoption de nouvelles structures et l'identification personnelle<sup>36</sup>.

---

<sup>34</sup> Les Entrevues Mx 18, 19, 20 et 29 sont des témoignages de gens appartenant à ces deux organisations et éclairant les fonctionnements et objectifs de celles-ci.

<sup>35</sup> Pour plus d'informations concernant la mise en place de la culture du café au Chiapas et la mise en place de structures de productions écologiques et solidaires, le lecteur pourra se référer à : NIGH, Ronald, « Construcción de redes en la cadena de valor alimentaria. La agricultura campesina en Chiapas del Siglo XXI », Mexique : Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social (2005), 21 pages et NIGH, Ronald, « Acción Colectiva, Capital Social y Recursos Naturales : Las Organizaciones Agroecológicas de Chiapas », dans G. VARGAS, *De lo privado a lo público*, Mexique : CIESAS y Porrúa (2002), pp. 73-110.

<sup>36</sup> Se référer à la figure 1.1, p. 33.

Tableau 2.1 : Types de mobilisation impliqués par organisation sociopolitique chiapanèque

Type d'organisation	Nom d'organisation
Belliqueux	EZLN, EZLN-Civil
Pacifiques	<u>Coopératives agricoles</u> : Mieles del Sur, Maya Vinic, Majomut, Kotonle, ARIC UdeU, <u>Organisations civiles</u> : Las Abejas, Foro para el desarrollo sustentable, MILPA, AMBIOS, CAMADDS (Capacitación, Asesoría, Medio Ambiente y Defensa de Derecho a la Salud)

Premièrement, nous nous attardons sur l'intensité de la participation afin d'en déterminer le type à laquelle s'adonnent nos participants. Ce sont dix-neuf de nos vingt-sept répondants (70 %) qui témoignent d'une forte intensité de participation. Donnant temps et énergie aux organisations desquelles ils se revendiquent, ces dix-neuf répondants composent la totalité des groupes de paysans mobilisés pacifiquement et de manière belliqueuse. Les huit répondants appartenant au groupe des non mobilisés se partagent en deux groupes. Deux répondants démontrent une intensité notable de participation, formes de participation n'entrant toutefois pas dans nos critères permettant d'appartenir aux différents groupes de paysans mobilisés. En effet, le niveau de participation sociopolitique et l'identification politique de ces répondants n'est pas suffisants pour être considéré comme une participation active. Six répondants de cet échantillon soulignent une absence totale de participation sociopolitique.

Le niveau de participation sociopolitique personnelle est déterminé par l'adoption, ou non, de nouvelles structures organisationnelles et socioéconomiques. Cette participation peut prendre la forme de la participation démocratique au sein d'une coopérative ou de la mise en place d'une structure commune de transport des denrées. L'adoption de nouvelles structures se réfère donc à de nouvelles façons de faire et de gérer les rapports entre les agriculteurs et les personnes avec qui ils font affaire. Quatre



des vingt-sept répondants se distinguent de notre échantillon en soulignant que l'éventail de structures sociales auxquelles ils auraient accès ne s'est pas développé entre les deux périodes d'études. Pour le reste de notre échantillon, la situation est inverse et nombre des répondants soulignent l'apport positif qu'aura eu l'accès à de nouvelles structures sur leur qualité de vie. Comme le souligne un répondant :

*Depuis une dizaine d'années, les familles et communautés productrices de café se sont regroupées au sein de coopératives. On constate surtout une amélioration de la production, de la distribution et des revenus que cette organisation a rendue possible. Bien que la démarche reste jeune et que beaucoup de travail reste encore à faire pour développer à son plein potentiel cette nouvelle structure, elle aura apporté des changements notoires. Elle aura notamment permis de vendre le café produit dans les communautés à l'extérieur de celles-ci, devenant source de revenus importants. Cette forme de structure s'est généralisée dans les dernières années pour devenir la plus commune et a de nombreux effets bénéfiques sur la qualité de vie des zapatistes<sup>37</sup>.*

Troisièmement, nous nous intéressons à l'identification personnelle que nos répondants entretiennent avec les mouvements qu'ils appuient et aux communautés auxquelles ils appartiennent. À l'exception d'un répondant, l'ensemble de nos répondants mobilisés s'identifie fortement au groupe au sein duquel ils s'impliquent. Cette donnée est une suite logique des deux précédentes réponses offertes par ces répondants, soulignant la force du lien existant entre eux et l'organisation à laquelle ils appartiennent tout comme l'impact que cette dernière a sur leur mode de vie.

Après avoir passé en revue les différentes composantes de la participation sociopolitique de nos répondants, nous pouvons identifier trois groupes, soit pacifique, belliqueux et sans mobilisation, composés respectivement de onze, huit et huit producteurs alimentaires. Quel est l'impact de ces différents types de participation sur le profil alimentaire de chacune des personnes rencontrées?

---

<sup>37</sup> Tiré des notes de l'Entrevue Mx 2, réalisée dans le Caracol d'Oventic « Corazon Centrico Adelante del Mundo », Chiapas (11 juillet 2011).

## Le profil alimentaire chiapanèque

### Le point sur la situation alimentaire au Mexique et au Chiapas.

Tel que mentionné plus haut, en 2008, près de 49 millions de Mexicaines et de Mexicains souffraient à divers degrés, d'insécurité alimentaire (SI!Paz, 2010; 7). Cette situation fait suite à de nombreuses crises traversées par le secteur agricole mexicain. Durant les années 1980, le maïs et le café ont été les plus durement atteints par la crise économique alors que ces deux produits constituent les principales sources de revenus de ces populations agricoles. L'année 1989 a vu les prix du café plongés de 50 % alors que le gouvernement mexicain privatisait l'INMECAFÉ, la corporation d'État qui régula, finançait et achetait jusqu'alors la production de café de la majorité des producteurs. Le prix du maïs, a aussi connu une importante dégringolade, avec pour conséquence que 43 % des producteurs de cet aliment cultivait cette denrée à perte en 1987 (Vergara-Camus, 2009; 371).

À cette situation déjà critique se rajoutent les effets d'un phénomène important, la *minifundización* des terres agricoles chiapanèques. La *minifundización* est le processus par lequel la superficie moyenne des terres appartenant à des paysans se réduit peu à peu. Une des explications de ce problème est apportée par une approche démographique. On souligne le haut taux de natalité créant une forte division de la terre, chaque chef de famille offrant, lors de l'héritage, une partie de cette dernière à ses nombreux fils (Solis, 2002; 108). De plus, la concentration agricole, apparaissant sous la forme d'une possession de 72,5 % des terres privées par seulement 9 % des producteurs, augmente le sentiment de manque de terre (Solis, 2002; 115). La situation est telle que les minifundistes n'arrivent souvent même pas à couvrir les besoins de leurs familles (SI!Paz, 2010; 7).

Tel que souligné précédemment, le gouvernement mexicain a tenté de répondre aux besoins criants de la population par la voie de trois programmes d'aide. PROCAMPO, le premier d'entre eux, est en lien avec *Oportunidades*, le second, car tous deux partagent une même stratégie, celle du transfert de ressources financières. Dans le cas de

PROCAMPO, on vise à protéger les agriculteurs mexicains des effets négatifs de l'ALÉNA. Le programme offre donc des subventions par hectare de terre possédée par chaque paysan faisant partie du programme. Les objectifs de ce programme se sont précisés au fil des années de son existence, englobant désormais l'amélioration de la compétitivité, l'adoption de technologies, le support pour les familles paysannes (Winters et Davis, 2009; 620). Cette direction prise par le programme démontre la volonté gouvernementale d'intégration de ces paysans au sein du modèle agro-industriel. Au sein du programme *Oportunidades*, on tente de venir en aide aux familles dans le besoin, les fonds étant transférés à la mère du foyer. Par des virements directs, on tente d'augmenter la consommation des ménages, et espère réduire la pauvreté (Winters et Davis, 2009; 621).

La tortilla de maïs est un des éléments de base de l'alimentation mexicaine. La farine de maïs nécessaire à sa fabrication occupe donc une place particulière dans les débats entourant l'alimentation. MASECA est la première marque de farine de maïs vendue au Mexique. Ce type de farine déshydratée, produite à échelle industrielle, a fait son apparition en 1949. C'est le gouvernement qui a érigé les premiers moulins de cette farine, tout en collaborant étroitement avec le secteur privé. La privatisation de ce secteur par le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari (1988-94) a offert à MASECA une position dominante sur le marché de la farine de maïs au Mexique. La montée inexorable de cette compagnie privée s'est réalisée aux dépens de familles mexicaines dont la subsistance était basée sur la fabrication et la vente d'un des aliments de base de la population mexicaine (Pilcher, 2005; 240-1). À cette situation s'ajoute la dégradation de la qualité de la farine qui est désormais préparée avec des aliments transformés industriellement. Les tortillas MASECA possèdent des valeurs nutritives qui se situent en deçà de celles cuisinées à partir de maïs entier (Ochoa, 2000; 210-2). D'autres sources de la précieuse farine disponible sous des formats respectant tradition et environnement, constituent aujourd'hui les alternatives à ce géant de l'agro-industrie.

### **Le calcul du profil alimentaire chez nos répondants<sup>38</sup>**

Dans la présente section, nous développons les différents indicateurs du profil alimentaire. Reprenant le barème d'évaluation du profil alimentaire (figure 1.4, page 42), le score de chacun de nos groupes de répondants, répartis par type de mobilisation sociopolitique est ici présenté et comparé avec ceux des autres groupes.

#### ***Type d'agriculture***

L'agriculture traditionnelle chiapanèque trouve son efficacité dans une formule empreinte de simplicité. Développée au fil du temps, remontant à l'époque des Mayas, ce que les locaux appellent aujourd'hui la triade constitue un équilibre parfait entre trois plantes complémentaires, le maïs, la fève et la calebasse. Ces plantes sont devenues interdépendantes, le maïs offrant l'ombre à la calebasse et un tuteur pour les fèves alors que chacun dispose de minéraux variés, réduisant l'appauvrissement du sol. Il est bon de noter que traditionnellement, l'agriculture chiapanèque n'englobait pas l'élevage bovin, mais plutôt la maintenance d'un poulailler destiné principalement à l'autoconsommation. Le concept d'agriculture chiapanèque ainsi défini, il est important de souligner le lien qui unit ce type à l'agriculture biologique. Nos entrevues nous ont permis de constater un lien très étroit entre ces deux méthodes. En effet, l'ensemble de nos répondants pratiquant une agriculture biologique nous ont mentionné qu'ils le faisaient en suivant les pratiques de l'agriculture traditionnelle.

Au sein de notre catégorie de paysans « violents », les deux répondants qui pratiquaient un type d'agriculture industrielle ont directement fait le changement vers un type d'agriculture biologique. La même situation se répète chez un de nos intervenants appartenant au groupe de paysans pacifiques. Ces trois répondants<sup>39</sup> se retrouvant dans cette situation soulignent l'importance de l'éducation dans les changements qu'ils ont

---

<sup>38</sup> Un récapitulatif comparatif des différents tableaux présentés dans la présente section ainsi que d'autres sont mis à la disposition du lecteur dans l'Annexe II.

<sup>39</sup> Nous nous référons ici à l'Entrevue Mx 17, réalisée à San Cristobal de las Casas, le 22 juillet 2012, à l'Entrevue Mx 20, réalisée à San Cristobal de las Casas, le 23 juillet 2012 et à l'Entrevue Mx 26, réalisée à San Cristobal de las Casas, le 27 juillet 2012.

apportés au type d'agriculture qu'ils exerçaient. Ils expliquent ce changement par la formation offerte par leur coopérative, l'information et la sensibilisation rendues possibles par leur regroupement villageois et par la mise en valeur de techniques de culture traditionnelle effectuée par leur organisation féminine<sup>40</sup>.

**Tableau 2.2 : Pointage de l'indicateur «Type d'agriculture»**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation
	Brut	Ajusté	Brut	Ajusté	(%)
Belliqueux	10	6,25	15	9,38	50
Pacifiques	12	5,45	17	7,73	41,74
Non mobilisés	5	3,13	4	2,5	-20

Les pointages bruts maximaux que peuvent atteindre les différents groupes pour cet indicateur sont les suivants : Belliqueux : 16, Pacifiques : 22 et Non mobilisés : 16. Les pointages ajustés présentés dans ce tableau ont été ramenés sur une base de 10. La variation s'exprime en pourcentage.

La plus grande proportion de répondants pratiquant une agriculture de type biologique se retrouve au sein de la catégorie des paysans dont la participation politique prend des formes belliqueuses. Cette proportion atteint les trois quarts de notre échantillon. De plus, c'est aussi ce groupe qui démontre la plus grande augmentation du nombre d'agriculteurs biologiques de la période pré-conflictuelle à la période suivante. On passe de deux à six répondants dans cette catégorie. C'est aussi ce groupe qui avait perdu le plus de pratiquants de l'agriculture de type agro-industriel. Ces paysans sont donc ceux qui, de notre échantillon, réalisent les changements les plus drastiques. Nos répondants ayant un type de participation pacifique suivent de près les tendances observées dans ce précédent groupe. Bien que le changement des pratiques agricoles soit plus lent, huit de nos répondants pratiquent désormais une agriculture biologique alors qu'ils n'étaient que quatre à suivre cette pratique avant 1994.

---

<sup>40</sup> *Idem.*

Le seul groupe ayant vu une augmentation de sa proportion de répondants pratiquant un type d'agriculture industrielle est le groupe de paysans n'étant pas mobilisé politiquement ou socialement. On explique ce résultat par leur participation aux différents programmes d'aide offerts par le gouvernement mexicain. Ces programmes, comme nous l'avons vu, font la promotion d'un type d'agriculture lié à l'agro-industrie. Ce changement de techniques se sera produit aux dépens de l'agriculture traditionnelle, car le nombre de personnes pratiquant une agriculture biologique a toujours été nul dans ce groupe. Le type d'agriculture traditionnelle était le plus répandu avant 1994 et ce serait l'ouverture des marchés agricoles mexicains, notamment des suites de l'entrée dans l'ALÉNA, qui aurait permis à l'agro-industrie de prendre racine dans la région (Brass, 2005; Monod, 1994).

#### *Lien entre culture et agriculture*

La mesure du lien entre culture et agriculture au Chiapas est ici basée principalement sur la poursuite de la culture de la triade, le respect des rites et festivités reliés à la terre, l'attachement à la communauté d'origine, le maintien de l'usage de la langue d'origine et la distribution des produits de l'agriculture au sein des marchés d'ordre local ou régional. De plus, nous soulignons l'importance tenue par le maintien d'une éducation agricole basée sur les connaissances locales, l'éducation étant un moyen privilégié de transmission de la tradition. Le tableau 2.3 démontre les tendances que nous avons pu observer au sein de nos trois groupes, mettant en évidence la préservation ou l'abandon du lien entre culture locale et pratiques agricoles.

Les paysans mobilisés de manière pacifique sont les seuls à se prévaloir d'un renforcement de leur lien entre culture locale et pratiques agricoles. On constatait déjà un lien fort durant la période pré-conflictuelle, la majorité des répondants de ce groupe soulignant leur attachement et leur proximité avec la culture au sein de leur production. Cette légère augmentation, de deux répondants entre nos deux périodes d'étude, a fait en sorte que la quasi-totalité des paysans de ce groupe revendiquent leur lien avec la culture locale. Ils expliquent leur cheminement par une volonté d'améliorer leurs qualités de vie. L'extrait d'une entrevue nous démontre bien cette réalité :

*[Les femmes] produisent des tortillas et des tostadas qu'elles distribuent en marchant. Tout est fait à la main. De cette manière, nous faisons la promotion de la consommation de maïs. L'objectif est d'acheter les grains de maïs locaux, les femmes fabriquant et vendant aussi sur le marché local. Cela aide les gens à avoir une meilleure alimentation et une meilleure qualité de vie en ayant plus d'argent<sup>41</sup>*

En ce qui a trait aux autres répondants de ce groupe, la majorité d'entre eux font un lien clair entre respect de la culture locale et qualité de vie et d'alimentation. Le seul répondant de ce groupe s'étant retrouvé dans une situation de perte de ce lien souligne que de nombreuses personnes se distancient des aînés, adoptant, bien que partiellement, certaines des méthodes agro-industrielles ou certains de leurs outils, notamment les semences améliorées<sup>42</sup>. Toutefois, cette situation semble marginale au sein des communautés mobilisées belliqueusement.

**Tableau 2.3 : Pointage de l'indicateur «Lien entre culture locale et pratiques agricoles»**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation
	Brut	Ajusté	Brut	Ajusté	(%)
Belliqueux	7	8,75	6	7,5	-14,27
Pacifiques	8	7,27	10	9,09	24,77
Non mobilisés	6	7,5	3	3,75	-50

Les pointages bruts maximaux que peuvent atteindre les différents groupes pour cet indicateur sont les suivants : Belliqueux : 8, Pacifiques : 11 et Non mobilisés : 8. Les pointages ajustés présentés dans ce tableau ont été ramenés sur une base de 10. La variation s'exprime en pourcentage.

Les paysans ayant choisi une forme de mobilisation belliqueuse présentent aussi des liens qui restent forts avec leur bagage culturel, bien qu'un léger recul de cet indicateur

<sup>41</sup> Tiré de l'Entrevue Mx 22, réalisée à San Cristobal de Las Casas le 24 juillet 2012. Les *tostadas* sont un des produits du maïs et correspondent en fait à une *tortilla* grillée et devenue sèche et croquante. (traduction libre)

<sup>42</sup> Tiré de l'Entrevue Mx 1, réalisée à Ocosingo, le 6 juillet 2012.

soit constaté. Six de nos répondants sur les huit composants de ce groupe soulignent une proximité avec leur culture et la poursuite des méthodes y étant liées. Un des facteurs importants permettant cette poursuite du lien entre culture et agriculture est expliquée par la plus grande indépendance qu'aura fournie le conflit armé aux communautés auxquelles appartiennent les répondants de ce groupe. En effet, et c'est là une donnée importante dans notre échantillon, le mouvement zapatiste a permis une éducation populaire faisant la promotion de la culture locale.

*[Avant 1994] on utilisait plus de produits chimiques parce qu'il est plus facile de travailler la terre de cette manière. Nous possédions un niveau d'étude moindre et nous ne savions pas à quel point cela affecte la terre. [...] la conscience, la promotion de l'identité, de la culture, du respect de la Mère-Terre permettent une meilleure qualité de développement<sup>43</sup>.*

La seule personne se situant à l'opposé de cette tendance souligne toutefois une situation ayant un impact fort sur la qualité d'alimentation : « les personnes arrivant en ville perdent le contact et la possibilité d'avoir une terre, ils perdent donc la possibilité de cultiver<sup>44</sup>. » Issu d'une famille de paysans autochtones et ayant pris part aux événements de 1994 aux côtés de l'EZLN, ce répondant a, par la suite, migré vers la ville. Ce type de migration, la plupart du temps entrepris pour des raisons économiques, est un des facteurs principaux de la perte du lien entre culture et agriculture qui a été souligné par un grand nombre de nos répondants<sup>45</sup>.

Les paysans sans mobilisation se démarquent des deux autres groupes. Leur lien entre culture et agriculture s'est notablement dégradé (une diminution de 50 %) entre les

---

<sup>43</sup> Tiré de l'Entrevue Mx 4, réalisée à San Cristobal de Las Casas, le 13 juillet 2012 (Traduction libre).

<sup>44</sup> Tiré de l'Entrevue Mx 22, réalisée à San Cristobal de Las Casas, le 24 juillet 2012 (Traduction libre).

<sup>45</sup> Ce sujet se retrouve au travers des entrevues suivantes: Mx 1, réalisée à Ocosingo, le 6 juillet 2012; Mx 3, réalisée à San Cristobal de Las Casas, le 12 juillet 2012; Mx 4, réalisée à San Cristobal de Las Casas, le 13 juillet 2012; Mx 12, réalisée à San Cristobal de Las Casas, le 17 juillet 2012; Mx 17, réalisée à San Cristobal de Las Casas, le 22 juillet 2012; Mx 19, réalisée à San Cristobal de Las Casas, le 23 juillet 2012; Mx 22, réalisée à San Cristobal de Las Casas, le 24 juillet 2012; Mx 24, réalisée à San Cristobal de Las Casas, le 25 juillet 2012 et Mx 28, réalisée à San Cristobal de Las Casas, le 25 juillet 2012.



deux périodes. Aucun des répondants de ce groupe ne fait mention de la poursuite de rites ou de cérémonies en lien avec la terre. De plus, les méthodes agricoles qu'ils utilisent aujourd'hui sont, dans la majorité des cas, différentes de celles qui leur ont été communiquées par leurs familles. La tradition aura donc été délaissée par plus de la moitié des répondants de ce groupe (passant de six répondants sur huit à trois aujourd'hui à se réclamer de la tradition locale avant 1994). Toutefois, nos répondants ne voient pas ces changements comme des données négatives. On souligne que sans ces techniques l'agriculture ne serait pas possible ou ne donnerait pas suffisamment afin de répondre aux besoins des familles. Plus qu'une perte de lien, on note ici un véritable changement de discours entourant la question agricole chez ce groupe de répondants.

#### ***Les moyens de production***

La méthode ancestrale de production du *milpa*<sup>46</sup> était simple. Tout le processus, de la semence à la récolte en passant par le nettoyage des différents plants, se déroulait à la force des mains. Aujourd'hui, les moyens de production ont grandement évolué. Les méthodes de classification de la terre doivent toutefois être clarifiées. Nous nous basons ici sur les travaux de Daniel Villafuerte Solis et de ses collaborateurs, répartissant la terre en catégories correspondantes à sa grandeur (Solis et al., 2002). Trois catégories sont utilisées au sein de son analyse, les terres de moins de 5 hectares, celles possédant une superficie allant de 5 à 10 hectares et celles dépassant 10 hectares. La terre, par sa possession, sa qualité et sa superficie, constitue le principal facteur de production agricole et elle a un impact extrêmement important sur le profil alimentaire de nos répondants. La figure 2.3 résume les variations observées au sein de nos trois groupes en ce qui a trait à la disponibilité et à la qualité des moyens de production dont ils disposent.

La principale caractéristique de l'évolution de la possession et de la superficie de la terre au sein de notre groupe de paysans pacifiques se résume à son état statique. La grande majorité des répondants de ce groupe pacifique possédait déjà leur propre terre (neuf

---

<sup>46</sup> Combinaison des cultures du maïs, de la fève et de la calabasse.

répondants sur onze) et cette terre est généralement de petite dimension (pour sept d'entre eux). De la période pré-confliktuelle à la période post-confliktuelle, ces données n'ont pas changé. L'aspect le plus intéressant ressortant de nos entrevues est lié à l'utilisation d'adjuvants agricoles. Avant 1994, un peu plus du quart de cet échantillon disait faire usage de pesticides et/ou de produits chimiques. Cette utilisation se vit fortement réduite au sein de notre seconde période d'étude, alors que seulement un de nos répondants disait en faire encore usage. Il nous apparaît pertinent de relier cette situation aux changements qui ont été apportés par ce groupe à leur type d'agriculture, la majorité de ces producteurs alimentaires ayant fait le saut à une agriculture répondant aux normes de certifications biologiques<sup>47</sup>.

**Tableau 2.4 : Pointage de l'indicateur «Moyens de production»**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation
	Brut	Ajusté	Brut	Ajusté	(%)
Belliqueux	39	8,13	48	10	23,08
Pacifiques	60	9,1	60	9,1	0
Non mobilisés	39	8,13	46	9,58	17,95

Les pointages bruts maximaux que peuvent atteindre les différents groupes pour cet indicateur sont les suivants : Belliqueux : 48, Pacifiques : 66 et Non mobilisés : 48. Les pointages ajustés présentés dans ce tableau ont été ramenés sur une base de 10. La variation s'exprime en pourcentage.

Cette tendance trouverait son explication dans l'éducation offerte et les campagnes de sensibilisation mises en place par les organisations d'agriculteurs. Si l'on regarde le cas particulier des coopératives, on remarque qu'en plus de cet effort de sensibilisation, la

<sup>47</sup> La principale organisation de certification biologique mexicaine est la CERTIMEX. Fondée en 1997, cette organisation indépendante inspecte, à la demande des producteurs agricoles et des coopératives, les plantations afin de leur donner la nécessaire marche à suivre afin de se faire octroyer la certification biologique. Les compagnies et le marché international du café ont eu un impact décisif sur le changement de type de production du café au Chiapas. L'arrivée de marchés de type équitable a permis, entre autres, d'offrir de meilleurs prix à l'achat aux producteurs.

mise en commun des productions agricoles aura permis d'ouvrir de nouvelles opportunités aux producteurs en faisant partie. Chez Mieles del Sur et Maya Vinic, l'organisation en coopérative aura permis d'accéder aux marchés biologiques. L'attrait économique que représente ce marché aura joué en faveur d'une adoption d'une agriculture de type biologique<sup>48</sup>. On en vient ici à la conclusion que l'incitatif économique joue un rôle central dans l'évolution des facteurs de production.

C'est l'amélioration des moyens de production qui caractérise l'évolution de nos répondants dont la participation est belliqueuse. Cette amélioration, de l'ordre de 23,08 % de leur pointage pré-mobilisation (la plus importante des trois types de mobilisation), fait aussi de ces répondants les seuls à atteindre un pointage maximal au sein de cet indicateur. La figure 2.3 (pointages ajustés) nous démontre une bonne situation pour chacun des groupes, autant lors de la période pré que post-mobilisation. Dans le groupe de paysans belliqueux, on passe d'une situation de possession de la terre qui, avant le conflit, caractérisait cinq de nos huit répondants à une situation post-confliktuelle où sept de nos répondants entrent désormais dans cette catégorie. Deux de nos répondants qui n'avaient tout simplement pas de terres à leur disposition ont réussi à en acquérir une des suites du conflit. Ces deux cas constituent des exemples des tactiques utilisées par les zapatistes lors du soulèvement du 1<sup>er</sup> janvier 1994. C'est en occupant des terres qui appartenaient à de grands producteurs terriens que ces deux répondants ont réussi, à la suite du conflit, à se faire reconnaître leur droit sur ces parcelles. En ce qui a trait à la superficie de ces terres, la moitié de nos répondants de ce groupe déclarent posséder moins de 5 hectares. Le reste de ceux-ci possèdent entre 5 et 10 hectares. Aucun ne possède plus que cette quantité. Cette superficie aura toutefois augmenté d'une période à l'autre. Fait exception à ce constat un seul de nos répondants qui, des suites du passage du temps et de la vieillesse, vendit une partie de ces terres. Malgré ces données positives, l'entrevue 2 lève le voile sur le problème de qualité de la terre que vivent certains agriculteurs du Chiapas. Pour ce répondant, bien que la surface

---

<sup>48</sup> Tiré de l'Entrevue Mx 18, réalisée à San Cristobal de las Casas, le 23 juillet 2012 et de l'Entrevue Mx 29, réalisée à San Cristobal de las Casas le 31 juillet 2012 (Traductions libres)

de terre en sa possession ait augmenté, sa situation alimentaire ne s'est pas améliorée. Des terres trop escarpées et «fatiguées» ne lui permettent pas d'augmenter de manière significative la qualité de son profil alimentaire, ni le rendement de celles-ci. De nos trois groupes, c'est dans celui-ci que nous retrouvons la plus grande proportion de fermiers produisant eux-mêmes leurs semences. Les trois quarts d'entre eux produisaient déjà leurs semences avant le conflit, un répondant de plus se joignant à cette tendance dans la seconde période. Finalement, au niveau de l'utilisation de pesticides, de fertilisants et d'autres adjuvants agricoles, la situation au sein de ce groupe suit la même direction que dans le groupe de paysans mobilisés pacifiquement. On délaisse les produits provenant de l'agro-industrie pour leur préférer leurs homonymes biologiques. Deux agriculteurs utilisent des engrais chimiques dans leur processus de production agricole.

Le groupe de répondants non mobilisés est le seul dont l'ensemble des paysans étaient en possession de terre avant les événements de 1994. Ceux-ci n'avaient donc pas, lorsque le conflit a éclaté, de revendications concernant la possession de terre à faire valoir. C'est ce groupe qui a la plus forte proportion de propriétaires de terres dont la superficie se situe entre 5 et 10 hectares. Ces deux facteurs font en sorte que ce groupe se distingue comme étant celui dont la dotation en terre était la meilleure. Toutefois, l'amélioration de leurs facteurs de production passe par un processus différent de celui que nous retrouvons chez les producteurs agricoles adoptant une forme ou l'autre de mobilisation. En effet, celui-ci rassemble, dans un même temps, au sein de ses techniques agricoles, certaines pratiques correspondant à l'agriculture traditionnelle locale ainsi qu'à l'agro-industrie. Donc, les effets positifs que pourraient avoir les pratiques traditionnelles se retrouvent annulés par l'impact négatif de techniques agro-industrielles sur le profil alimentaire et ses indicateurs. Nos données nous démontrent que cinq des huit répondants font eux-mêmes la production de leurs semences, pratique dont l'impact est positif sur la qualité de l'alimentation.

*[...] nous sélectionnons les graines de la plus haute qualité, nous les gardons, les regroupons [entre membres de la même famille] et les préservons dans un lieu approprié. Quand le temps des semences arrive, le mois de mars ici, c'est le début*

*d'un autre cycle. Jamais nous n'achetons les graines, jamais! [...] Nous savons que nos graines sont organiques et de qualité. C'est comme cela que nous contrôlons aussi la qualité de ce que nous mangeons.*<sup>49</sup>

À ce relatif maintien de la production semencière s'oppose toutefois l'usage, répandu dans ce groupe, d'adjuvants. Avant 1994, la moitié des répondants de ce groupe avaient recours aux pesticides ou à des produits génétiquement modifiés ou améliorés. Après cette date, ce sont les trois quarts qui les utilisent, renforçant la tendance déjà observée dans ce groupe d'industrialisation de ses procédés. Nous expliquons cette situation par la grande influence qu'auront eue les différents programmes gouvernementaux que nous mentionnions plus tôt sur ce groupe. Les paysans non mobilisés sont les seuls à recevoir ce type d'aide. Cette situation d'appuis limités nous permet d'isoler le facteur de l'aide gouvernemental et de voir son impact sur les paysans y ayant accès. Même s'ils bénéficient de ressources plus importantes, au plan autant financier que foncier, ce groupe ne parvient pas à se démarquer des deux autres lorsque l'on s'intéresse au profil alimentaire. La vision agro-industrielle, dans ces conditions, ne parvient pas à offrir une meilleure qualité de vie aux paysans l'adoptant.

### ***Les moyens de distribution***

Le Chiapas est encore aujourd'hui l'État dont le système de communication est le moins développé au Mexique. Cette situation a un impact évident sur la capacité des paysans à vendre leur produit. Toutefois, ce n'est pas là le seul aspect des moyens de distribution qui nous intéresse. En ce qui a trait aux variables de choix de prix et de clients, les paysans chiapanèques font face à une situation bien particulière. Pour un producteur de café, les *coyotes*<sup>50</sup> ont pendant longtemps représentés le seul client auprès desquels ils pouvaient réaliser la vente de leurs grains. Généralement équipé pour transporter le café de son lieu de production jusqu'à une compagnie qui se chargera de la

---

<sup>49</sup> Tiré de l'entrevue Mx 4, réalisée à San Cristobal de las Casas, le 13 juillet 2012 (traduction libre).

<sup>50</sup> *Coyotes* (les coyotes) est le nom donné aux acheteurs indépendants de café, travaillant en lien direct avec les agriculteurs et les exportateurs de cafés. Ils ne bénéficient généralement pas d'une très bonne réputation, offrant aux agriculteurs des prix extrêmement fluctuants (Nigh, 2005).

manutention du produit et de sa vente finale, le *coyote* décide du prix auquel il achète. Dans bien des cas, le *coyote* est le représentant des grandes compagnies de cafés qui bénéficie de moyens de transport et financier lui permettant d'aller chercher la marchandise où elle se trouve. Quand les infrastructures sont déficientes et que les producteurs n'ont pas ces outils à leur disposition, le *coyote* est bien souvent le seul acheteur disponible pour les producteurs. De par sa capacité à prendre contact directement avec chacun des producteurs, les prix qu'il offre sont extrêmement volatiles et restent en tout temps très bas. Les paysans, pris dans cette relation de « un à un », n'ont pas les ressources nécessaires afin d'influer les prix à leur avantage. Les *coyotes* sont, encore aujourd'hui, extrêmement présents au Chiapas, malgré les tentatives de redressement du secteur par l'entremise de diverses organisations. INMECAFÉ, société d'État créée en 1958, avait comme principal but d'organiser la production de café au Mexique. Au début des années 1980, cette organisation devenait un des principaux agents de commercialisation de cette denrée, collectant pratiquement la moitié de la production nationale (43.5 % en 1982-3) (Paré, 1990; 3). Toutefois, INMECAFE a fermé ses portes à la fin des années 1980, s'engouffrant dans la vague de privatisation des entreprises d'État déclenchée par l'administration de Carlos Salinas de Gortari. La faillite de l'Accord international sur le café<sup>51</sup> et la chute de prix qu'elle provoqua n'a fait qu'empirer la situation des producteurs de café au Mexique et au Chiapas, leur faisant perdre des sommes considérables. Se relever d'une telle chute a été difficile pour nombre de producteurs. Il va sans dire que de nombreux facteurs influencent la qualité des moyens de distribution. Parmi ceux-ci l'emplacement géographique joue un rôle important. Le Chiapas, comme nous l'avons déjà souligné, est un des États les plus marginalisés du Mexique et son réseau de communication a longtemps été de basse qualité. Nos répondants, issus principalement de régions à fort caractère agricole, dont certaines situées à plus de 120 kilomètres des centres économiques de l'État que sont Tuxtla et San Cristobal, vivent quotidiennement les conséquences de leur isolement

---

<sup>51</sup> C'est en 1989 que, faute de trouver un point d'entente sur les nouveaux quotas d'export, la version 1983 de l'Accord international sur le café rompit. Face à une situation d'insécurité, les prix plongèrent (Paré, 1990).

géographique. La figure 2.4 démontre toutefois que de grandes améliorations ont pu être observées depuis 1994. Penchons-nous désormais sur la situation telle qu'elle se présente à l'intérieur de nos groupes d'étude.

**Tableau 2.5 : Pointage de l'indicateur «Moyens de distribution<sup>52</sup>»**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation
	Brut	Ajusté	Brut	Ajusté	(%)
Belliqueux	18	2,81	46	7,19	155,56
Pacifiques	17	1,93	48	5,46	182,46
Non mobilisés	18	2,81	43	6,72	138,89

Les pointages bruts maximaux que peuvent atteindre les différents groupes pour cet indicateur sont les suivants : Belliqueux : 64, Pacifiques : 88 et Non mobilisés : 64. Les pointages ajustés présentés dans ce tableau ont été ramenés sur une base de 10. La variation s'exprime en pourcentage.

Le plus grand changement s'étant concrétisé, en ce qui concerne la distribution chez nos répondants mobilisés pacifiquement, est la qualité des infrastructures à leur disposition. Sept des répondants de ce groupe soulignent que durant la période pré-conflictuelle, aucune route ne reliait leur village à ceux d'autres communautés. Les paysans de ces régions transitaient par des routes de terres, ne leur permettant pas de vendre leur produit sur le marché régional. En effet, cette catégorie de répondants souligne la nature d'autoconsommation de leurs cultures durant la période pré-conflictuelle. Neuf d'entre eux destinaient leur production à la consommation familiale. C'est principalement à cette amélioration qu'on doit l'augmentation de 182 % du pointage de ce groupe pour cet indicateur. En ce qui a trait aux infrastructures, les routes et les téléphones ont fait leur apparition. Ainsi en est-il des écoles et des cliniques de santé, préalablement absentes de nombreuses communautés auxquelles appartiennent nos

<sup>52</sup> Les éléments composant cet indicateur sont : les destinataires (marché solidaire, marché local ou extérieur), la capacité de sélection des prix de vente, la capacité de sélection des clients, la qualité des infrastructures permettant la distribution de la production agricole et la relation entre les producteurs agricoles.

répondants. La présence de telles infrastructures démontre le développement réalisé depuis 1994 et souligne aussi la nature de certains gains obtenus. Ces changements auront été notés par les trois quarts de ces répondants, y voyant un changement positif apporté par le conflit. Trois de ces onze iront même jusqu'à qualifier ces infrastructures comme étant de très bonne qualité. Toutefois, le faible pointage de 5,46/10 illustre le fait que des améliorations restent à apporter aux infrastructures permettant la distribution des productions agricoles. Encore aujourd'hui, il est difficile pour un petit producteur de vendre les fruits de son travail à l'extérieur de sa communauté quand il vit loin des principaux centres urbains de la région.

Au sein de notre groupe de paysans à mobilisation violente, notre indicateur se caractérise par une amélioration générale de sa valeur. Le pointage agrégé passant de 2,81/10 à 7,19/10, c'est ce groupe qui se retrouve dans la meilleure situation au niveau des infrastructures de distribution. C'est principalement au niveau de la sélection des clients, de la qualité des infrastructures et de la relation entre les producteurs que les plus grandes variations s'observent. Avant les événements de 1994, quatre de nos répondants, soit la moitié de notre échantillon, ne pouvaient subvenir à plus que leur consommation familiale de la terre. Dans l'autre moitié de cet échantillon, trois de nos répondants n'avaient accès qu'au marché local, sans autre possibilité s'offrant à eux. N'avoir accès qu'au marché local a un impact négatif sur la capacité des paysans chiapanèque à obtenir de bons prix, qui soient stables, pour leurs produits. Ce marché local se présente généralement comme le marché de communauté la communauté même des répondants et de ceux environnant. Aussi, ce marché local peut consister en la vente directe de produits agricoles dans la demeure du répondant. L'agriculture chiapanèque donne principalement des produits d'exportation, sensibles aux fluctuations des marchés internationaux. Une telle situation renforce le rôle des *coyotes*, affaiblissant du même souffle le pouvoir de négociation des paysans. On diminue l'ampleur de cette situation dans la période post-confliktuelle. C'est notamment grâce au développement d'un marché de type équitable dans la région et au renforcement des groupements paysans que cette amélioration est rendue possible



(Nigh, 2005 ; 11, Nigh, 2002; 95). Ainsi, parlant de cette seconde période, trois de nos répondants de cette catégorie disent avoir accès à une diversité de marché, dont un marché de type « équitable ». Cette arrivée de nouveaux acteurs, comme le sont les marchés de type équitable, sont des éléments clés de l'amélioration de la qualité du profil alimentaire au Chiapas. La relation entre les producteurs est aussi un des éléments qui s'est amélioré entre les deux périodes d'études. Le nombre de paysans disant vivre une relation d'entraide entre eux sera passé de cinq à six dans le groupe de paysans belliqueux. Le seul répondant de ce groupe ayant qualifié la relation qu'il entretenait avec les autres producteurs de « compétitive » lors de la période pré-conflictuelle, souligne toutefois l'aide qu'il reçoit aujourd'hui des autres producteurs. Un des éléments de cet indicateur ayant le plus varié, au sein de ce groupe de répondants, est celui des infrastructures. Sept des répondants qualifiaient « d'absente » les infrastructures avant 1994. Presque 20 ans après l'insurrection zapatiste, il n'y a plus qu'un répondant qui fasse ce constat. La moitié d'entre eux disant même profiter d'infrastructures de bonne qualité. Bien que l'amélioration des infrastructures puisse être pensée comme ayant un impact positif sur la qualité de l'alimentation, celle-ci a eu des impacts négatifs au sein de nombreuses communautés. Du point de vue de la qualité de l'alimentation, ces réseaux de distribution ont permis aux géants de l'agro-industrie et de l'alimentation de faire leur apparition dans des villages qui ignoraient tout de leur existence il y a de cela 20 ans<sup>53</sup>. Plusieurs de nos intervenants en ont d'ailleurs fait mention durant nos entretiens, le point de vue exprimé dans l'entrevue 2 résumant bien ces discussions :

*[L]es produits achetés à l'extérieur des communautés sont dispendieux et ne correspondent ni aux méthodes traditionnelles d'agriculture des localités ni aux*

---

<sup>53</sup> L'exemple typique de cette « ouverture de marché » par la construction de route est celui des boissons gazeuses, désormais disponibles dans plusieurs communautés de la *selva Lacandona*.

*exigences de qualité organique des aliments. Beaucoup des produits consommés viennent de l'agro-industrie et sont composés de nombreux produits chimiques*<sup>54</sup>.

Nos répondants appartenant au groupe de paysans non mobilisés nous exposent une palette de moyens de distribution différente de celle des deux autres groupes. Les indicateurs d'infrastructures et de la relation entre producteurs suivent la même tendance, dirigée vers l'amélioration, présente dans nos deux autres groupes. La destination principale de la production reste le marché local, près des deux tiers de ce groupe y vendant ses produits. Deux éléments démarquent cependant ce groupe. Le premier, la capacité de sélection du prix de vente qui demeure stable entre nos deux périodes d'étude. Nous expliquons principalement ce fait par l'absence d'intégration de nouvelles structures de représentation paysanne par ces répondants. En effet, alors que nos répondants des deux groupes précédents soulignaient l'influence qu'avait eu l'intégration de telles structures (notamment les coopératives) sur les prix qu'ils reçoivent en retour de leurs produits, l'absence de participation ne permet pas la mise à disposition de telles ressources. Cinq des huit répondants de ce groupe se retrouvent donc dans une situation où ils n'ont pas la capacité d'influer les prix de vente de leurs produits.

Ce premier élément semble vouloir être l'écho de notre second, la capacité de sélection des clients. Ce sont six des huit répondants du groupe de paysans non mobilisés qui n'ont pas la possibilité de choisir les clients auxquels ils vendront leurs produits. Dans certains cas, ces producteurs n'ont même pas de contact direct avec les marchés locaux, ne réalisant leurs transactions qu'avec les revendeurs itinérants et les *coyotes*. « Nous vendons au marché de San Cristobal. Les gens du marché viennent directement ici pour acheter les produits que nous avons. Ensuite, ils les vendent au marché<sup>55</sup>. » La réalisation de transactions au sein d'une situation où les choix des clients et des prix

---

<sup>54</sup> Tiré de l'Entrevue Mx 2, réalisé au *caracol* Oventic- Corazon centrico de los zapatistas delante del mundo, le 11 juillet 2012.

<sup>55</sup> Tiré de l'Entrevue Mx 7, réalisé à Mitziton, le 14 juillet 2012 (traduction libre).

sont impossibles enferme les paysans dans une relation commerciale à un sens où ils sont à la merci de la volonté de leurs acheteurs. Par le manque d'information concernant les prix et l'absence d'alternatives, les paysans se voient obliger de vendre leur production au prix décidé par l'acheteur, devenant dès lors extrêmement vulnérables aux fluctuations des prix, tout en recevant généralement moins.

***La qualité d'alimentation perçue par nos répondants***

Reprenant notre barème d'évaluation du profil alimentaire, nous nous intéressons maintenant à la perception qu'ont nos répondants de leur situation alimentaire. Cet indicateur est intéressant puisqu'il nous remmène à des considérations subjectives et de perceptions de l'effectivité de la mobilisation, dans le cas des paysans pacifiques et belliqueux et de l'amélioration de la qualité de vie chez les paysans sans mobilisation sociopolitique.

**Tableau 2.6 : Pointage de l'indicateur «Qualité d'alimentation perçue»**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation
	Brut	Ajusté	Brut	Ajusté	(%)
Belliqueux	7	4,38	10	6,25	42,86
Pacifiques	10	4,55	15	6,82	50,06
Non mobilisés	6	3,75	10	6,25	66,67

Les pointages bruts maximaux que peuvent atteindre les différents groupes pour cet indicateur sont les suivants : Belliqueux : 16, Pacifiques : 22 et Non mobilisés : 16. Les pointages ajustés présentés dans ce tableau ont été ramenés sur une base de 10. La variation s'exprime en pourcentage.

Nos répondants pacifiques sont ceux qui perçoivent, à l'été 2012, d'un meilleur œil leur qualité d'alimentation. Avec un pointage ajusté de 6,82/10, ils ne se démarquent que très légèrement des autres types de mobilisation. Mis à part les répondants un et trois,

l'ensemble de notre échantillon a vu augmenter sa qualité d'alimentation entre les deux périodes<sup>56</sup>.

Non seulement la situation des répondants de ce groupe s'améliore, mais elle s'améliore en partant de la meilleure des trois situations pré-mobilisation. En effet, c'est ce groupe qui avait, avec un pointage ajusté de 4,55/10, la meilleure qualité d'alimentation avant 1994. Ce groupe arrive aussi en première position dans la période post-mobilisation, malgré un pourcentage d'évolution plus bas.

En ce qui concerne le groupe à mobilisation violente, le pointage final ajusté de qualité d'alimentation qui lui est associé est le même (6,25/10) que celui de nos répondants non mobilisés. Partant d'une situation similaire à celle de ce dernier groupe, on note, chez les paysans belliqueux, une augmentation notable de cet indicateur, lui faisant faire un bond de 42,86 %. Ce groupe est celui qui aura vu l'amélioration de sa qualité d'alimentation être le moins bien partagée entre chaque répondant. Ainsi, au sein de cet échantillon, les paysans ont soit vécu une situation de stagnation ou ont vu leur profil alimentaire profondément transformé. Ainsi en est-il des répondants 12, 13 et 30 qui ne perçoivent que de très légers changements s'opérer et du répondant 17 qui voit sa situation rester la même. Ces quatre cas (la moitié des répondants de ce groupe) contrastent dramatiquement avec l'autre moitié, qui voit de très claires améliorations s'opérer. Ces répondants expliquent leur situation en soulignant la difficulté du changement de leur situation alimentaire alors qu'ils vivent toujours dans un état d'isolement marqué. L'agriculture qu'ils pratiquent permet de les soutenir, mais non d'améliorer leur situation alimentaire<sup>57</sup>. Ils notent aussi le manque de soutien offert à

---

<sup>56</sup> La différence de tendance présente chez ces deux cas s'explique en les regardant de plus près. L'entrevue 1 a été réalisée avec un représentant de l'association *ARIC, union de uniones*. Occupant une haute fonction au sein de cette association, il a vécu les conséquences de la perte d'appui dont a souffert l'organisation. Cette perte de vitesse se sera traduite chez ce répondant par la perte de nombres d'appuis (notamment d'acheteurs et de fournisseurs), de moyens de productions et de distribution. C'est donc cette proximité avec une organisation en déconstruction qui explique la dégradation du profil alimentaire de ce répondant.

<sup>57</sup> Tiré de l'entrevue Mx 12, réalisé à San Cristobal de las Casas, le 17 juillet 2012.

certaines communautés isolées, alors que d'autres personnes se sont appropriées le soulèvement de 1994 à des fins purement économiques, citant notamment le cas du « tourisme révolutionnaire » à San Cristobal de las Casas et des commerces en tirant profit<sup>58</sup>.

Le groupe de répondants ne prenant pas part à une forme de mobilisation était, des trois groupes considérés ici, celui dont la perception de la qualité d'alimentation était la plus basse au sein de la période pré-mobilisation. L'augmentation de leur qualité d'alimentation, de l'ordre de 66,67 % entre les deux périodes, est la plus forte de nos trois groupes. On peut donc proposer, à la lumière de ces données, qu'une plus grande production et de meilleurs revenus influence de manière positive la perception qu'a le groupe de paysans sans mobilisation de sa qualité d'alimentation.

## **Conclusions sur le Chiapas**

La mise en commun de l'ensemble des pointages obtenus pour chacun des indicateurs du profil alimentaire nous donne un portrait d'ensemble de la situation à laquelle font face les paysans chiapanèques, différenciés par leur type de mobilisation sociopolitique.

À ce jour, ce sont les paysans à mobilisation pacifique qui témoignent de la meilleure situation alimentaire. Celle-ci se sera améliorée de la période pré à la période post conflictuelle, réalisant un saut de 29,23 % et atteignant ainsi un pointage de 80,86/100. Ce sont toutefois les paysans à mobilisation belliqueuse qui réussiront la plus grande amélioration de leur profil alimentaire. Les répondants de ce groupe présentaient le plus faible pointage agrégé dans la période pré-mobilisation, pointage qui dans la seconde période rattrape pratiquement celui des paysans pacifiques, terminant à 75,66/100. Le seul des groupes affichant une baisse de son profil alimentaire est celui des producteurs agricoles sans mobilisation, enregistrant une baisse de 12,84 % de leur pointage entre les deux périodes à l'étude. Ce groupe qui affichait le meilleur pointage

---

<sup>58</sup> Tiré de l'entrevue Mx 13, réalisé à San Cristobal de las Casas, le 17 juillet 2012.

agrégé dans la période pré-conflictuelle se retrouve avec le profil alimentaire le plus bas de nos trois groupes dans la seconde période. Bien que la baisse reste relativement modérée, les gains importants que réalisent nos deux autres groupes font en sorte que ceux-ci dépassent largement le pointage des non mobilisés dans la période post-mobilisation. Les diminutions observées dans ce groupe se réalisent au niveau du type d'agriculture et du lien entre culture locale et pratiques agricoles. Ces deux facteurs sont lourds de conséquences par la suite puisqu'ils entraînent l'usage fortement répandu (six répondants sur huit) d'adjuvants agricoles et d'autres techniques propres à l'agro-industrie. C'est vraisemblablement ce changement de pratiques qui entraîne la diminution observée.

**Tableau 2.7 : Pointage de l'indicateur «Profil Alimentaire»**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation
	Brut	Ajusté	Brut	Ajusté	(%)
Belliqueux	81	53,29	115	75,66	41,98
Pacifiques	107	62,57	169	80,86	29,23
Non mobilisé	74	64,91	86	56,58	-12,84

Les pointages bruts maximaux que peuvent atteindre les différents groupes pour cet indicateur sont les suivants : Belliqueux : 152, Pacifiques : 209 et Non mobilisés : 152. Les pointages présentés dans ce tableau ont été ramenés sur une base de 100. La variation s'exprime en pourcentage.

En prenant un peu de recul face aux résultats obtenus, il est possible d'avoir un regard critique sur les fruits de chaque type de mobilisation. Le seul groupe dont la situation alimentaire se sera dégradée entre les périodes pré et post-1994 est celui dont les membres ne se sont pas impliqués. Cette situation est principalement due à l'appui reçu de la part du gouvernement mexicain. Cette aide, colorée par l'agro-industrie, éloigne le producteur agricole de pratiques qui lui permettrait d'améliorer son profil alimentaire. De plus, l'utilisation de techniques agro-industrielles enferme le paysan dans une relation qui le soumet aux aléas du marché, dépendance dont les effets ne sont pas que

bénéfiques. En effet, la compétition qu'aura entraînée la signature du traité de l'ALÉNA se fait encore sentir chez nombre de producteurs agricoles mexicains.

Une des conclusions qui peut paraître surprenante concerne notre groupe de répondants belliqueux. De l'ensemble de cet échantillon, seulement deux de nos répondants se retrouvent dans une position de détérioration, minime qui plus est, de leur condition alimentaire entre nos deux périodes d'étude. La logique voudrait qu'une mobilisation belliqueuse ratée plonge la personne qui y prend part dans une situation plus difficile que celle d'origine. En effet, dans une situation initiale de marginalité, prendre les armes peut signifier une marginalisation intensifiée. Au Chiapas pourtant, cette situation ne semble pas survenir. L'action gouvernementale explique cette réalité puisque le support qu'il offre ne participe pas à l'amélioration du profil alimentaire. Ainsi, en prenant les armes au Chiapas, on coupe les ponts avec certains acteurs sociaux et avec le gouvernement. Perdre le support de ce dernier n'est toutefois pas négatif dans le domaine agricole. Toutefois, ce type de mobilisation comporte un grand facteur de risque. Comme nous l'indique nos données, plus particulièrement la répartition des gains au sein de ce groupe, la mobilisation s'apparente ici à un pari quitte ou double, où de grands résultats peuvent être obtenus, mais pas dans tous les cas.

La mobilisation pacifique promet aux producteurs l'amélioration à long terme de leurs qualités d'alimentation. Que l'on parle d'éducation, de réseau de distribution, de développement de méthodes agricoles respectant les familles et l'environnement, d'information et de création de structures soutenant les producteurs, c'est au sein de ce groupe qu'on parvient à partager ces avantages au plus grand nombre et ainsi à briser le cercle de la marginalisation. Le combat pour la dignité, revêtant la cape du respect et de la non-violence aura convaincu. De plus, nous pensons que les différentes manifestations de mobilisations pacifiques auront offert une aide importante aux options belliqueuses. Loin que de ne profiter du sacrifice des uns pour améliorer leur sort, plusieurs organisations et mouvements sociaux pacifiques ont appuyé l'effort des zapatistes, non seulement par la parole, mais aussi par l'acte. Le massacre d'Actéal est

un exemple malheureux du coût que peut avoir cet appui. On souligne aussi le travail du FRAYBA, qui aujourd’hui encore organise des brigades civiles de protection des droits humains qui agissent comme observateurs dans de nombreuses communautés en rébellion.

Cette relation entre dynamiques de marginalisation et mobilisation politico-sociale n’est pas unique au cas du Chiapas. Aux Philippines, sur l’île de Mindanao, la minorité musulmane vit à l’écart du reste de la population. L’accès à la terre, devenu de plus en plus problématique au fil de différentes vagues de migration, aura fait naître de nombreuses tensions et revendications. Le prochain chapitre se penche sur cette situation.



*«[...] [T]he Bangsamoro land is already a sovereign nation hundreds of years before it was illegally annexed as part of the Philippines in the 1935 Constitution of the Republic of the Philippines.»*

*-John Petalcorin,  
Directeur de la communication,  
MNLF.*

## **Chapitre 3 : Mabuhay sa Mindanao! (Bienvenue à Mindanao)**

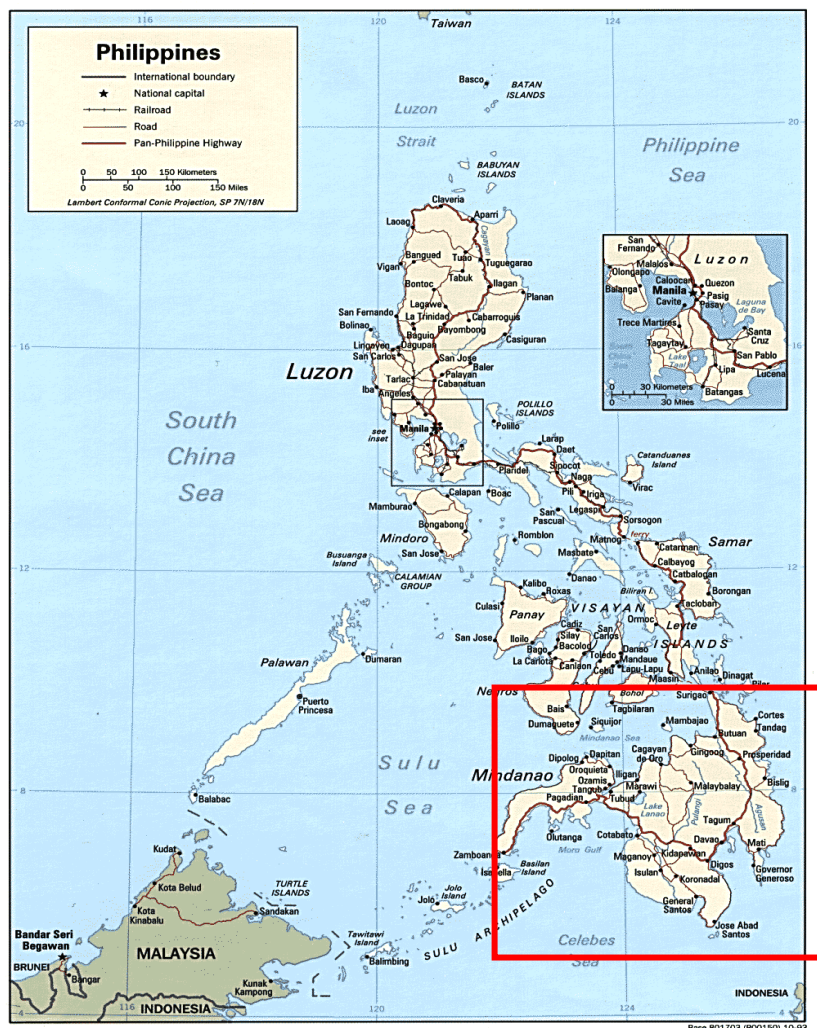
### **Un aperçu**

Mindanao est la principale île du sud de l'archipel des Philippines. Cet archipel, mosaïque de plus de 7100 îles, est généralement divisé en trois groupes d'îles. Au Nord, on retrouve l'île de Luçon et la capitale du pays, Manille. Dans la partie centrale de l'archipel, les Visayas se fragmentent. Plus vieille ville du pays, bâtie par le colonisateur espagnol qui avait mis pied à terre, Cebu est le cœur économique et politique de cette région. Finalement, Mindanao, au Sud, est la seconde plus grande île du pays. Près de la Malaisie et de l'Indonésie, c'est sur cette île que l'on rencontre la plus grande partie des musulmans philippins (Symaco, 2013). En 2010, on comptait 92,34 millions d'habitants se partageant le territoire national, grand de plus de 300'000 km<sup>2</sup> (National Statistic Office, 2010).

L'archipel se distingue par la diversité des populations qui le peuple. Une des expressions de cette diversité se manifeste à travers le langage. En effet, ce sont plus de 80 dialectes et langues qui sont parlés dans le pays (Reid, 1971). Les confessions religieuses, bien qu'elles ne se retrouvent pas dans une aussi grande diversité, varient aussi d'une région à une autre. L'archipel est aujourd'hui majoritairement chrétien, héritage du grand travail d'évangélisation réalisé par les colonisateurs espagnol et américain. À Mindanao, une population musulmane était déjà établie bien avant la propagation du christianisme (AFRIM, 2003b). Sa présence dans l'île remonte au 10e siècle. Le Sultanat de Maguindanao contrôle alors même l'ensemble de l'île à l'apogée de sa puissance (Mnlfnet, 2001). Au 16e siècle, l'arrivée des Espagnols crée les

premières tensions religieuses entre chrétiens et musulmans, le colonisateur faisant de la conversion à la chrétienté un de ses principaux objectifs (Schiavo-Campo, 2009; 9). Durant la dictature de Marcos, le rapport de force entre chrétiens et musulmans, déjà favorable aux premiers, se modifiera substantiellement, cristallisant la situation musulmane minoritaire sur l'île de Mindanao (Boada, 2009; 8). Les nouveaux trans migrants provenaient en grande partie des Visayas et de l'île de Luçon, s'appropriant des terres dans les parties nord, sud et est de l'île.

Carte 3.1 : Mindanao au sein de l'archipel philippin.



Source : <http://www.nationsonline.org/maps/philippines-map.jpg>.

Davao, la capitale administrative de la région du même nom, est la ville qui, économiquement et par sa population, est la plus importante de l'île. L'axe que cette ville forme avec General Santos City (GenSan) et Cagayan de Oro (CDO) constitue la région la plus développée de l'île. Parfaitement intégrée à l'économie des Philippines, cette partie de l'île est considérée comme un des greniers alimentaires de l'archipel. L'agro-industrie y est bien présente, les environs de CDO accueillant de grandes plantations des firmes DOLE et Del Monte et GenSan étant reconnue comme la capitale de la pêche au thon jaune. Un autre axe important est celui formé par les villes de Zamboanga et de Cotabato. Le territoire que couvrent ces deux villes est englobé par, depuis 1989, la « Autonomous Region of Muslim Mindanao » (ARMM) (Schiavo-Campo, 2009; 9). Encore récemment, Zamboanga était le théâtre d'affrontements entre les troupes du MILF et celles du gouvernement philippin. Cotabato, bien qu'indépendante de l'ARMM, a longtemps été la capitale de Maguindanao, entité politique formée par la confédération des sultanats de la région. C'est dans cette partie de l'île que le conflit, dans sa version contemporaine, opposant l'Armée philippine et différentes factions musulmanes, se déroule depuis 1974 (Abinales, 2000; 1).

Carte 3.2 : Mindanao, principales villes et axes de développements.



Source : Muskadia.com

Les acteurs du conflit qui perdure jusqu'à aujourd'hui naîtront peu après l'élection du gouvernement de Ferdinand Marcos, en 1965. Dès 1969, le *Moro National Liberation Front* (MNLF) et la *New People's Army* (NPA) voient le jour, ayant comme principal objectif de se positionner militairement et socialement contre le gouvernement en place. Le MNLF élabore un discours portant sur la gouvernance et l'autorité étatique et lance une lutte armée. Au sein de ce discours, on remet en question la distribution du pouvoir et de l'autorité dans un contexte où différents groupes forment des demandes de réforme des structures politiques et de gouvernance des ressources économiques et naturelles (Symaco, 2013; 368). La dictature Marcos (1972-1986) a en effet bouleversé les rapports qu'entretenait l'État avec les différents groupes de la société civile (Abinales, 2000; 3). C'est plus tard, en 1976, lors de la signature de l'accord de Tripoli entre le MNLF et le gouvernement qu'une frange plus radicale du mouvement de libération fera scission, et que naît le *Moro Islamic Liberation Front* (MILF) (Boada, 2009; 10). Au travers de ce groupe, le conflit adopte une tournure beaucoup plus identitaire. En effet, le MILF base désormais l'action sur des motifs de protection de l'ethnie, de la

religion, des tribus et des différences linguistiques (Symaco, 2013; 368). Malgré l'accord de paix signé en 1996 entre le gouvernement et le MNLF, le MILF continuera son combat<sup>59</sup>. La nouvelle armée populaire (NPA<sup>60</sup>), quant à elle, bien qu'elle soit moins active à Mindanao, possède encore bon nombre de partisans. Chacun de ces groupes intègre des revendications paysannes au sein de ses démarches. De plus, ils soulignent les fortes dynamiques de marginalisation présentes dans cette région des Philippines, sur lesquelles ils basent leurs efforts de mobilisation. De nombreuses revendications ont été et sont toujours faites concernant la répartition des terres dans la région. La dépossession, dont un grand nombre de paysans musulmans a été l'objet, a été reconnue comme un des principaux facteurs ayant entraîné la guerre civile (Concepcion et al., 2003; 15, Vellema, 2011; 298). Ces caractéristiques font en sorte que le sud de Mindanao s'inscrit pertinemment dans notre effort de recherche comparatif.

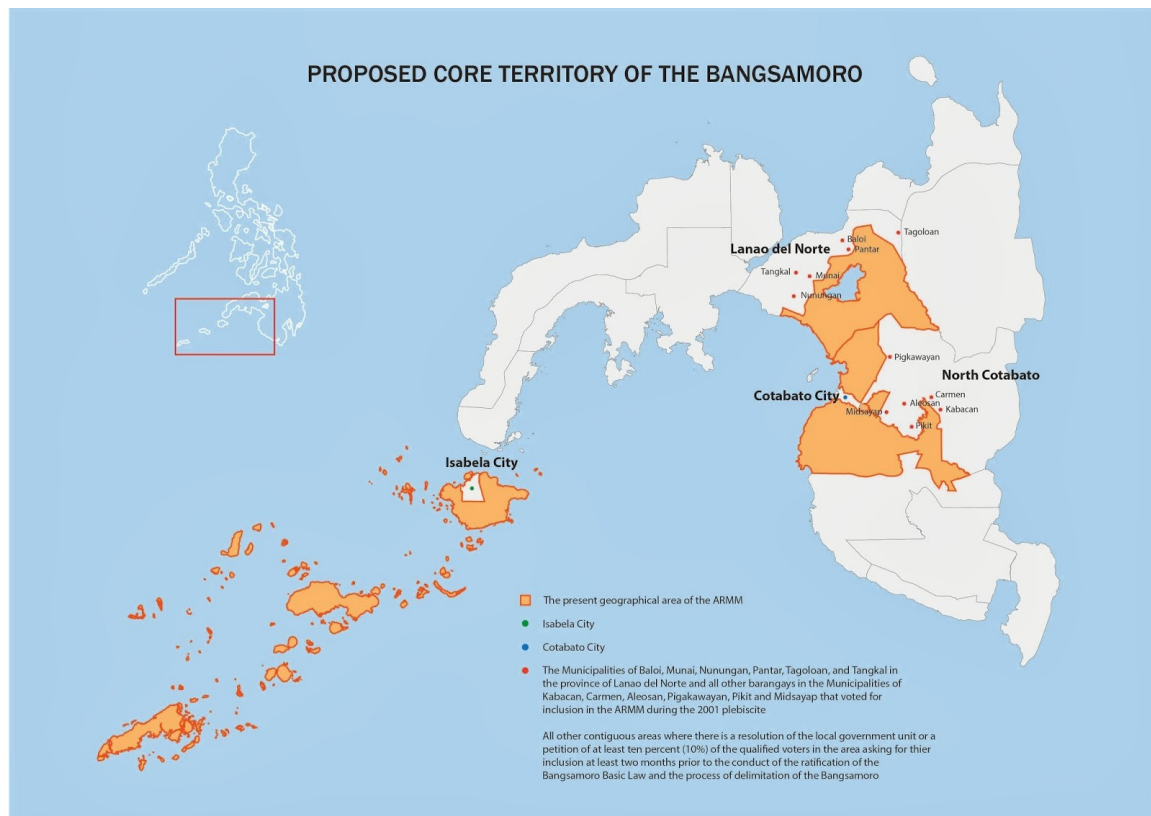
Les racines du conflit opposant les forces du MNLF et du MILF au gouvernement philippin partagent plusieurs des mêmes caractéristiques que celles présentes au Chiapas, tout en s'en démarquant. Dans ce cas-ci, la religion, le rapport entre minorité et majorité, les difficultés économiques et sociales et l'inaptitude du gouvernement à répondre aux demandes locales sont tous des facteurs expliquant l'aggravation de la crise sociale (Abinales, 2000; 2, Boada, 2009; 8, Vellema et al., 2011).

---

<sup>59</sup> Aujourd'hui, le groupe Abu Sayyaf (ASG) s'est joint à ces dynamiques conflictuelles, désirant établir une terre d'accueil pour les musulmans à Mindanao qui serait basée sur la *Shariah* (Donnelly, 2008; 1).

<sup>60</sup> La nouvelle armée populaire (NPA) est la branche armée du Parti communiste philippin. Fondée en 1969 et adoptant des tactiques de guérillas, l'armée populaire a réussi à gagner une influence et un support considérable sur tout le territoire national philippin (Rutten, 2011; 630).

**Carte 3.3 : Territoire proposé de l'ARMM (Région musulmane autonome de Mindanao)**



Source : <http://4.bp.blogspot.com/-Wxy5Evzzu7A/Uj8ajjrcHBI/AAAAAAGks/1JVgdd3u32Q/s1600/bangsamoro+armm+map.jpg>

Aujourd'hui encore, la situation des paysans sur cette île est difficile. Le sentiment d'exclusion et de pauvreté est extrêmement fort au sein des populations rurales de Mindanao (Rutten, 2011; 642). Rosanne Rutten souligne que, ce qui a suscité une mobilisation armée dans les régions rurales philippines est cette marginalisation du paysan au sein de la société, marginalisation d'autant plus ressentie par les populations musulmanes minoritaires (Rutten, 2000; 230). La nature paysanne du conflit ne fait pas de doute à Mindanao puisque de nombreuses revendications ont été et sont toujours faites concernant la répartition des terres dans la région (Concepcion et al., 2003; 15). En effet, bien que les revendications des groupes présents sur l'île soient basées sur une logique identitaire ou de répartition des pouvoirs, la terre reste un élément central de leurs motivations. La crise sociale qui perdure depuis plus de 40 ans est symptomatique de la difficile situation dans laquelle se trouvent les populations de Mindanao (Boada,

2009; 8). Qu'ils soient chrétiens ou musulmans, se situant à gauche ou à droite de l'échiquier politique, personne sur cette île n'aura été épargné par cet enjeu. Dans de telles conditions, quel est l'impact de la mobilisation citoyenne sur le profil alimentaire des producteurs agricoles?

## **Contexte de la mobilisation dans le sud de Mindanao**

### **L'économie politique contemporaine au sud de Mindanao**

Certains auteurs parlent du conflit de Mindanao comme l'un des plus vieux de l'histoire. En effet, c'est avec l'arrivée du colonisateur espagnol que les tensions intercommunautaires entre musulmans et chrétiens ont fait surface (Schiavo-Campo, 2009; 9). Dans les différents modes de participation sociopolitique, cette réalité occupe une place importante. Comme nous l'avons souligné dans nos précédents chapitres, les processus de mobilisation et d'identification à un groupe sont dynamiques et changent à travers le temps. Certaines régions de l'île ne sont désormais que rarement le théâtre de violences, comme c'est notamment le cas de la province de Davao et de Bukidnon. La présente section a pour but, en se basant sur les informations fournies par l'étude de terrain et la documentation récoltée, de présenter les différents modes de participation sociopolitique ayant cours à Mindanao.

Plusieurs acteurs sociopolitiques importants sont à prendre en compte lorsque l'on s'intéresse aux Philippines. Bien évidemment, l'acteur étatique est un incontournable<sup>61</sup>. Les organisations politiques et non gouvernementales (ONG), sont, comme au Mexique, des acteurs importants de la mobilisation sociopolitique. L'Église aussi se targue de ce rôle. Ce dernier acteur a une influence extrêmement forte sur la société philippine. La question religieuse, étant un des facteurs de base de conflit dans la région, confère aux

---

<sup>61</sup> Son action et la relation qu'il entretient avec les citoyens ne peuvent toutefois être comprises sans l'incorporation du *barangay* à notre analyse. Plus petite unité politique de l'État, le *barangay*, avant l'instrumentalisation qu'en ont faite les Espagnols à leur arrivée, correspondait aux regroupements de colons malais arrivés dans l'archipel par la voie maritime (Peterson, 2007; 129).

institutions religieuses un rôle de premier ordre (Boada, 2009, Donnelly, 2008, Rutten, 2008). Toutefois, suivant la méthode d'analyse utilisée dans le cas mexicain, nous ne prendrons pas en compte cet acteur dans la présente étude. Aucun de nos répondants ne faisant de l'Église un facteur de changement du profil alimentaire lors des entrevues, nous décidons de laisser cet acteur de côté dans notre explication du lien entre mobilisation sociopolitique et profil alimentaire au sud de l'île de Mindanao. À l'État et aux organisations politiques et ONG, nous ajouterons à notre analyse la relation existant entre le cercle familial et l'espace politique de base. Cette unité sociale se présente comme le cercle primordial de solidarité dans la population fournissant bien souvent les motivations nécessaires à la mobilisation personnelle (Rutten, 2000; 217).

Il est important de noter que les périodes d'études de la participation sociopolitique sont moins bien définies ici qu'au Chiapas. Cela tient à la nature du conflit et à sa temporalité. En effet, vu le nombre varié d'acteurs y prenant part et la longue durée de la partie violente du conflit (qui perdure encore aujourd'hui), on parlera de périodes pré et post-conflituel. Pour ce qui est de nos répondants n'ayant pas pris part à une forme de mobilisation, nous étudierons l'évolution dans le temps de leur profil alimentaire, sans faire de différence entre un moment précédent ou suivant un événement particulier. Pour les populations mobilisées, le moment du début de la mobilisation sera le point de départ de notre analyse.

### *L'État, le village et la famille*

Les nombreuses administrations nationales, se succédant depuis le début des conflits à Mindanao, ont usé de différents stratagèmes pour essayer d'y mettre fin. En suivant la relation entretenue par le gouvernement philippin avec le MNLF, on peut discerner les grandes directions qui ont été prises afin de tenter de gérer le conflit.

C'est le gouvernement du dictateur Marcos qui, le premier, aura à gérer une confrontation militaire. Celle-ci intervient dans le contexte particulier de la dictature ou le gouvernement Marcos décrète la loi martiale face aux différentes violences présentes partout au pays (Wurfel, 2001; 512). L'option militaire est d'abord mise de l'avant par



l'administration centrale. Après avoir fait le constat de la difficulté de régler la situation par des moyens purement militaires, on tentera de parvenir à une paix négociée (Schiavo-Campo, 2009; 3). C'est de cette volonté que naîtra l'accord de Tripoli en 1976. Celui-ci ne parvient toutefois pas à mettre un terme au conflit, puisque, comme l'expliquent Makinano et Lubang :

*The MNLF's initial demand for an independent Bangsa Moro Republic was composed of Mindanao, the Sulu archipelago and Palawan. Under the Tripoli Agreement of 1976, it was reduced to regional autonomy comprising of 13 provinces and 9 cities. However, differences in the interpretation of the implementation of the accord became a stumbling block and the fighting continued (Makinano et Lubang, 2001; 10).*

Après de nombreuses années de luttes sporadiques et de discussion sur la paix n'ayant pas abouti à des accords d'importance, la signature d'un traité de paix à Manille en 1996 redonne de grands espoirs de pacification. Cet accord offrait l'autonomie à la partie ouest de l'île. Après un référendum portant sur l'adhésion de chacune des régions administratives à l'ARMM, cette administration autonome a été réorganisée en un espace comprenant 13 provinces et 9 villes. Nur Misuari, le leader du MNLF, devenait gouverneur de cette administration, contrôlant politiquement la plus grande partie de la région (Boada, 2009; 10). Toutefois, le gouvernement philippin ne remplit pas entièrement toutes les clauses incluses dans l'Accord, notamment en ce qui a trait à certains transferts de pouvoir (Makinano et Lubang, 2001; 11). Les combats reprenant dès la fin des années 1990, c'est en 2007 que ceux-ci se calmeront, après que le gouvernement et les forces du MNLF se soient engagés à suivre les directives comprises dans l'accord de Manille.

Quelle est la nature du gouvernement philippin durant la période qui nous intéresse? Durant la période de la loi martiale, on qualifie le gouvernement philippin de néopatrimonial. Cette nature s'exprime au travers de son « système politique bureaucratique et à des processus de domination moderne » (Bach et Gazibo, 2011; 32)

qui rend difficile la distinction entre la propriété publique et celle du dirigeant (Wurfel, 2001; 512). Ainsi, dans ce type de régime, la personne au pouvoir se considère comme le légitime processeur des richesses de l'État, qui sont dès lors distribuées suivant un tissage de redevabilités secrètes, mettant en relation les personnalités influentes du régime (Bach et Gazibo, 2011; 38). Plus récemment, une analyse du système politique philippin aura emmené Paul Hutchcroft à donner un nouveau qualificatif à l'État philippin. On ne parlerait plus de néopatrimonialisme mais « d'oligarchie patrimoniale » (Hutchcroft, 1998; 20). Le concept d'oligarchie réfère à une situation dans laquelle une élite, celle qui est fortunée, accapare le pouvoir. Relié au concept de patrimonialisme, on comprend dès lors que ce ne sont que des familles spécifiques, faisant partie d'une élite économique, et leurs amis qui se partagent les richesses de l'État philippin. David Wurfel explique cette réalité par la faiblesse de l'État :

*[L'État philippin] est faible et entouré d'une bureaucratie peu efficace et politisée de longue date, dans la plupart des cas incapable de faire respecter la loi face aux intérêts de l'oligarchie ou des copains, pris individuellement ou en groupe. Un État faible le reste lors de négociations avec des forces extérieures, ouvrant ainsi la voie à la pénétration de l'État par des entreprises, des marchés, des partis politiques, des agents culturels étrangers, etc. L'État ne peut empêcher la fraude, limiter l'offensive hollywoodienne ou le rôle des entreprises étrangères. Les Philippines ne sont pas seulement une oligarchie néopatrimoniale, mais un État relativement faible [...], et souvent un État influençable (Wurfel, 2001; 513) (traduction libre).*

La plus petite unité politique du pays, le *barangay*, est bien évidemment influencée par la nature d'oligarchie néopatrimoniale du gouvernement central. Le colonisateur en a par la suite fait une unité politique au territoire relativement petit et géré par un conseil de citoyens élus (Peterson, 2007; 134). Les dynamiques régissant l'État philippin se propagent bien souvent jusque dans cette structure de base qui continue à avoir un rôle de premier ordre aujourd'hui. Ainsi, on retrouve souvent dans ces structures des gens qui sont près du pouvoir ou des familles dont les membres se succèdent d'une élection à une autre. Il est donc possible de faire le lien entre ce système oligarchique qui se

perpétue dans les différentes structures gouvernementales et la présence ou l'absence d'appui provenant des autres paliers de gouvernement. Ainsi, sans avoir de relations particulières avec les élus de ces autres niveaux d'administration, certaines communautés se retrouvent dans une situation de marginalité politique dont il est difficile de sortir (AFRIM, 2003a). La famille, dans ce système d'oligarchie néopatrimoniale, devient dès lors un facteur d'importance de la politique philippine. En effet, le pouvoir se transmet de génération en génération, comme le démontre les familles présidentielles s'échangeant le pouvoir depuis la fin de la dictature (Wurfel, 2001, Boada, 2009) ou encore le cas de certains politiciens locaux, comme le maire de la ville de Davao, Rodrigo « Rody » R. Duterte, lui et sa famille régnant sur cette ville depuis plus d'une décennie, pratiquement sans opposition (Laroche, 2013).

Face à un État dont la force et la légitimité peuvent être facilement remises en question, les groupes sociopolitiques présents dans le pays adoptent des discours ayant une très forte résonance chez de nombreux citoyens. Ces groupes trouvent désormais leur légitimité dans leurs efforts tentant de combler les manquements du gouvernement central (Vellema et al., 2011; 304).

#### ***Les organisations civiles et non gouvernementales***

Depuis 1920, les mouvements politiques de gauche ont investi les zones rurales philippines (Franco et Borrás, 2009; 209). Ce sont ceux-ci qui formèrent une base importante de militants, faisant la promotion de changements sociaux (Franco et Borrás, 2009; 211). C'est la dictature de Marcos qui permettra une organisation et une plus grande unification des mouvements d'opposition, principalement composés par des mouvements gauchistes dont l'objectif était la remise à jour et l'approfondissement du concept de démocratie (Abao, 1997; 274). Des organisations civiles et sociales présentes sur l'île de Mindanao, celles ayant un lien avec le conflit qui y fait rage depuis maintenant une cinquantaine d'années sont les plus connues. Que ce soit le MNLF, le MILF, l'ASG ou le NPA, chacun de ces groupes a fait l'objet d'une attention médiatique de grande envergure (Donnelly, 2004, Frake, 2008). Dans la présente section, nous nous intéresserons plus particulièrement au MILF et au MNLF, mouvements de libération

bangsamoro<sup>62</sup> dont l'envergure est la plus grande. Le NPA est le dernier des groupes violents pris en compte. La grande influence qu'il a eue au niveau national et l'importance du nombre de ses membres dans la région centrale de Mindanao fait de lui un acteur incontournable de notre recherche. Ainsi, les répondants appartenant au groupe de producteurs agricoles mobilisés de manière belliqueuse ont tous fait partis de l'un de ces trois groupes.

Comme nous l'avons souligné plus tôt le MNLF est l'acteur qui est présent dès le début de la phase actuelle du conflit à Mindanao. Ce groupe se distingue aujourd'hui par la relation qu'il entretient avec le gouvernement philippin. Au fil des années, il a pris le rôle de représentant privilégié des intérêts musulmans auprès du gouvernement. La nature de son action en est une de remise en question de l'autorité et de la gouvernance exercée par le gouvernement central sur la partie musulmane de l'île (Adams et Bradbury, 1995). Sa longue existence et ce rôle particulier qui lui est désormais donné en font un acteur incontournable à Mindanao (Symaco, 2013; 369).

C'est après les accords de Tripoli que le MILF verra le jour, compliquant la tâche de pacification du gouvernement face à la multiplication des acteurs. Ce groupe adoptera, dès ses premières actions, une stratégie de combat de guérillas spontanées avec les forces armées philippines. Il revendique une indépendance permettant la création d'un État basé sur l'Islam, ce qui fait dire à Adams et Bradbury que leur combat s'inscrit dans une logique identitaire, mettant de l'avant les spécificités ethniques et religieuses des populations dont ils revendiquent la représentation (Adams et Bradbury, 1995). Ce groupe joue un rôle religieux important dans les territoires qu'il influence (Boada, 2009; 10). Encore aujourd'hui, il poursuit sa stratégie d'opposition armée au gouvernement central, les tentatives de discussions ne s'étant pas concrétisées.

---

<sup>62</sup> « Bangsamoro » (nation ou pays maure) est le nom de la région revendiqué par le MILF. Cette zone comprend les îles de Mindanao, l'archipel de Sulu et Palawan. Le terme réfère aussi aux peuples musulmans des Philippines. Les Tausugs et les Maguindanans (De la Rosa et Abreu, 2003, AFRIM, 2003 b).

C'est dès 1969 que le NPA entame sa guerre populaire armée contre le gouvernement central. Ce groupe souligne la nature mi-féodale, mi-coloniale de l'État philippin, accusant les oligarques au pouvoir de laisser une grande partie de la population, plus particulièrement les paysans, sans ressource (Herbolzheimer, 2008; 59). Ainsi, l'une des principales revendications est la mise en place d'une véritable réforme agraire. Du côté du gouvernement, on répond à cette demande en élaborant le programme compréhensif de réforme agraire (CARP), qui débutera en 1988 (Franco et Borrás, 2009; 209, AFRIM, 2003a; 3). Ce programme a traversé différentes périodes, tentant de faire le compromis entre la classe paysanne et les propriétaires terriens. Aujourd'hui encore, le programme subsiste, bien qu'il n'ait jamais réussi à être appliqué entièrement (AFRIM, 2003b, Borrás, 2002). On souligne souvent la subordination de ce programme aux volontés de libéralisation économique (Franco et Borrás, 2009; 210) et le haut niveau de corruption qui le touche comme raisons de la lenteur du processus de redistribution des terres (De la Rosa et Abreu, 2003, Borrás, 2002). Cette lenteur est d'ailleurs plus fortement remarquée dans les régions les plus périphériques de l'archipel, l'ARMM étant un des endroits où l'on attend encore la réalisation de plus de la moitié de la redistribution promise (De la Rosa et Abreu, 2003; 23). Le programme aura toutefois permis au gouvernement de calmer le mécontentement du côté des campagnes et de diminuer le support de la population aux groupes rebelles, notamment au NPA (Rutten, 2011, De la Rosa et Abreu, 2003; 27).

Dans le sud de l'île de Mindanao, de nombreuses associations de protection des droits des paysans sont à pied d'œuvre, ayant comme objectif de positionner des acteurs pro-réforme au plus haut niveau bureaucratique possible. Ceux-ci ont perdu une grande partie de leur influence durant la présidence (2001-2010) de Gloria Macapagal-Arroyo (Franco et Borrás, 2009; 219). De plus, de nombreux mouvements se regroupent désormais afin de mener un combat contre les différentes pressions néolibérales exercées par le système économique, système actuellement promu par l'élite politique (Franco et Borrás, 2009; 220). Un des types d'organisation paysanne que nous retrouvons le plus chez nos répondants pacifiques est la coopérative. Existant sous de

nombreuses formes et tailles, il serait vain de tenter d'en faire une description voulant en faire un objet unique (AFRIM, 2004a; 1, AFRIM, 2004 b, 3). Toutefois, nos entretiens laissent sous-entendre que la volonté d'offrir des avantages organisationnels et de prix sont généralement les arguments qui sous-tendent l'existence de ces groupes.

#### Types de mobilisation au sud de Mindanao

Nos répondants, qui sont au nombre de 29 dans le cas de Mindanao, nous offrent un portrait, bien que non statistiquement représentatif, de la situation de la mobilisation sociopolitique à Mindanao. L'étude approfondie des réponses fournies lors des entretiens met en lumière certaines tendances présentes au sein de la mobilisation de chaque groupe de répondants. Ici, nous revenons sur nos trois composantes de la participation sociopolitique, l'intensité, l'adoption de nouvelles structures et l'identification personnelle.

Carte 3.4 : Répartition géographique des entretiens réalisés sur Mindanao



Source : [www.muskadia.com](http://www.muskadia.com)

Premièrement, c'est l'intensité de la participation qui est prise en compte afin de déterminer la participation sociopolitique de nos répondants. Douze de nos vingt-neuf répondants auront démontré avoir une forte intensité de mobilisation. Dans cette catégorie, en plus de donner une partie notable de son temps pour une organisation, on s'implique directement dans le fonctionnement de celle-ci. Ces douze participations à forte intensité sont réparties entre les groupes de producteurs pacifiques et belliqueux. Ce sont les paysans violents qui possèdent le plus grand pourcentage de forte mobilisation. Dans ce groupe, 66 % des répondants sont ainsi catégorisés alors qu'ils sont 50 % dans le groupe des paysans pacifiques. Les répondants démontrant une intensité de participation catégorisée de « notable » se retrouve dans chacun de nos trois types de mobilisation sociopolitique, leur répartition dépendant aussi de l'adoption de nouvelles structures et de l'identification personnelle. On retrouve donc ces répondants à intensité de participation « notable » autant à l'intérieur des groupes mobilisés pacifiquement, belliqueusement que sans mobilisation. Ce qui surprend de cette donnée, c'est que la moitié de nos répondants n'ayant pas pris part à un mouvement d'organisation sociopolitique ait une intensité de mobilisation « notable ». Les quatre répondants qui constituent cette catégorie offrent plutôt une aide, par le biais de formations et de partage de technologie et de techniques agricoles, aide correspondant plus à une manifestation de solidarité sociale que de mobilisation sociopolitique comme telle. Ces personnes s'identifient d'ailleurs toutes de manière relativement forte à leur communauté.

Tableau 3.1 : Types de mobilisation impliqués par organisations sociopolitiques du sud de Mindanao.

Type d'organisation	Nom d'organisation
Belliqueux	MILF, MNLF, NPA
Pacifiques	<p><u>Coopératives agricoles</u> : Coop de Luçon, Coop de Coronon, Coop de Saloy, Coop de Marilog, LIMCOFA (Limbajan Coconut Farmers Association)</p> <p><u>Autre type d'association</u> : Union des producteurs de hito, MANGGAS</p>

Deuxièmement, l'adoption de nouvelles structures par nos répondants nous permet d'évaluer le niveau de participation sociopolitique. Les données sont équivoques dans ce cas-ci. L'ensemble de nos répondants faisant partie de groupes pacifiques auront étendu l'éventail des structures sociales qui sont à leur disposition. Dans plus de la moitié des cas (sept fois sur douze), les producteurs agricoles font le lien entre l'adoption de nouvelles pratiques et d'autres modes de fonctionnement et l'amélioration de la qualité d'alimentation. Au sein de ce groupe, on note une relation positive entre le développement de structures sociales et celui de structures de production/distribution. En effet, dans un grand nombre de cas (les mêmes sept cas sur douze), le développement du volet social aura été lié au volet distribution/production. On peut dès lors penser que le développement conjoint de ces deux niveaux de structures améliore de façon plus durable la situation alimentaire. La situation est similaire pour notre groupe de répondants belliqueux au sein duquel huit de nos neuf intervenants disent avoir adopté de nouvelles structures d'organisation et de production. Ici aussi, on fait le lien (sept fois sur huit) entre ces nouvelles manières de faire et l'amélioration du profil alimentaire. Le seul échantillon qui démontre des résultats contraires à ces tendances est celui où une absence de mobilisation



sociopolitique est constatée. Au sein de ce groupe, personne ne note de changement au niveau des structures de production ou de distribution. La caractéristique principale qui ressort de ce groupe est donc la continuité des pratiques agricoles.

Finalement, c'est avec l'identification personnelle que démontrent nos répondants que nous pouvons terminer notre répartition des types de mobilisation sociopolitique. Ainsi, vingt-quatre des entrevues réalisées soulignent une identification certaine auprès du groupe où la participation est réalisée. L'ensemble de nos paysans pacifiques entrent dans cette catégorie ainsi que huit des neuf paysans belliqueux et quatre paysans sans mobilisation. Le seul répondant belliqueux ne s'identifiant pas au groupe auprès duquel il s'est impliqué explique cette situation par la rupture qu'il a vécue avec ce mouvement. Cet ancien membre du NPA nous explique sa situation :

*Aujourd'hui, je ne fais plus partie de cette organisation puisqu'elle s'est retirée [de cette zone] et que ça pourrait me causer des problèmes. Je m'étais joint parce qu'un grand nombre de fermiers s'étaient eux-mêmes joints. Je me suis rendu compte que même des enfants de 10 ans avaient rejoint l'organisation.*<sup>63</sup>

Comme nous l'avons souligné plus tôt, c'est l'identification personnelle forte à sa communauté qui explique, selon nos quatre répondants « non participatif », une intensité notable de participation. On fait ici face, dans ces cas particuliers, à une forme de solidarité communautaire non institutionnalisée, une solidarité insuffisante à une classification de ces répondants dans le groupe des mobilisés pacifiques.

Après avoir passé en revue les différentes composantes de la participation sociopolitique de nos répondants, nous nous retrouvons donc avec nos trois groupes, soit pacifique, belliqueux et sans mobilisation, composés respectivement de douze, neuf et huit producteurs alimentaires. Quel est l'impact de ces différents types de participation sur le profil alimentaire de chacune des personnes rencontrées?

---

<sup>63</sup> Tiré de l'entrevue PH 10, réalisée dans la municipalité de Coronon, Davao Oriental (4 avril 2013). Traduction libre.

## Le profil alimentaire dans le sud de Mindanao

### Le point sur la situation alimentaire aux Philippines et à Mindanao

Le système agricole philippin a traversé de nombreuses phases tout au long de son historique. De la colonisation à la mondialisation contemporaine, les modes de production et les investissements dans le domaine de l'agriculture ont subi de nombreuses variations. Ces changements au niveau structurel ont eu un impact certain sur les producteurs agricoles de l'archipel (AFRIM, 2003a, AFRIM, 2004 b). Les situations de violence, largement présentes sur l'île, ont, elles aussi, fortement influencé non seulement les pratiques, mais la situation alimentaire des habitants de cette île.

Des différents points en commun que possèdent nos deux régions à l'étude, l'agriculture est un incontournable. Que l'on parle de ses pratiques à l'époque coloniale ou dans leurs versions contemporaines, les parallèles sont nombreux. Ainsi, tant les secteurs agricoles du Chiapas que du sud de Mindanao ont dû faire face à des politiques de libéralisation économique qui ont eu un impact certain sur la vie des producteurs agricoles. Bien que ces processus aient été mis en place à des époques et dans des conditions différentes, les changements qu'ils ont apportés suivent une même logique. Caouette et Turner soulignent d'ailleurs les effets que peut avoir un tel processus.

*With greater and deeper integration into global market exchanges, access to land, labour, financial capital, and technology has been modified. This has created new rural elites and middle-class farmers and, in turn, greater disparities within rural communities. While some individuals have benefited greatly from increased commoditization and linkages to regional and global markets, others have engaged selectively in markets, while others again have been disadvantaged with increasing infringements upon indigenous rights, diminishing access to resources, and escalating cultural conflicts. [...] the agrarian transition has resulted in increased dispossession and marginalization, especially of smaller landowners and agricultural workers. In other sites, there has been increased economic growth, with people able to form new and increasingly sustainable livelihood strategies. (Caouette et Turner, 2009; 2).*

Face à un climat agricole devenant de plus en plus difficile, nous avons constaté l'utilisation de stratégies de diversification des sources de revenus chez un grand nombre des producteurs agricoles rencontrés. Face à la libéralisation économique, à la chute des prix de certaines productions et à la diminution du revenu familial, certains paysans auraient donc fait le choix de délaisser une partie de leurs activités agricoles afin de se consacrer à d'autres activités économiques (AFRIM, 2003a). Ce genre de situation devient extrêmement fréquent dans des zones de cultures rentières comme c'est le cas des cultures de café et de noix de coco (AFRIM, 2001, Taya, 2004, Borras, 2002).

À cette situation s'en rajoutent d'autres, causées elles aussi par l'ouverture des marchés. Ainsi, dans le domaine des pêcheries, on constate une augmentation significative du prix des produits de la mer.

*[D]emand for live food fish, aquarium fish and other marine fishery products is driving the prices to unprecedented levels. Products that used to be sold by box, are now sold by individual specimen, and live food, such as certain species of wrasse and grouper, are fetching prices in excess of 50 USD a piece. Market projections indicate that fish prices will go up by 4-16% by 2020 (Green et al., 2003; 48).*

Les poissons et fruits de mer étant une des principales sources de protéines et de calories dans le pays, ces changements touchent un nombre important de familles et d'individus.

Une des ressemblances intéressantes présente entre le Chiapas et Mindanao est la période durant laquelle les différentes phases de libéralisation se sont produites. Alors que 1994 et la signature de l'ALÉNA marque le franchissement d'une étape décisive de la libéralisation économique au Mexique, les Philippines avaient, dès 1980, mis en place de nombreuses mesures de libéralisation, mesures qui seront approfondies par les ajustements structurels rendus incontournables par la Banque Mondiale. Aux Philippines, on parle aussi de mondialisation de l'économie à partir de 1980. C'est à cette époque que les premiers ajustements structurels prennent place afin de

« réaligner les politiques économiques au cadre du libre-échange »<sup>64</sup> et de promouvoir l'efficacité économique (Bello et al, 2004; 12, Franco et Borrás, 2009; 208). Selon Bello et al., trois phases se distinguent au sein du programme de libéralisation :

*[...] the first from 1980 to 1983, when the emphasis was placed on trade liberalization; the second, from 1983, all the way to 1992, when the focus shifted to debt repayment; and the third, from 1992 until the end of the decade, when all-sided free-market transformation by rapid deregulation, privatization, and trade and investment liberalization was the order of the day (Bello et al., 2004; 12).*

La trame historique proposée par Bello débute avec les politiques de la dictature Marcos et de sa volonté d'intégration du marché mondial. Ce mouvement de libéralisation vivra un hiatus lorsque seront développées des procédures de redistribution des terres et qu'une redéfinition du rôle du producteur agricole prendra place (Peterson, 2007; 135). C'est à cette époque que la première version du *Comprehensive Agrarian Reform Program* (CARP) a été mise en place en 1988 (Cueto-Tapia, 2007; 165). La dernière période de transformation du modèle agricole philippin se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Elle est marquée par une adhésion du politique à l'idée de la transformation économique au libre marché, de la promotion d'un modèle agricole tourné vers l'exportation et du désinvestissement étatique en agriculture.

À Mindanao, ces ajustements se sont déroulés dans un contexte agricole particulier où la domination des grands propriétaires terriens sur les petits agriculteurs était patente et les grandes disparités de richesses entre les gens vivant dans la campagne philippine ne se sont qu'élargies (Vellema, 2011; 302, Cueto-Tapia, 2007; 163). En effet, sur l'île de Mindanao, les petits producteurs agricoles sentent plus fortement les effets de ces politiques par leur situation particulière de « frontière agricole ». Ce statut se remarque principalement par les mouvements de migration vers l'île provenant des provinces du centre et du nord de l'archipel et débutant sous la colonie américaine. Mindanao voit alors s'installer un grand nombre de plantations commerciales. La zone est propice à de

---

<sup>64</sup> Traduction libre du texte original.

tels projets puisque ces plaines et vallées sont fertiles et se situent à l'extérieur du corridor des typhons. De plus, ces terres, ne possédant pas de système de titre de propriété formel, sont considérées par l'administration américaine et ses alliés économiques comme des terres publiques. Une redistribution massive a donc eu lieu entre les corporations et les élites terriennes, d'un côté et l'État central, de l'autre (Vellema, 2011; 307). Les principales populations lésées lors de ce processus de redistribution ont été les communautés musulmanes, qui se sont vues imposer un mode de possession de la terre qui leur était complètement étranger (AFRIM, 2003a, Franco et Borras, 2009; 211). Encore aujourd'hui, on parle du système agricole de Mindanao comme d'un système extrêmement inégalitaire

#### **Le calcul du profil alimentaire chez nos répondants**

Dans la présente section, nous développons les différents indicateurs du profil alimentaire. Reprenant le barème d'évaluation du profil alimentaire (figure 5), le score de chacun de nos groupes de répondants, répartis par type de mobilisation sociopolitique est ici présenté et comparé avec ceux des autres groupes.

#### ***Type d'agriculture***

Un bref coup d'œil à la sémantique reliée à l'alimentation aux Philippines nous révèle d'abord et avant tout l'importance du riz dans la culture et la nourriture. En Cebuano, un dialecte important des Philippines et dans lequel se sont déroulées les entrevues à la base de ce travail de recherche, manger se dit *-kaon*. Le terme « riz » se dit aussi *kaon* ou *kan-on*. Cette proximité des deux termes démontre bien l'importance que l'on accorde au riz dans cette culture. Les repas, dans cette région, sont d'ailleurs généralement composés d'une portion généreuse de riz, faisant office de plat principal, et d'un accompagnement (*sud-an*), consistant généralement en une viande et quelques légumes. Jusque dans l'assiette, le riz détient le haut de la hiérarchie alimentaire aux Philippines. Chaque Philippin mange en moyenne une centaine de kilos de riz annuellement. Ainsi, pour nourrir les 18 millions de bouches que compte l'île de Mindanao, c'est 1.8 million de tonnes de riz qui doivent être rendues accessibles chaque année (AFRIM, 2007; 3). Il n'est donc pas étonnant de voir se hisser cette céréale au

premier rang des productions alimentaires de ce pays (AFRIM, 2007; 4). Toutefois, l'ouverture de cette denrée aux marchés internationaux a gravement touché la production, production qui est principalement caractérisée par sa réalisation à petite échelle, soit par des paysans possédant 5 hectares ou moins de terre. Le manque d'investissement dans le secteur agricole, autant de la part du secteur public que du secteur privé, place ces producteurs dans une situation où ils ne peuvent faire face à la concurrence internationale (AFRIM, 2007; 7-8).

Le maïs est la deuxième plus grande production au niveau national, passant devant les récoltes d'aliments destinés à la transformation ou à l'exportation tels que la noix de coco, le café, l'huile de palme africaine, la banane, l'abaca et la mangue (AFRIM, 2001).

La viande occupe aussi un espace important en terme de production alimentaire et dans l'assiette des Philippins. Les élevages sont nombreux et il n'est pas rare de voir des habitations munies d'un petit poulailler. La production de viande tourne autour du bœuf, des chèvres et des moutons, principalement élevés suivant une méthode d'intégration à une plantation, la plupart du temps aux plantations de noix de coco (Dar et Faylon, 1996; 79). À partir de 1993, des programmes gouvernementaux ont augmenté l'investissement dans les élevages afin de répondre à une demande grandissante de viande provenant de la population (Dar et Faylon, 1996; 76).

Une grande partie des protéines consommées dans le pays proviennent toutefois de la pêche. L'activité de la pêche fournirait d'ailleurs à plus de deux millions de personnes leurs moyens d'existence (Green et al., 2003; 1). En 1994, l'archipel se possédait la quatorzième flotte de pêche industrielle au monde et ce secteur représentait 18,8 % de tout le secteur agricole. L'activité de la pêche rapportait 3,5 millions d'USD à l'économie nationale en 1996<sup>65</sup> (Green et al., 2003; 7). Aujourd'hui, face à une ressource en

---

<sup>65</sup> Les entrevues réalisées à Lupon avec certains pêcheurs, membre d'une coopérative, représentent très bien le genre d'effort mis en place afin de protéger les environnements marins (surveillance des zones de reproduction, sauvegarde des récifs coralliens, interdiction d'usage de techniques de pêches nocives à l'environnement). Bien que ces entrevues nous apprennent beaucoup sur le mode de vie de ces communautés (cf. Ent Ph 12, 13 et 14), elles ne seront toutefois pas intégrées à notre modèle du profil alimentaire, se démarquant trop de nos critères d'échantillonnage. La relation avec la terre, notion ayant

déplétion, de nombreuses initiatives de protection des environnements marins et le développement d'une filière d'aquaculture ont vu le jour dès le début des années 2000. Quatre de nos répondants font d'ailleurs partie de ces producteurs agricoles ayant converti une parcelle de leurs terres en site d'élevage pour l'aquaculture<sup>66</sup>.

**Tableau 3.2 : Pointage de l'indicateur « Type d'agriculture »**

<div>Conflit</div> <div>Paysans</div>	Pré		Post		Variation
	Brut	Ajusté	Brut	Ajusté	(%)
Belliqueux	8	4,44	14	7,78	75,23
Pacifiques	13	5,42	11	4,58	-15,5
Non Mobilisés	6	3,75	4	2,5	-33,33

Les pointages bruts maximaux que peuvent atteindre les différents groupes pour cet indicateur sont les suivants : belliqueux : 18, pacifiques : 24 et non mobilisés : 16. Les pointages ajustés présentés dans ce tableau ont été ramenés sur une base de 10. La variation s'exprime en pourcentage.

Mais quel est donc le visage que prend l'agriculture traditionnelle dans le sud de Mindanao? Dans les régions à l'étude, il est possible de dessiner les contours d'une agriculture que nous pourrions qualifier de traditionnelle. Celle-ci passe bien sûr par le riz, mais intègre d'ordinaire la culture d'un potager et l'élevage d'animaux de volailles et de petits ruminants (chèvres, moutons) (AFRIM, 2001). La présence de boeuf dans l'assiette des Philippins ne constituerait pas un trait « traditionnel », dû au fait que la principale source potentielle de ce type d'aliment, le *carabao* ou buffle d'eau, était considérée comme un outil de production alimentaire, plutôt qu'une source directe de nourriture. Cette manière de concevoir le *carabao* change peu à peu, l'élevage de ces animaux à des fins commercial étant une pratique de plus en plus courante. Il est en

---

une signification totalement différente chez des populations de pêcheurs, nous empêche d'intégrer ces derniers à notre cadre d'analyse. La prise en compte de telles réalités à notre échantillon de paysans ne correspond pas aux objectifs de la présente recherche.

<sup>66</sup> Cf. Ent Ph 2, 3, 4 et 8.

effet utilisé comme animal de trait, facilitant la culture du riz par des gains de productivité lors de la manutention des rizières (Fafchamps et Lund, 2003).

Au regard des données récoltées sur l'île de Mindanao, certaines tendances peuvent être notées quant aux pratiques agricoles exercées par nos répondants. Au sein de la période pré-mobilisation, c'est le type d'agriculture traditionnelle qui est le plus pratiqué au sein de notre échantillon. Ce sont 21 de nos 29 répondants qui pratiquent ce type d'agriculture, alors que les pratiques agro-industrielles et biologiques sont plus marginalement représentées, respectivement deux et trois de nos répondants en faisant usage. Cette situation se modifie après la période de mobilisation. On note alors une diminution du nombre de personnes pratiquant une agriculture traditionnelle, passant de 21 à 15 des individus composant notre échantillon. Les pratiques agro-industrielles et biologiques gagnent en popularité dans cette seconde période, chacune d'elles correspondant désormais à la pratique agricole de sept des répondants. Les variations observées s'expliquent lorsque l'on s'intéresse aux différentes situations présentes dans les trois différents modes de mobilisation.

Au sein de notre groupe de répondants mobilisés pacifiquement, la diversification est ce qui caractérise l'évolution des pratiques agricoles. En effet, l'agriculture traditionnelle perd quatre de ses pratiquants, passant de 11 producteurs à 7 ayant ce type de pratique. Trois répondants utilisent désormais des techniques de production agro-industrielle et deux répondants des techniques de production biologique. C'est cette différence entre les pratiques agricoles post-mobilisations qui explique la diminution de 0,84 point que l'on constate entre nos deux périodes. Chaque répondant ayant vécu un changement du type d'agriculture exercé affirme qu'il aura été en grande partie influencé par le groupe ou l'organisme au sein duquel il a effectué sa mobilisation. Les paysans pratiquant une agriculture industrielle lors de la période post-mobilisation, expliquent ce changement de méthode par la présence de programmes d'appui fournis par leur coopérative et par le gouvernement. On explique ce changement principalement par une volonté de productivité. « En 1999, du financement a été mis à



la disposition des producteurs afin d'acheter des fertilisants.»<sup>67</sup>. « Sans utiliser de fertilisants, il n'y aurait pas un bon niveau de production. Auparavant, les fertilisants n'étaient pas utilisés »<sup>68</sup>. Le nombre de producteurs agricoles qui pratiquent une culture biologique est passée d'un individu à deux dans ce groupe. Ces deux répondants expliquent leur choix par une volonté d'amélioration de la qualité des produits consommés par leur famille.

Chez les répondants à mobilisation belliqueuse, on remarque un changement des habitudes de production, changement qui se produit en faveur d'une agriculture biologique. Aucun des répondants de ce groupe ne pratique une agriculture industrielle. On passe, d'une période d'étude à l'autre, de deux à cinq producteurs pratiquant une agriculture biologique. Le pointage ajusté de ce groupe augmente donc de 75,23 % entre les deux périodes. Non seulement ce groupe obtient le plus haut pointage pour l'indicateur de type d'agriculture, mais il est le seul à se prémunir d'un pointage supérieur à 5/10, pointage dépassant une évaluation « faible » du type d'agriculture. Pour certains, ce choix se rapporte à la santé. « Nous mangeons des légumes et nous préférons manger du maïs plutôt que du riz, car il y a moins de produits chimiques dans le maïs.»<sup>69</sup>. De plus, on fait désormais la promotion de l'agriculture biologique, soulignant les bénéfices économiques que peut fournir ce type d'agriculture.

*Although the production is good, the expenses for inputs are greater than the incomes. It can only make people buried with debts. So, it is better to stop using chemicals. Those who benefit from the use of these chemicals are only the multinational corporations that produce these chemicals to be sold in the Third World countries. Multinational corporations must be driven out from this country*

---

<sup>67</sup> Tiré de l'entrevue Ph 37, réalisée dans la municipalité de Calinan, Mindanao, le 17 avril 2013 (traduction libre).

<sup>68</sup> Tiré de l'entrevue Ph 36, réalisée dans la municipalité de Calinan, Mindanao, le 17 avril 2013 (traduction libre).

<sup>69</sup> Tiré de l'entrevue Ph 20, réalisée dans la municipalité de Coronon, Mindanao, le 4 avril 2013 (traduction libre).

*because they are not allied but predators which caused the damage to the nature and our mother Earth.*<sup>70</sup>

La tendance principale des paysans non mobilisés est un déplacement des pratiques en faveur de techniques agro-industrielles. Des six producteurs suivant les techniques traditionnelles dans la période pré-mobilisation, on passe à quatre dans la seconde période. La relation est inverse auprès des techniques agro-industrielles où l'on passe de un à quatre producteurs tombant dans cette catégorie. Ici aussi, les principales raisons qu'on donne à ces changements se rattachent à des préoccupations de productivité. Face aux maladies qui attaquent certaines cultures et la terre dont les rendements diminuent sans les fertilisants et les semences améliorées, nos répondants soulignent la nécessité de recourir à ces produits<sup>71</sup>. C'est ce groupe qui avec un pointage ajusté de 2,5/10 se retrouve dans la situation la moins favorable en termes de type d'agriculture exercé, signifiant que ce sont ces paysans qui ont la plus grande dépendance face à l'agriculture agro-industrielle.

#### ***Lien entre culture et agriculture***

Le lien entre culture et agriculture s'établit, aux Philippines, par la poursuite de pratiques agricoles correspondant à celles qui, traditionnellement, se rencontraient dans les communautés auxquelles appartiennent nos répondants. Toutefois, ce lien entre culture et agriculture prend un sens plus large puisque la poursuite d'une éducation agricole basée sur les productions locales et le maintien des interactions locales et régionales entre les producteurs et les consommateurs sont prises en compte au sein de notre analyse. Dans celle-ci, on remarque une tendance marquée de valorisation des connaissances des aînées et des parents et une volonté déclarée de transmission de ce savoir aux prochaines générations<sup>72</sup>. Non seulement fait-on la promotion de la culture de la production agricole au sein de ce groupe, mais la

---

<sup>70</sup> Tiré de l'entrevue Ph 23, réalisée dans la municipalité de Kalamansig, Sultan Kudarat, le 11 avril 2013 Mindanao.

<sup>71</sup> Cf. Ent Ph 4,7 et 28, entre autre.

<sup>72</sup> Cf. Ent Ph 31, 33 et 38.

participation aura permis à certains de ces répondants de recréer le lien qui s'était perdu préalablement. Ceci est le cas de nos répondants 23 et 30, qui, après s'être éloignés des champs, ont eu accès à une terre et se sont réinvestis dans l'activité agricole.

**Tableau 3.3 : Pointage de l'indicateur «Lien entre culture locale et pratiques agricoles»**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation
	Brut	Ajusté	Brut	Ajusté	(%)
Belliqueux	6	6,67	9	10	49,93
Pacifiques	12	10	7	5,83	-41,7
Non mobilisés	6	7,5	4	5	-33,33

Les pointages bruts maximaux que peuvent atteindre les différents groupes pour cet indicateur sont les suivants : Belliqueux : 9, Pacifiques : 12 et Non mobilisés : 8. Les pointages ajustés présentés dans ce tableau ont été ramenés sur une base de 10. La variation s'exprime en pourcentage.

Les paysans belliqueux sont les seuls à avoir réalisé une augmentation de leur lien entre pratiques agricoles et culture. Au sein de nos deux autres groupes, on observe une diminution du nombre de répondants qui maintiennent un lien entre la culture et l'agriculture. Certaines explications sont avancées lors des entrevues. Une d'entre elles est le besoin de diversification des activités des producteurs agricoles afin de subvenir aux besoins de la famille. Cette situation est bien représentée lors d'un entretien avec des producteurs de mangues qui, face à la dépréciation du prix de ce produit et à l'augmentation des prix des adjuvants chimiques dont l'usage est devenu nécessaire, ont démarré un élevage de hito, une espèce de poisson-chat<sup>73</sup>. Ce changement de cap introduit une pratique ne correspondant pas à la tradition locale. En effet, face à des pressions économiques, on adopte de nouvelles cultures afin de répondre aux volontés des marchés. On met le paysan dans une position où il n'a le choix qu'entre une situation socio-économique difficile ou la culture de produits ne correspond pas à

<sup>73</sup> Cf. Ent Ph 4

l'héritage local. D'autres, face à une situation économique trop difficile, espèrent que leurs « enfants terminent leur éducation et [qu'ils trouvent] un bon travail qui leur permettra de subvenir à leurs besoins et de survivre. Ils ne seront pas toujours des paysans comme nous. »<sup>74</sup> Deux paradigmes semblent donc s'affronter ici. Le premier, mû par les besoins de productivité et de rendement, le second par des besoins qualitatifs et des préoccupations environnementales. À chacun de ces discours correspond un type d'agriculture, au milieu duquel se situe une agriculture traditionnelle. Ainsi, une tendance générale de préservation de l'indépendance des paysans du sud de Mindanao peut s'observer.

### ***Les moyens de production***

Chaque répondant de nos trois catégories a vu se produire des changements au niveau des moyens de production à sa disposition. Les tendances se démarquent toutefois d'un groupe à l'autre. La figure 3.3 présente le pointage de chacun des groupes de producteurs agricoles pour les deux périodes d'études.

Les producteurs pacifiques sont les seuls, dans notre échantillon philippin, à déclarer une augmentation de la superficie des terres qu'ils travaillent. Non seulement augmentent-ils la superficie à leur disposition, mais ils sont aussi les seuls à afficher une tendance positive en ce qui a trait à la possession de la terre. Dans ce groupe, trois répondants sont passés d'une situation où ils n'avaient pas de terres à une situation où ils en possèdent désormais une. C'est principalement sur ce facteur de possession de la terre que se base l'augmentation significative des moyens de production de ce groupe qui, en se basant sur les pointages agrégés de cet indicateur, termine dans la meilleure des trois positions. À cela s'ajoutent les cas particuliers de deux répondants pacifiques qui ont réussi à se munir d'une superficie de terre significative, se situant entre 5 à 10 hectares. Ces deux entrevues reflètent une même situation, au sein de laquelle ces

---

<sup>74</sup> Tiré de l'entrevue Ph 15, réalisée dans la municipalité de Lupon, Mindanao, le 3 avril 2013.

producteurs agricoles ont réussi une diversification de leur production, démarrant la culture du hito, qui se révélera être une très bonne source de revenus<sup>75</sup>.

**Tableau 3.4 : Pointage de l'indicateur « Moyens de production »**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation
	Brut	Ajusté	Brut	Ajusté	(%)
Belliqueux	41	7,59	49	9,07	19,5
Pacifiques	49	6,81	66	9,17	34,65
Non Mobilisés	35	7,29	33	6,88	-5,62

Les pointages bruts maximaux que peuvent atteindre les différents groupes pour cet indicateur sont les suivants : belliqueux : 54, pacifiques : 72 et non mobilisés : 48. Les pointages ajustés présentés dans ce tableau ont été ramenés sur une base de 10. La variation s'exprime en pourcentage.

Au sein des paysans s'étant mobilisés de manière belliqueuse, une amélioration limitée des leurs moyens de production peut être soulignée (19,5 %). Deux aspects plus particuliers ressortent de la lecture des données de ce groupe. Premièrement, il est le seul groupe dont un répondant aura souligné une diminution de la superficie de terre à sa disposition. Le cas du répondant 20 est intéressant puisqu'il fait écho à une réalité que nous retrouvons au Chiapas, soit la fragmentation de la terre par le processus d'héritage. Reçue des parents et divisée entre les hommes de la famille, la terre de chacun des membres de la famille de ce répondant se sera réduite comme peau de chagrin. Aujourd'hui, après deux générations de fractionnement, ce producteur agricole ne se retrouve plus qu'avec un demi-hectare de terre cultivable, superficie insuffisante pour soutenir sa famille. Deuxièmement, les membres de ce groupe semblent se démarquer par une production autonome des semences nécessaires à leurs cultures. Plus de la moitié des répondants de ce groupe produisent eux-mêmes leurs semences. Les trois producteurs agricoles ayant passé du statut d'acheteur de graines à celui de

<sup>75</sup> Toutefois, ces deux cas ne sont pas nécessairement représentatifs du reste de notre échantillon ou de la situation globale à Mindanao. En effet, la culture du *hito* (poisson-chat) reste relativement marginale, bien qu'un programme gouvernemental vienne désormais appuyer ce genre de production alimentaire.

producteurs de celles-ci font le lien entre production autonome des graines, agriculture biologique et meilleure qualité de vie<sup>76</sup>.

Cette vision est en contradiction avec la tendance qui se constate chez les producteurs ne s'étant pas mobilisés. Un de ceux-ci témoigne que : « [m]ême les graines sont désormais fournies par les agro-industrielles puisque [si] j'ai à produire mes propres graines à partir de ma production [la prochaine récolte] sera plus basse. »<sup>77</sup> On constate ici la présence d'un argumentaire basé sur la productivité, utilisé afin de justifier l'utilisation des produits de l'agro-industrie. Ce discours de la productivité et du rendement, on le retrouve aussi lorsque l'on parle de l'utilisation des pesticides et des engrais chimiques. Notre catégorie de producteurs non mobilisés se présente comme la seule dont l'ensemble des membres fait usage de ces produits. Aussi, c'est le seul de nos trois groupes à témoigner d'une diminution des moyens de production. Bien que cette diminution soit faible, elle met néanmoins en évidence la direction suivie par les répondants non mobilisés. Le discours de ces producteurs ne s'arrête pas qu'au niveau du quantitatif, mais va plus loin en levant le voile sur la dépendance qui se développe envers ces produits. Bien que ces producteurs utilisent les adjuvants agricoles de manière courante, ils le font par nécessité, ne voyant pas d'autres solutions aux défis de la production. Comme le souligne le répondant de l'entrevue 37 : « sans ces produits, la terre ne donne plus »<sup>78</sup>.

### ***Les moyens de distribution***

Lorsque l'on s'intéresse aux moyens de distribution disponibles pour chacun de nos trois groupes de répondants, des portraits extrêmement variés se dessinent. On observe

---

<sup>76</sup> Ent Ph 10, réalisée dans la municipalité de Coronon, le 2 avril 2013, Ent Ph 23, réalisée dans la municipalité de Kalamansig, Sultan Kudarat, le 11 avril 2013 et Ent Ph 33, réalisée au village de Saloy, Mindanao, le 16 avril 2013 (traductions libres).

<sup>77</sup> Tiré de l'entrevue Ph 37, réalisée dans la municipalité de Calinan, Mindanao, le 17 avril 2013 (traduction libre).

<sup>78</sup> Tiré de l'entrevue Ph 37, réalisée dans la municipalité de Calinan, Mindanao, le 17 avril 2013 (traduction libre).

toutefois des tendances similaires lorsque l'on base notre analyse sur les variables de cet indicateur.

Dans les groupes pacifiques et belliqueux, nos répondants mettent en lumière ce que l'on pourrait qualifier de « relocalisation » de la distribution des produits agricoles. En effet, ces répondants soulignent qu'il est de plus en plus facile de distribuer leur production sur les marchés locaux et qu'il leur est désormais possible d'avoir une plus grande marge de manœuvre lorsque vient le temps de choisir leurs clients. Ces deux caractéristiques se reflètent dans nos indicateurs « destinataires » et « capacité de sélection des clients ». On explique principalement cet état de fait par l'organisation à laquelle on appartient et qui offre certains avantages à nos répondants : « Le prix à la vente directe à Bankerohan [marché agricole important de la ville de Davao et entrant dans la catégorie de marché régional], est de 5 à 6 pesos par kilo de légumes. Avec le regroupement, le prix est de 10 pesos par kilo<sup>79</sup> ». Ces répondants se rapprochent ainsi du marché local et leur organisation permet un gain financier. Dès lors, on voit que la capacité de sélection des prix des producteurs augmente.

**Tableau 3.5 : Pointage de l'indicateur « Qualité des infrastructures permettant la distribution des productions agricoles »**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation
	Brut	Ajusté	Brut	Ajusté	(%)
Belliqueux	16	2,22	44	6,11	175,23
Pacifiques	43	4,48	82	8,54	90,63
Non Mobilisés	28	4,38	28	4,38	0

Les pointages bruts maximaux que peuvent atteindre les différents groupes pour cet indicateur sont les suivants : Belliqueux : 72, Pacifiques : 96 et Non mobilisés : 64. Les pointages ajustés présentés dans ce tableau ont été ramenés sur une base de 10. La variation s'exprime en pourcentage.

<sup>79</sup> Tiré de l'entrevue Ph 32, réalisée à Saloy, Calinan, Mindanao, le 16 avril 2013 (traduction libre).

Le seul groupe de répondants allant à contresens de cette tendance est celui des producteurs non mobilisés. Plusieurs de nos répondants de ce groupe soulignent l'impossibilité de choisir l'acheteur de leur production. Comme ce producteur de caoutchouc l'explique, il n'y a « qu'une seule personne qui voyage pour acheter et transporter la production<sup>80</sup> ». La situation est la même pour les producteurs qui louent la terre en échange d'un pourcentage des fruits de la vente et de la production. « Le propriétaire de la terre est celui qui vend la production. Le coprah est vendu à Libak (à environ 30 kilomètres du lieu de l'entrevue) et le riz est vendu ici. [...] Ce sont les marchands qui choisissent seul les prix<sup>81</sup> ».

Chacun des différents groupes mobilisés a vu une amélioration de la qualité des infrastructures mises à sa disposition. Les paysans à mobilisation belliqueuse présentent toutefois des situations post et pré-mobilisation très différentes. Réalisant un bond de 175,23 % de leur pointage, ils passent de 2,22 points à 6,11 points sur 10. Cette situation tiendrait surtout au bris de l'isolement dans lequel se situaient les communautés des répondants. D'ailleurs, le développement et l'amélioration du réseau routier n'est pas étranger à cette augmentation, donnant la possibilité à des producteurs agricoles éloignés des centres urbains une possibilité d'intégration au marché régional. La variable représentant la qualité de la relation entre les producteurs connaît la plus forte augmentation auprès de nos répondants pacifiques, bénéficiant de structures de collaboration permettant la mise en place de relations d'entraide entre les différents producteurs. Cette entraide a un impact positif sur le profil alimentaire, diminuant notamment les coûts de transport des productions agricoles.

Les entrevues réalisées à Saloy<sup>82</sup> et à Calinan<sup>83</sup> mettent en évidence ces possibles effets de l'organisation paysanne. En effet, s'éloignant de logiques guerrières ou de clan, ces

---

<sup>80</sup> Tiré de l'entrevue Ph 29, réalisée à Libuton, Kalamansig, Sultan Kudarat, le 12 avril 2013.

<sup>81</sup> Tiré de l'entrevue Ph 25, réalisée à Kalamansig, Sultan Kudarat, le 12 avril 2013.

<sup>82</sup> Cf. Ent Ph 32, réalisée à Saloy, Calinan, Davao, le 16 avril 2013, Ent Ph 33, réalisée à Saloy, Calinan, Davao, le 16 avril 2013, Ent Ph 34, réalisée à Saloy, Calinan, Davao, le 16 avril 2013 et Ent Ph 35, réalisée sur la route Davao-Bukidnon, Calinan, Davao, le 16 avril 2013 (traductions libres).



structures permettent une mise en relation de producteurs agricoles à qui on ne donnait pas cette occasion de rencontre auparavant. Le développement de ces nouvelles relations permet un partage très bénéfique.

***La qualité d'alimentation perçue par nos répondants***

Reprenant notre barème d'évaluation du profil alimentaire, nous nous intéressons maintenant à la perception qu'ont nos répondants de leur situation alimentaire. Comme il l'a déjà été fait lors de l'étude du cas chiapanèque, cet indicateur souligne la perception qu'ont les paysans pacifiques et belliqueux de l'effectivité de leur mobilisation. Dans le cas des paysans sans mobilisation sociopolitique on s'attarde à la perception qu'ils ont de la différence de leur qualité d'alimentation entre les deux périodes.

**Tableau 3.6 : Pointage de l'indicateur « Qualité d'alimentation perçue »**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation
	Brut	Ajusté	Brut	Ajusté	(%)
Belliqueux	8	4,44	13	7,22	62,61
Pacifiques	14	5,83	17	7,08	21,44
Non Mobilisés	11	6,88	9	5,63	-18,17

Les pointages bruts maximaux que peuvent atteindre les différents groupes pour cet indicateur sont les suivants : Belliqueux : 18, Pacifiques : 24 et Non mobilisés : 16. Les pointages ajustés présentés dans ce tableau ont été ramenés sur une base de 10. La variation s'exprime en pourcentage.

Des deux groupes de répondants ayant vu leur perception de la qualité d'alimentation s'améliorer entre les deux périodes, le groupe de répondants belliqueux est celui qui semble avoir le mieux fait. Non seulement nos répondants nous parlent d'une situation pré-mobilisation se présentant comme la plus difficile des trois groupes (4,44/10), mais,

---

<sup>83</sup> Cf. Ent Ph 36, réalisée sur la route Davao-Bukidnon, Calinan, Davao, le 17 avril 2013, Ent Ph 37, réalisée sur la route Davao-Bukidnon, Calinan, Davao, le 17 avril 2013, Ent Ph 38, réalisée sur la route Davao-Bukidnon, Calinan, Davao, le 17 avril 2013 et Ent Ph 39, réalisée sur la route Davao-Bukidnon, Calinan, Davao, le 17 avril 2013 (traductions libres).

dans la période post-mobilisation, ils se retrouvent avec le meilleur score de qualité d'alimentation perçue (7,22/10). Les répondants pacifiques perçoivent aussi une amélioration de la qualité de leur situation alimentaire, mais cette amélioration est moins forte que dans le groupe précédent (21,44 % comparé à 62,61 % dans le cas des répondants belliqueux). Les seuls à ne pas suivre cette tendance sont les producteurs alimentaires ne s'étant pas mobilisés au sein d'un mouvement sociopolitique. Bien que cette dégradation ne soit pas forte, elle reste toutefois notable et contribue à souligner la difficulté de la situation dans laquelle se retrouvent ces répondants.

Les différences de pointages présentés ici semblent dépendre de certains facteurs qui ont été mis de l'avant durant les entrevues. De nombreux répondants des groupes pacifique et belliqueux soulignent que leur participation leur aura permis de développer de nouvelles techniques d'agriculture et de diversifier leurs sources de revenus. En termes de techniques d'agriculture, ils sont nombreux à avoir profité d'ateliers de formation portant sur différentes méthodes d'agriculture, méthodes allant souvent dans le sens d'une plus grande indépendance des producteurs face au marché. Ainsi, on renoue avec la tradition de la préparation de ses propres graines, on réussit à se doter, personnellement ou collectivement, des outils nécessaires à chaque type de culture. Pour plusieurs, on se donne surtout les moyens de vivre et de produire sans agent chimique et fertilisant. Le marché reste toutefois l'endroit où s'écoule la production. La tendance générale semble ici aussi être un gain d'indépendance face à l'agro-industrie et un rapprochement entre producteurs et consommateurs et entre marché local et marché régional. Chacun de ces points, qui fait le succès des producteurs belliqueux et des pacifiques, suit un mouvement inverse chez les producteurs n'ayant pas pris part à une forme de mobilisation.

## **Conclusions sur Mindanao**

La mise en commun de l'ensemble des pointages obtenus pour chacun des indicateurs du profil alimentaire nous donne un portrait plus global de la situation à laquelle font

face les paysans du sud de Mindanao, différenciés par leur type de mobilisation sociopolitique.

Selon les entrevues réalisées à Mindanao, les producteurs agricoles qui se retrouvent avec le meilleur profil alimentaire seraient ceux adoptant un mode de mobilisation pacifique. Ce groupe aura réussi à augmenter son profil de 36,57 % entre les deux périodes d'étude. Le profil alimentaire de ce groupe était le plus élevé lors durant la période pré-mobilisation. Il conservera ce statut dans la seconde période. Les paysans choisissant de se mobiliser de manière belliqueuse présentent le profil alimentaire le moins enviable dans la première période à l'étude avec un pointage agrégé de 46,2/100. On note toutefois la plus grande amélioration du profil alimentaire au sein de cegroupe. Atteignant le pointage de 74,85 sur 100, ils affichent désormais un profil alimentaire de bonne qualité. Les producteurs agricoles ne se mobilisant pas sont les seuls à enregistrer une baisse de leur profil alimentaire. Cette diminution qui reste toutefois faible place ce groupe dans la position la moins favorable du point de vue du profil alimentaire. Avec un pointage de 50,66/100, la situation alimentaire de ce groupe apparaît difficile, en plus de continuer à se détériorer. Cette diminution n'est toutefois pas une surprise puisque pareille direction avait été remarquée pour chacun des indicateurs du profil alimentaire.

**Tableau 3.7 : Pointage de l'indicateur « Profil alimentaire »**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation
	Brut	Ajusté	Brut	Ajusté	(%)
Belliqueux	79	46,2	128	74,85	62,01
Pacifiques	134	58,77	183	80,26	36,57
Non Mobilisés	86	56,58	77	50,66	-10,46

Les pointages bruts maximaux que peuvent atteindre les différents groupes pour cet indicateur sont les suivants : Belliqueux : 171, Pacifiques : 228 et Non mobilisés : 152. Les pointages ajustés présentés dans ce tableau ont été ramenés sur une base de 100. La variation s'exprime en pourcentage.

La répartition de la terre et la manière d'en faire la gestion demeurent encore aujourd'hui un des sujets de tensions et de discussions très importants sur l'île de Mindanao. Les longs conflits divisant musulmans, chrétiens, peuples autochtones, administrations centrales et locales et promoteurs d'une agriculture locale ou ceux favorisant les marchés d'exportation ne semblent pas être à la veille d'une résolution définitive. Les producteurs agricoles évoluant dans cet environnement auront tous eu à faire, à un moment ou à un autre, un choix concernant une implication sociopolitique.

Tel que nous l'avons vu, certains de ces producteurs semblent bien tirer leur épingle de cette situation aux multiples embûches. Les producteurs agricoles organisés, que ce soit au travers d'une participation pacifique ou belliqueuse, semblent en effet améliorer leurs conditions. Un des principaux gains que ces producteurs semblent avoir acquis au travers de cette organisation est une certaine indépendance face au système agricole industrielle. Ces producteurs agricoles semblent être en mesure de briser la relation de dépendance qu'ils entretenaient autrefois avec leurs différents fournisseurs et les acheteurs de leur production. Ainsi, l'intervenant de l'entrevue Ph 25 soulignait qu'auparavant le propriétaire des terres sur lesquelles il travaillait était le seul à pouvoir choisir le prix de vente de sa production<sup>84</sup>. Le répondant de l'entrevue Ph 34 soulignait aussi qu'il devait se plier aux prix du marché public en plus de devoir défrayer les frais du transport de sa production. Dans cet exemple, le marché public de Davao, Bankerohan, où cet agriculteur vendait une partie de sa production, est situé à près de 100 kilomètres des ses terres<sup>85</sup>.

Certaines agences gouvernementales mettent aussi l'épaule à la roue, favorisant la mise en place de cultures biologiques à certains endroits et essayant de diversifier les productions alimentaires dans certaines régions du pays (Dar, 1996, Green et al., 2003). Les défis restent toutefois de taille face à une ouverture de plus en plus grande des marchés agricoles philippins (Bello, 2004, Borras, 2011) et une déplétion de certaines

---

<sup>84</sup> Tiré de l'entrevue Ph 25, réalisée à Kalamansig, Sultan Kudarat, le 12 avril 2013

<sup>85</sup> Tiré de l'entrevue Ph 34, réalisée à Saloy, Calinan, Mindanao, le 16 avril 2013.

des ressources importantes du pays, comme le poisson (Green et al., 2003). Toutefois, il nous est désormais possible de dire que, par la solidarisation des populations, la marginalisation de certains pans de la société peut être et la mise en place de solutions permet l'amélioration de la qualité de vie de l'ensemble de la population.

Bien que nos répondants sans mobilisation se retrouvent dans une situation générale qui semble plus difficile que les répondants de nos deux autres groupes, ils démontrent une bonne capacité de résilience face à une situation économique et sociale difficile. En effet, les structures de solidarités sont très présentes à Mindanao, même lorsqu'un individu ne s'associe pas nécessairement à un groupe en particulier. La famille, la communauté et le *barangay* (constituant une communauté élargie), sont des ressources non négligeables pour un grand nombre des personnes que nous aurons interrogées. Nos entrevues nous auront offert de nombreux exemples de l'esprit de solidarité encore présent à Mindanao. Bien que cette situation ne soit pas unique à cette île, rendre disponible un *carabao* pour pallier le manque d'outils d'un voisin<sup>86</sup>, partager des connaissances qui permettront le développement d'une nouvelle culture, adaptée à la région<sup>87</sup> ou prêter main-forte à un membre de la communauté lors de la récolte<sup>88</sup>, sont toutes des actions permettant d'augmenter la qualité de vie des paysans.

Après avoir approfondie nos connaissances sur chacun des cas d'étude, il ne reste plus qu'à tenter de comparer ces situations qui, à prime abord, peuvent paraître très distantes l'une de l'autre. Le prochain chapitre fait la comparaison des résultats obtenus au Chiapas et à Mindanao.

---

<sup>86</sup> Tiré de l'Entrevue Ph 21, réalisée à Coronon, Mindanao, le 4 avril 2013.

<sup>87</sup> Tiré de l'Entrevue Ph 2, réalisée dans le barangay Los Amigos, Mintal, Mindanao, le 19 mars 2013.

<sup>88</sup> Tiré de l'Entrevue Ph 9, réalisée à Lupon, Mindanao, le 2 avril 2013.



## **Conclusion.**

### **Un regard comparatif sur le Chiapas et Mindanao**

Le dernier chapitre de ce travail est l'occasion d'en approfondir la nature comparative. L'approche utilisée jusqu'à maintenant, où chaque pays était utilisé comme unité de base afin d'exposer l'état de chacun de nos indicateurs en son sein, sera ici inversée, afin d'utiliser nos indicateurs comme unité de comparaison. Ce changement de méthode permettra un meilleur discernement des éléments rapprochant et éloignant nos deux régions à l'étude en ce qui a trait au changement du profil alimentaire de ces populations paysannes à la suite ou non de leur mobilisation.

Revenons tout d'abord sur nos hypothèses de base et voyons si elles concordent avec les résultats finaux de ce travail. Chacun des trois modes de participation sociopolitique portait une hypothèse lui étant propre : 1) Une nature pacifique de la participation sociopolitique entraîne une augmentation modérée du profil alimentaire; 2) Une nature belliqueuse de la participation sociopolitique entraîne une augmentation forte du profil alimentaire; et 3) une absence de participation sociopolitique entraîne une stagnation du profil alimentaire.

#### **Sur le type d'agriculture**

Les tendances constatées dans chacun des deux ensembles géographiques, lors de la période pré-participative, semblent se rejoindre. En effet, on constate que c'est un type d'agriculture traditionnel qui prévaut dans les deux endroits. Toutefois, au sein de la période post-confliktuelle, le paysage se complexifie et les deux réalités se distancient l'une de l'autre. Au Chiapas, on remarque très vite une similarité entre les producteurs agricoles pacifiques et belliqueux, soit un délaissement des techniques agro-industrielles ayant pu être utilisé dans la période pré-conflit. Au sud de Mindanao, le changement est plus diffus au sein des trois différents groupes de producteurs agricoles. Ici, on constate plutôt une diversification relativement importante du type d'agriculture utilisé. Dans la période post-conflit, on se retrouve avec autant de répondants pratiquant une agriculture de type biologique que de répondants ayant recours aux méthodes agro-

industrielles de production. L'augmentation de l'utilisation de ces deux types d'agriculture est pratiquement la même, d'où la situation de diversification diffuse des techniques agricoles.

**Tableau 4.1 : Comparaison des pointages ajustés des indicateurs «Type d'agriculture» pour le Chiapas et Mindanao**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation	
	Chiapas (/10)	Mindanao (/10)	Chiapas (/10)	Mindanao (/10)	Chiapas (%)	Mindanao (%)
Belliqueux	6,25	4,44	9,38	7,78	50	75,23
Pacifiques	5,45	5,42	7,73	4,58	41,74	-15,5
Non mobilisés	3,13	3,75	2,5	2,5	-20	-33,33

Les pointages ajustés présentés dans ce tableau ont été remmenés sur une base de 10. La variation s'exprime en pourcentage.

Ces tendances lourdes ne représentent toutefois pas la réalité de chacun des groupes de producteurs agricoles, une fois répartis par type de participation sociopolitique. Au Chiapas et à Mindanao, les répondants ayant choisi un mode de participation belliqueux semble partager une situation similaire. Dans les deux cas, c'est ce groupe qui aura fait le saut vers un type d'agriculture biologique dans la période post-participative. Au Chiapas, c'est au sein de ce groupe que l'on voit l'augmentation la plus drastique de l'usage de ces techniques agricoles. À Mindanao, le groupe des paysans belliqueux est le seul où on note l'absence des pratiques agro-industrielles dans la période post-participative. Les producteurs agricoles pacifiques du Chiapas suivent aussi cette tendance à adopter des techniques biologiques. Dans le sud de Mindanao, la situation chez les paysans adoptant ce type de participation pacifique est différente. Chez eux, on constate un léger déplacement des pratiques allant vers l'agro-industriel. Autant le gouvernement qu'un grand nombre de coopératives agricoles appuient de telles pratiques, ce qui expliquerait une telle situation. Finalement, dans nos deux cas d'étude,



on constate que les producteurs agricoles sans participation sociopolitique sont les seuls dont les changements de pratiques agricoles se dirigent clairement vers l'agro-industrie. De l'ensemble de nos répondants sans participation sociopolitique, alors qu'un seul utilisait des techniques agricoles agro-industrielles dans la première période, ils sont désormais huit sur seize (50%) à les utiliser dans la seconde période. Autant au Chiapas qu'à Mindanao, l'absence de participation signifie donc un rapprochement avec de telles techniques agricoles.

Chiapas et Mindanao se retrouvent tous deux dans une situation où deux principaux paradigmes se font face en ce qui a trait au type d'agriculture exercé. D'un côté, nos répondants utilisant des techniques agro-industrielles mettent de l'avant les nécessités de productivité et de rendement qui seraient, selon eux, inhérentes à l'activité agricole contemporaine. D'un autre côté, on retrouve des producteurs agricoles des deux régions à l'étude qui parlent d'indépendance économique face aux grandes compagnies agro-industrielles, de qualité de la production et de protection de l'environnement faisant le choix de l'agriculture biologique. Deux visions de l'agriculture se retrouvent donc ici, deux visions aux antipodes, mais présentes autant aux Philippines qu'au Mexique.

#### **Sur le lien entre culture et agriculture**

Des cultures différentes possèdent différents moyens afin de se mettre en valeur et de se transmettre de génération en génération. Entre le Chiapas et Mindanao toutefois, les réalités s'entrecroisent. Autant les répondants belliqueux que les répondants sans mobilisation de ces deux ensembles géographiques partagent des tendances très similaires. En ce qui concerne les paysans belliqueux, les deux groupes renforcent leur lien entre culture et pratiques agricoles. On souligne, dans les deux cas, qu'une valorisation de la culture locale a un effet positif sur la qualité de nourriture rendue disponible dans les cellules familiales. De plus, on remarque, au Chiapas, une volonté de transmission de cet héritage, l'éducation zapatiste mettant en valeur une histoire basée sur les réalités des peuples autochtones de la région en faisant foi. À Mindanao aussi cette volonté de transmission se fait ressentir, celle-ci étant toutefois beaucoup sentie

et vécue comme une tâche incombant à la famille. Suivant cette même ligne de pensée et de conduite, les paysans pacifiques chiapanèques se distinguent de leurs homologues *mindanaweños*. En effet, ces derniers voient s'affaiblir le lien unissant la culture locale et les pratiques agricoles, situation partagée avec les producteurs agricoles sans participation. On explique la situation de ces deux groupes principalement par quatre différentes causes. La première serait qu'on adopte de nouvelles pratiques agricoles afin de répondre aux demandes du marché. La mise en place de la culture du hito (poisson chat) dans le barrio Los Amigos de Davao est un bon exemple de ce genre de situation. La deuxième cause est liée à la première. Selon ces producteurs agricoles, une situation économique ne peut qu'être difficilement viable à moins que ne soient apportés des changements dans les techniques agricoles utilisés, changements vus comme allant nécessairement dans le sens de pratiques agro-industrielles. La promotion de ce type d'agriculture par le gouvernement philippin et le relais de cette information par de nombreuses coopératives agricole ne semblent pas étrangers à cette situation. Troisièmement, la pression démographique résultant des vagues de colonisation qu'a connues Mindanao a entraîné une forte augmentation de la pression agricole. Les migrants arrivant avec des techniques ne correspondant pas, dans bien des cas, à la culture locale, une compétition a donc pris place au niveau de la productivité agricole. Les «règles du marché» ayant changé avec la venue de ces nouveaux paysans, une adaptation devenait donc «nécessaire». Finalement, c'est la situation difficile dans laquelle sont plongées certaines familles qui fait en sorte que les parents, ne voyant pas l'agriculture comme un débouché valable pour leurs enfants dans l'avenir, mettent en valeur d'autres moyens de subsistances. Lorsque l'on demande à certains de nos répondants ce qu'ils souhaitent à leurs enfants, ils nous répondent : «Après leur passage à l'école, on leur souhaite une stabilité financière, (...) on espère qu'ils choisissent un bon travail, c'est difficile d'être paysan»<sup>89</sup>. La seule situation qui soit équivalente au Chiapas est celle des répondants sans participation. On souligne ici aussi qu'au sein de la tradition, point de salut pour les producteurs agricoles. Alors que six agriculteurs sur

---

<sup>89</sup> Tiré de l'entrevue Ph 4, réalisée au barangay Los Amigos, Davao, le 19 mars 2013 (traduction libre).

huit maintenaient des liens entre la culture locale et les pratiques agricoles dans la période pré-participative, ils ne sont plus que trois à partager cette caractéristique dans la seconde période d'étude.

**Tableau 4.2 : Comparaison des pointages ajustés des indicateurs «Lien entre culture locale et production agricole» pour le Chiapas et Mindanao**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation	
	Chiapas (/10)	Mindanao (/10)	Chiapas (/10)	Mindanao (/10)	Chiapas (%)	Mindanao (%)
Belliqueux	5,47	3,7	4,69	5,56	-14,26	50,27
Pacifiques	3,31	4,17	4,13	2,43	24,77	-41,73
Non mobilisés	4,69	4,69	2,35	3,13	-49,89	-33,26

Les pointages ajustés présentés dans ce tableau ont été remmenés sur une base de 10. La variation s'exprime en pourcentage.

Ainsi, dans nos deux cas d'étude, les changements socio-économiques qui touchent le secteur de l'agriculture viennent réellement remettre en question certains éléments du patrimoine des producteurs agricoles et la viabilité de telles pratiques. Alors que certains soulignent les bienfaits d'une agriculture se conformant plus au besoin des populations et de la coutume locale, d'autres soulignent que l'agriculture ne peut plus être réalisée sans l'aide de la technologie.

#### **Sur les moyens de production**

Des différentes situations que l'on retrouve dans nos deux cas d'étude, ce sont celles des paysans mobilisés de manière belliqueuse qui partagent le plus de similarités (voir tableau 4.3). Dans chacun de ces groupes, on souligne l'augmentation de la superficie des terres à la disposition des paysans et un plus grand accès à la propriété. De plus, ces deux groupes de paysans violents sont ceux qui démontrent la plus grande indépendance en ce qui a trait à la production des semences. En effet, les huit

répondants belliqueux du Chiapas et cinq des neuf répondants belliqueux du sud de Mindanao produisent eux-mêmes leurs semences. Au sud de Mindanao et au Chiapas, ce sont les groupes de paysans violents qui, par rapport aux groupes pacifiques et non mobilisés, ont la plus forte proportion de production autonome des semences. Les situations des groupes de paysans pacifiques du sud de Mindanao et du Chiapas sont très proches l'une de l'autre. Toutefois alors que la situation des paysans pacifiques chiapanèque est caractérisée par la stagnation, c'est une tendance de forte amélioration que vivent les paysans pacifiques de Mindanao. Les paysans pacifiques de cette île augmentent la superficie des terres à leur disposition, ainsi que la possession de celles-ci. Ce sont ces facteurs de superficie et de possession de la terre qui permettent à ces paysans de réussir à augmenter leur indicateur de 34,65% d'une période à l'autre. Entre les deux périodes d'étude, ces deux facteurs restent stables au Chiapas, faisant en sorte que les pontages ajustés de ces deux groupes pacifiques atteignent pratiquement les mêmes valeurs soit de 9,1/10 pour le Chiapas et de 9,17/10 pour le sud de Mindanao.

**Tableau 4.3 : Comparaison des pointages ajustés des indicateurs «Moyens de production» pour le Chiapas et Mindanao**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation	
	Chiapas (/10)	Mindanao (/10)	Chiapas (/10)	Mindanao (/10)	Chiapas (%)	Mindanao (%)
Belliqueux	8,13	7,59	10	9,07	23,08	19,5
Pacifiques	9,1	6,81	9,1	9,17	0	34,65
Non mobilisés	8,13	7,29	9,58	6,88	17,95	-5,62

Les pointages ajustés présentés dans ce tableau sont sur 10 points. La variation s'exprime en pourcentage.

Ce sont les situations des groupes de paysans non mobilisés qui se distinguent l'une de l'autre lorsque l'on s'attarde aux moyens de production. Ce groupe de paysans affichent une très bonne situation au Chiapas, réussissant à augmenter leur dotation de terre

d'une période à l'autre et affichant un pointage ajusté post-conflit de 9,58/10, le deuxième meilleur de nos 6 groupes à l'étude. Les paysans non mobilisés de Mindanao voient leur situation se fragiliser. Parmi ces répondants, on souligne principalement la dépendance qui s'est développée envers les adjuvants chimiques. De plus, seulement un des répondants de ce groupe continue à produire lui-même les semences nécessaires à sa production agricole. Cette situation de dépendance, déjà soulignée dans ce travail, affecte directement le pouvoir économique du paysan qui se voit désormais obligé d'acheter les produits de l'agro-industrie.

#### **Sur les moyens de distribution.**

Nos deux cas d'étude nous présentent des portraits diversifiés des moyens de distribution de la production agricole. Au Chiapas, on note une tendance généralisée entre nos trois groupes de paysans, allant vers l'amélioration de cet indicateur. Le fait est que le Chiapas est encore aujourd'hui l'État mexicain le plus isolé du Mexique (Programme alimentaire mondial, 2008; 6). Il l'était déjà lors de la période pré-conflit, situation reflétée par la valeur très basse des pointages ajustés des groupes de cet ensemble géographique. Dans le sud de Mindanao, on note une tendance vers l'amélioration des pointages des groupes mobilisés, les paysans non mobilisés présentant une situation de stagnation et ayant le pointage le moins élevé de nos six groupes dans la période post-mobilisation.

**Tableau 4.4 : Comparaison des pointages ajustés des indicateurs «Moyens de distribution» pour le Chiapas et Mindanao**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation	
	Chiapas (/10)	Mindanao (/10)	Chiapas (/10)	Mindanao (/10)	Chiapas (%)	Mindanao (%)
Belliqueux	2,81	2,22	7,19	6,11	155,56	175,23
Pacifiques	1,93	4,48	5,46	8,54	182,46	90,63
Non mobilisés	2,81	4,38	6,72	4,38	138,89	0

Les pointages ajustés présentés dans ce tableau sont sur 10 points. La variation s'exprime en pourcentage.

Les tendances observées sont similaires pour les quatre groupes de paysans mobilisés. Dans l'ensemble de ces groupes, on souligne l'amélioration notable des infrastructures publiques, offrant un accès amélioré aux différents marchés régionaux. La réduction de la distance entre le producteur et le marché régional permet le contact avec un plus grand nombre de clients, augmentant ainsi la capacité du producteur à vendre ses produits à meilleur prix. Les groupes de paysans non mobilisés se distinguent de cette tendance par leur incapacité de choix de clientèle. Dans nos deux cas d'étude, les paysans non mobilisés se retrouvent sans la liberté du choix de l'acheteur de leur production. Ils restent dépendants d'un acheteur indépendant (les *coyotes* au Mexique ou les *financers* dans le sud de Mindanao) ou des entreprises agro-industrielles présentent dans leurs régions.

On note une différence importante entre nos deux cas d'étude. Alors que l'amélioration de l'indicateur de qualité des infrastructures de distribution de la production agricole est partagée par tous les groupes au Chiapas, elle ne l'est pas au sud de Mindanao. On explique principalement cette donnée par le bris de l'isolement des communautés auxquelles appartiennent nos répondants. En effet, après les événements du 1<sup>er</sup> janvier 1994, le gouvernement mexicain a mis en place un plan de dotation d'infrastructures pour l'État du Chiapas. Ainsi, l'isolement dont souffrait l'État s'est estompé, rendant disponible un réseau de transport qui était inexistant jusqu'alors à un grand pan de la population. Au sud de Mindanao, ce bris d'isolement peut aussi être constaté, mais ne passe pas par le développement d'un réseau de communication. Cette ouverture passe plutôt par la possession de moyens de transport, les coopératives de Saloy et de Marilog suivant cette logique, ou par la mise à disposition d'un marché local ou régional.

#### **Sur la qualité de l'alimentation perçue**

Les tendances générales observées, autant au Chiapas que dans le sud de Mindanao, vont dans le sens d'une amélioration de la perception de la qualité d'alimentation. Les quatre groupes de paysans mobilisés améliorent leur perception de leur qualité d'alimentation. Les répondants soulignent certains éléments participants à cette amélioration, desquels la diversification des sources de revenus, l'adoption de nouvelles

techniques agricoles et la plus grande indépendance face à l'agro-industrie sont les plus importantes. Ces trois éléments sont rendus disponibles par l'éducation et la formation des paysans. De fait, l'ensemble des organisations paysannes auxquelles appartiennent nos répondants offrent des ateliers et des séminaires, faisant de la transmission des savoirs un facteur important d'amélioration de la qualité de l'alimentation. Au Chiapas, un de nos répondants souligne que «(...) plus d'information est disponible aujourd'hui, surtout en ce qui concerne les [fertilisants chimiques et les semences transgéniques]. Maintenant nous luttons pour conserver les pratiques normales qui n'utilisent pas ce genre de produits»<sup>90</sup>. Des points de vue similaires sur l'impact de la mise à disposition d'informations et sur la formation paysanne se retrouvent au sud de Mindanao, principalement liés aux techniques de cultures biologiques. C'est d'ailleurs ce que souligne un de nos répondants :

*[n]ous recevons des formations sur l'agriculture organique. La production n'est pas aussi grande, mais la durabilité de la culture est grandement améliorée, plus spécialement pour les légumes. Les vaporisateurs inorganiques sont non seulement dispendieux, ils sont aussi dangereux pour la santé*<sup>91</sup>.

---

<sup>90</sup> Tiré de l'entrevue Mx 18, réalisée à San Cristobal de las Casas, le 23 juillet 2012 (traduction libre).

<sup>91</sup> Tiré de l'entrevue Ph 22, réalisée à Coronon, Davao Oritenal, le 4 avril 2013 (traduction libre).

**Tableau 4.5 : Comparaison des pointages ajustés des indicateurs «Qualité d'alimentation perçue» pour le Chiapas et Mindanao**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation	
	Chiapas (/10)	Mindanao (/10)	Chiapas (/10)	Mindanao (/10)	Chiapas (%)	Mindanao (%)
Belliqueux	4,38	4,44	6,25	7,22	42,86	62,61
Pacifiques	4,55	5,83	6,82	7,08	50,06	21,44
Non mobilisés	3,75	6,88	6,25	5,63	66,67	-18,17

Les pointages ajustés présentés dans ce tableau sont sur 10 points. La variation s'exprime en pourcentage.

L'amélioration de la perception de la qualité de l'alimentation est aussi observée au sein du groupe de producteurs non mobilisés du Chiapas. Ces répondants expliquent cette amélioration par la plus grande production agricole et l'augmentation de leurs revenus. Cette perception de la situation alimentaire est l'inverse de la tendance observée pour l'indicateur de profil alimentaire. La vision de ce groupe de leur qualité d'alimentation passe principalement par des indicateurs économiques de production ou de revenus, toutefois, le profil alimentaire, prenant en compte ces indicateurs, ajoute des préoccupations de durabilité des pratiques, d'autonomie du paysan et de qualité physique de la production. Ce sont ces différences de compréhension de ce qu'est la qualité de l'alimentation qui explique ces tendances opposées.

Le seul des groupes où l'on constate une baisse de la qualité d'alimentation perçue est le groupe des paysans non mobilisés du sud de Mindanao. Ces répondants notent les transformations qui se produisent au sein de leur modèle agricole et mettent en évidence un changement principal, celui du développement d'une dépendance envers l'agro-industrie. Le développement de cette dépendance n'est pas vu d'un œil positif, expliquant leur perception à la baisse de la qualité de l'alimentation.



### Sur le profil alimentaire

La comparaison des pointages de notre indicateur agrégé nous enseigne que les profils alimentaires des répondants partageant le même type de mobilisation suivent des tendances similaires d'un cas d'étude à l'autre. Ainsi, les deux groupes de paysans belliqueux, comparés aux autres groupes de leur ensemble géographique, vivent la plus forte variation positive de leur pointage entre les périodes pré et post-mobilisation. Ces paysans belliqueux se trouvaient aussi dans la situation pré-mobilisation la moins enviable.

Les paysans pacifiques du Chiapas et du sud de Mindanao partagent aussi une situation similaire. Les deux groupes enregistrent une amélioration positive de leur profil, amélioration les faisant terminer, dans les deux cas, avec la meilleure situation alimentaire de leur région respective. Autant pour les paysans pacifiques que pour les paysans belliqueux du Chiapas et du sud de Mindanao, c'est principalement la préservation ou la mise en pratique de techniques agricoles traditionnelles et biologiques qui est une source commune de cette amélioration.

Les seuls paysans à afficher un recul de la valeur du profil alimentaire sont ceux ne s'étant pas mobilisés. Dans les deux régions à l'étude, on enregistre un recul similaire, ayant comme conséquence de situer ces deux groupes de paysans non mobilisés dans la position la moins favorable par rapport aux profils alimentaire des autres groupes.

**Tableau 4.6 : Comparaison des pointages ajustés des indicateurs «Profil alimentaire» pour le Chiapas et Mindanao**

Conflit Paysans	Pré		Post		Variation	
	Chiapas (/100)	Mindanao (/100)	Chiapas (/100)	Mindanao (/100)	Chiapas (%)	Mindanao (%)
Belliqueux	53,29	46,2	75,66	74,85	41,98	62,01
Pacifiques	62,57	58,77	80,86	80,26	29,23	36,57
Non mobilisés	64,91	56,58	56,58	50,66	-12,84	-10,46

Les pointages ajustés présentés dans ce tableau sont sur 100 points. La variation s'exprime en pourcentage.

Au Chiapas, l'autonomie face au gouvernement fédéral et à l'État bénéficie au profil alimentaire. En effet, le seul groupe de paysans sollicitant et utilisant les faveurs des différents paliers de gouvernement est le groupe de paysans sans mobilisation. Celui-ci, en recevant des appuis agricoles de type agro-industriel, voit clairement ses indicateurs de type d'agriculture et de lien entre culture locale et production agricole se détériorer. De plus, l'utilisation répandue, au sein de ce groupe, d'adjuvants agricoles chimiques continue d'handicaper le profil alimentaire de ce groupe. Au sud de Mindanao, les paysans sans mobilisation se retrouvent dans une situation similaire où l'usage des techniques agro-industrielles, de plus en plus répandue, a un impact négatif sur la situation alimentaire. Une dépendance de ces producteurs envers les semences, les engrais et fertilisants chimiques et le pouvoir d'achat des compagnies agro-industrielles a d'ailleurs été préalablement souligné par certains de nos répondants, se retrouvant sans ressources leur permettant de sortir de cette situation. L'espace d'indépendance que les quatre groupes de paysans mobilisés ont réussi à se ménager est un des facteurs principaux d'amélioration de leur condition alimentaire.

Ainsi, on constate que, des trois hypothèses de départ que nous avons formulées, deux se sont révélées exactes alors qu'une doit être revue. Nos hypothèses concernant les groupes mobilisés de manière pacifique ou belliqueuse, soit respectivement une augmentation modérée et forte du profil alimentaire, se révèlent exactes dans nos deux régions d'étude. L'hypothèse d'une stagnation du profil alimentaire des répondants non mobilisés se sera toutefois révélée inexacte. En effet, c'est une situation de dégradation du profil alimentaire que nous présentent ces deux groupes. Toutefois, les non mobilisés, par une situation pré-conflit la plus favorable, notamment du point de vue de la possession et de la superficie de la terre, ne semblent pas percevoir une modification de leurs modes de vie d'une période à l'autre. La perception que ces groupes ont de l'évolution de leur situation alimentaire est faiblement négative dans le cas de Mindanao (-18,17%) et en forte augmentation dans le cas du Chiapas (66,67%). Ainsi,

nous croyons que la dégradation du profil alimentaire des non mobilisés serait directement liée à notre postulat de base favorisant un type d'agriculture particulier. Alors que nous observons une dégradation de leur profil alimentaire, ces répondants, se basant sur des indicateurs différents des nôtres, arrivent à des conclusions différentes.

Les tendances observées confirment la théorie de Scott voulant que la mobilisation armée des paysans soit la résultante de situation plus extrêmes. En effet, les paysans belliqueux du Chiapas et du sud de Mindanao partageaient le statut de groupes au profil alimentaire le plus défavorable au sein de la période pré-confliktuelle. Ces deux groupes ont réalisé les plus fortes améliorations de leurs pointages du profil alimentaire. On confirme donc que la mobilisation se réalise au sein de situations plus extrêmes, plus oppressantes.

Un grand nombre de caractéristiques, présentes au sein des deux groupes de répondants mobilisés, se rapprochent des explications offertes par la lecture sociologique de la mobilisation des ressources. Dans nos deux cas d'étude, on retrouve une des caractéristiques principales que donnait Lapeyronnie à ce type de mouvement, soit la contestation d'une forme d'autorité faisant obstacle à la réalisation des valeurs promues par les groupes (Lapeyronnie, 1988; 595). De plus, l'ensemble des groupes violents pris en compte au sein de cette recherche démontre bien le point de Gamson qui soulignait l'efficacité de la violence dans le cas de populations marginalisées, leur permettant de faire entrer leurs revendications dans le système politique (Illionor, 2009; 69).

Le présent effort de recherche est exploratoire et souffre de plusieurs limites. On bonifierait l'apport d'une recherche semblable en augmentant le nombre de répondants pris en compte. De plus, un ciblage plus précis de communautés ou de région d'études permettrait de faire ressortir ou d'isoler des facteurs d'influence du profil alimentaire plus efficacement. Toutefois, la comparaison des situations alimentaires des populations paysannes du Chiapas et du sud de Mindanao aura démontré l'intérêt et la pertinence d'un tel effort. La démarche faisant le lien entre types de mobilisation sociopolitique et

effets sur le profil alimentaire devrait être testée dans d'autres pays. Il serait intéressant de déplacer cette question de recherche à des pays ayant vécu des changements de régime politique suite à des révolutions paysannes. Le Nicaragua et le Viet Nam, de ce point de vue, sont de possibles sujets d'études pouvant permettre d'approfondir la réflexion sur l'impact des mouvements paysans. Un des apports principaux de cette démarche exploratoire aura été d'asseoir la notion de profil alimentaire, qui s'avère être une synthèse réussie des concepts de sécurité et de souveraineté alimentaire. Ce nouveau concept fait état non seulement de l'importance du revenu économique comme indicateur de la santé de la paysannerie, mais aussi de la durabilité des cultures, de l'autonomie des individus et de la qualité perçue et réelle de l'alimentation. Le profil alimentaire considère que ces facteurs sont tous importants pour comprendre la situation alimentaire des populations et pour offrir une vision plus holistique et durable de l'agriculture.

## Bibliographie

ABAO, Carmela (1997) «Dynamics among political blocs in the formation of a political party», dans Miriam Coronel FERRER (ed.), *Philippine Democracy Agenda: civil society making civil society*, Quezon City: Third World Study Center.

ABINALES, Patricio N. (2000) *Making Mindanao : Cotabato and Davao in the formation of the Philippine nation-state*, Manila: Ateneo de Manila University Press, 235 pages.

ADAMS, Mark et Mark BRADBURY (1995) *Conflict and development: organisational adaptation in conflict situation*, Oxford: Oxfam, Vol. 4.

AFFRE, Nathalie (1998) «Comptes Rendus», *Journal de la Société des Américanistes*, Vol. 84, No. 1, pp. 323-337.

AFRIM (2001) *Food Basket daw ang Mindanao?: a look into the food security situation at the household level*, Mindanao: Davao, Alternate Forum for Research in Mindanao.

AFRIM (2003a) «Insight from the Margins: Exploring Land Reform Implementation in Settlement Lands», *Bantáaw : Economic and Social Indicators of Mindanao*, Mindanao : Davao, Vol. 16, No. 1-2.

AFRIM (2003b) «Land Distribution Peril: Agrarian reform in the Autonomous Region of Muslim Mindanao», *Bantáaw : Economic and Social Indicators of Mindanao*, Mindanao : Davao, Vol. 16, No. 8-9.

AFRIM (2004a) «Banana Plantation Cooperatives: Do they work?», *Bantáaw : Economic and Social Indicators of Mindanao*, Mindanao : Davao, Vol. 17, No. 5-6.

AFRIM (2004b) «From Farmworkers to Cooperative Growers: Contract growing in CARP-redistributed banana plantations», *Bantáaw: Economic and Social Indicators of Mindanao*, Mindanao : Davao, Vol. 17, No. 1-12.

AFRIM (2007) «The rice farmers of Mindanao: Can they brave the storm?», *Bantáaw: Economic and Social Indicators of Mindanao*, Mindanao: Davao, Vol. 20, No. 1-2.

ALAVI, Hamza (1973) «Peasant classes and primordial loyalties», *Journal of Peasant Studies*, Vol. 1, No. 1, pp. 23-62.

AUBERT, Emilie (2009) *Construction de la paix et société civile: Le rôle de l'accompagnement international au Chiapas*, Genève : Institut de hautes études internationales et du développement, 75 pages.

AUBRY, André (1998) «À propos du massacre d'Acteal (Chiapas)», *Journal de la Société des Américanistes*, Vol. 84, No. 1, pp. 273-287.

BACH, Daniel C. et Mamoudou GAZIBO (dir.) (2011) *L'État néopatrimonial : genèse et trajectoires contemporaines*, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 44 pages.

BARKIN, David (2002) «The Reconstruction of a Modern Mexican Peasantry», *Journal of Peasant Studies*, Vol. 30, No. 1, pp. 73-90.

BARNES, Catherine (2006) *Agents for Change : Civil Society Roles in Preventing War and Building Peace*, European Centre for Conflict Prevention, Issue 2, 114 pages.

BARRIOS-LEBLANC, Maria Josephine (2010) «Review of : «Brokering a Revolution : Cadres in a Philippine Insurgency»», *Pacific Affairs*, Vol. 83, No. 3, pp. 59-61.

BASTIAN, Jean-Pierre (1996) «Violencia, etnicidad y religion entre los mayas del estado de Chiapas en México», *Mexican Studies/Estudios Mexicanos*, Vol. 12, No. 2, pp. 301-314.

BASTIAN, Jean-Pierre (2005) «La etnicidad redefinida : Pluralización religiosa y diferenciación interétnica en Chiapas», dans Bernardo Guerrero JIMÉNEZ, *De Indio a Hermano; pentecostalismo indígena en América Latina* : México, Ediciones El Jote Errante, pp. 29-54.

BELLO, Walden (2009) *The Food Wars*, Verso Books, 160 pages.

BELLO, Walden, Herbert DOCENA et Marissa de GUZMAN (2004) *The Anti-Development State: the political economy of permanent crisis in the Philippines*, Quezon City: University of the Philippines Press, 360 pages.

BENZ, Bruce, Hugo PERALES et Stephen BRUSH (2007) «Tzeltal and Tzotzil Farmer Knowledge and Maize Diversity in Chiapas, Mexico», *Current Anthropology*, Vol. 48, No. 2, pp. 289-300.

BERNSTEIN, Henry et Terence J. BYRES, «From Peasant Studies to Agrarian Change», *Journal of Agrarian Change*, Vol. 1, No. 1, pp. 1-56.

BICKEL, Gary, Mark NORD, Cristofer PRICE, William HAMILTON et John COOK (2000) «Guide to measuring household food security» Alexandria: *Department of Agriculture Food and Nutrition Service*.

BOADA, Albert Camarés (2009) *Past, Present and Future in Mindanao: Analysis of the MNLF and MILF peace and reintegration processes*, Escola de Cultura de Pau: *Quaderns de Construcció de Pau*, 21 pages.

BOHLE, H.G. (2001) «Food Security», *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences*, pp. 5728-5730.

BORRAS, Saturnino M. (2002) «Problems and Prospects of Redistributive Land Reform in Mindanao, 1972/1988-2001», *Mindanao Focus*, Mindanao: Davao, AFRIM.

BORRAS, Saturnino M. et al. (2008), «Transnational Agrarian Movements : Origins and Politics, Campaigns and Impact», *Journal of Agrarian Change*, Vol. 8, Nos. 2 et 3, pp. 169-204.

BORRAS, Saturnino M. et Jennifer FRANCO (2011) *Political Dynamics of Land-grabbing in Southeast Asia: Understanding Europe's Role*, Amsterdam: Transnational Institute, 56 pages.

BOUDON, Raymond (1978) «Préface», dans Mancur OLSON, *Logique de l'action collective*, Paris : Presses universitaires de France, pp. 7-20.

BOUDON, Raymond (1979) *La Logique du social*, Paris : Hachette, p. 275 pages.

BOURDIEU, Pierre (1987) *Choses dites*, Paris : Éd. de Minuit, 229 pages.

BORTON, John et Edward CLAY (1986) «The African Food Crisis of 1982-1986», *Disaster*, Vol. 10, No. 14, pp. 258-272.

BRASS, Tom (2005) «Neoliberalism and the Rise of the (Peasant) Nations within the Nation : Chiapas in Comparative and Theoretical Perspective», *Journal of the Peasant Studies*, Vol. 32, No. 3-4, pp. 651-691.



BREISINGER, Clemens, Olivier ECKER, Perrihan AL-RIFFAI et Bingxin YU (2012) «Beyond the Arab Awakening: Policies and Investments for Poverty Reduction and Food Security», Washington D.C.: International Food Policy Research Institute, 68 pages.

BICKEL Gary et Mark NORD (2000) *Measuring Food Security in the United States : Guide to Measuring Household Food Security*, United States Department of Agriculture (USDA), Office of Analysis, Nutrition and Evaluation, 82 pages.

BOHLE, Hans-Georg (2011) «Food Security», *International Encyclopedia of the Social and Behavioral Sciences*, pp. 5728-5730.

CAOQUETTE, Dominique (2010) «Pourquoi réfléchir et débattre de la souveraineté alimentaire?», *Possibles*, Vol. 34, No. 1-2, pp. 7-13.

CAOQUETTE, Dominique et Sarah TURNER (2009) *Agrarian Angst and Rural Resistance in Contemporary Southeast Asia*, Routledge, 312 pages.

CHALOULT, Yves (1999) «Le point de vue du Sud face aux mouvements sociaux et à l'intégration des Amériques», *Nouvelles pratiques sociales* Vol. 12, No. 2, pp. 103-132.

HAZEL, François (1975) «La mobilisation politique : problèmes et dimensions», *Revue française de science politique*, 25<sup>e</sup> année, No. 3, pp. 502-516.

CHUENPAGDEE, Ratana, Lisa LIGUORI, Maria L.D. PALOMARES et Daniel PAULY (2006) «Bottom-Up, Global Estimates of Small-Scale Marine Fisheries Catches», *Fisheries Centre research Reports*, Vol. 14, No. 8, 110 pages.

CHRISTENSEN Cheryl et Larry WITUCKI (1986) «Food Policies in Sub-Saharan Africa», dans S. COMMINS et al., dir., *Africa's Agrarian Crisis*, Boulder: Lynne Rienner, 225 pages.

COLBURN, Forrest D. (1994) *The Vogue of Revolution in Poor Countries*, Princeton University Press, 152 pages.

COMPTON, Julia, Steve WIGGINS et Sharada KEATS (2010) *Impact of the global food crisis on the poor: what is the evidence*, London: Overseas Development Institute, 110 pages.

CONCEPCION, Sylvia, Larry DIGAL, Rufa GUIAM, Romulo de la ROSA et Mara STANKOVITCH (2003) «Breaking the links between economics and conflict in Mindanao», *International Alert*, Manila: Waging Peace Conference, 62 pages.

CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE (2005) *Jeunes: citoyens à part... entière!*, Québec : Conseil permanent de la jeunesse.

COULIBALY, Siaka (2004) «Participation citoyenne, bonne gouvernance et développement durable : les conditions de la durabilité sociale des actions de développement», *Colloque développement durable*, Burkina Faso : Réseau des Organisations de la Société Civile pour le Développement, pp. 19-24.

CUETO-TAPIA, Marilou (2007) «Davao del Norte : Land reform in commercial farms», dans AFRIM (Alternate Forum for Research in Mindanao), *Validating the Scope and Status of the Philippines Comprehensive Agrarian Reform Program*, Davao; AFRIM, pp. 163-207.

DAR, William D. Et Patricio F. Faylon (1996) «Small Ruminant Development in the Philippines», dans CRIAS, *Sustainable Parasite Control in Small Ruminants*, Indonesia: Bogor, Central Research Institute for Animal Sciences, pp. 75-81.

DAUZIER, Martine et Aurore MONOD (1995) «Quelle paix? Les évènements du Chiapas au début de l'année 1995». *Journal des sociétés américanistes*, Vol. 81, No. 1, pp. 284-294.

DE LA ROSA, Romulo J. et Lualhati M. ABREU (2003) «Self-Determination and Social Justice : Agrarian Reform in the Autonomous Region of Muslim Mindanao», *Mindanao Focus*, Mindanao: Davao, AFRIM.

DELGADO, Manuela Cantón (1997) «Las expulsiones indígenas en Los Altos de Chiapas : Algo más que un problema de cambio religioso», *Mesoamérica*, pp. 147-169.

DELLA PORTA, Donatella et Sidney TARROW (2005) *Transnational Protest and Global Activism*, Rowman & Littlefield, 287 pages.

DONNELLY, Charles (2004) «Terrorism in the Southern Philippines: Contextualising the *Abu Sayyaf Group* as an Islamist Secessionist Organization», *15<sup>th</sup> Biennial Conference of the Asian Studies Association of Australia*, 10 pages.

DUTERME, Bernard (2005) «Chiapas : Quelles lunettes pour des cagoules?», *La Revue Nouvelle*, No. 4, pp. 25-40.

EHRlich, Paul R., Anne H. EHRlich et Gretchen C. DAILY (1993) «Food Security, Population and Environment», *Population and Development Review*, Vol. 19, No. 1, pp. 1-32.

ELLISON, Nicolas (2004) «Les enjeux locaux de la «reconstruction des peuples indiens» au Mexique», *Entre l'ombre des caféiers et la chaleur du maïs. Reproduction sociale, usages et représentations de l'environnement en pays totonaque (Mexique)*, Université d'Aberdeen, 19 pages.

ESCOBAR de TUDYK, Maria Elena (2000) «Early Warning and Light Weapons in Chiapas, Mexico» dans Edward J. LAURANCE, *International Alert: Arms Watching*, pp. 46-56.

EZLN (5 Janvier 1996) *Cuarta declaración de la selva Lacandona*, Ejército Zapatista de Liberación Nacional.

FAFCHAMPS, Marcel et Susan LUND (2003) «Risk-sharing networks in rural Philippines», *Journal of Development Economics*, Vol. 71, pp. 261-287.

FAO (2011) *The State of Food Insecurity in the World: How does international price volatility affect domestic economies and food security?*, Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations, 55 pages.

Forum for a New World Governance (27 février 2007) *Déclaration de Nyéléni*, Mali; Sélingué, Nyéléni, [en ligne], [www.world-governance.org/spip.php?article\\_73](http://www.world-governance.org/spip.php?article_73) (page consultée le 4 octobre 2012).

FRAKE, Charles O. (2008) «Abu Sayyaf : Displays of Violence and the Proliferation of Contested Identities among Philippine Muslims», *American Anthtopologist*, Vol. 100, No. 1, pp. 41-54.

FRANCO, Jennifer C. et Saturnino M. BORRAS Jr. (2009) «Paradigm Shift : The « September Thesis » and rebirth of the « Open » peasant mass movement in the era of neoliberal globalization in the Philippines», dans TURNER, Sarah et Dominique CAOQUETTE, «Shifting Fields of Rural Resistance in Southeast Asia», *Agrarian Angst and Rural resistance in contemporary Southeast Asia*, Vol. 4, pp. 206-226.

FRAYBA, AC. (2012) «de la Crueldad al Cinismo : Informe sobre la Tortura en Chiapas», México : San Cristobal de las Casas, *Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas, AC*, 94 pages.

GALINIER, Jacques et al. (1999) «Note d'information sur le conflit au Chiapas», *Journal de la Société des Américanistes*, Vol. 85, No. 1, pp. 411-414.

GARCIA, Alejandro Cerda (2011) «Imaginando zapatismo; Multiculturalidad y autonomía indígena en Chiapas desde un municipio autónomo», México, D.F.: Universidad Autónoma Metropolitana, unidad Xochimilco, 331 pages.

GAZIBO, Mamoudou et Jane JENSON (2004) *La politique comparée : fondements, enjeux et approches théoriques*, Presses de l'Université de Montréal, 320 pages.

GILBRETH, Chris et Gerardo OTERO (2001), «Democratization in Mexico: The Zapatista Uprising and Civil Society», *Latin American Perspectives*, Vol. 28, No. 7, pp. 7-29.

GILLY, Adolfo (1994) «Fragmentation et resocialisation des demandes et des mouvements sociaux en Amérique Latine», *Alternatives Sud; Les mouvements sociaux en Amérique Latine*, Paris : L'Harmattan, Vol. 1, No. 4.

GIMÉNEZ, Éric Holt et Loren PEABODY (2009) «Introduction to food security : concepts and measurement», *Food Security, Poverty, and Nutrition Policy Analysis*, pp. 5-15.

GIUGNI, Marco M. (1996) «L'étude de l'action collective entre deux traditions sociologiques», *Swiss Political Science Review*, Vol. 2, No. 1, pp.1-51.

GOMÉZ, Emanuel (2010) *Del derecho a la alimentación a la autonomía alimentaria*, Otros Mundos Chiapas, A.C., 5 pages.

GOVEA, Roger M. et John D. HOLM (1998) «Crisis, Violence and Political Succession in Africa», *Third World Quarterly*, Vol. 19, No. 1, pp. 129-148.

GREEN, Stuart J., Alan T. WHITE, Jimely O. FLORES, Marciano F. CARREON III et Asuncion E. SIA (2003) *Philippine Fisheries in Crisis: A Framework for Management*, Coastal Resource Management Project of the Department of Environment and Natural Resources, Cebu City, Philippines, 77 pages.

HALL, Derek (2011) «Land grabs, land control, and Southeast Asia crop booms», *Journal of Peasant Studies*, Vol. 38, No. 4, pp. 837-857.

HAWES, Gary (1990) «Theories of Peasant Revolution: A Critique and Contribution from the Philippines», *World Politics*, Vol. 42, No. 2, pp. 261-298.

HELLMAN, Judith Adler (2000) «Real and Virtual Chiapas: Magic Realism and the Left», *Socialist Register*, Vol. 36, pp. 161-186.

HERBOLZHEIMER, Kristian et Mario Campaña (2008) «Reforma agraria, conflictos armados y acuerdos de paz», *Guaragua*, Vol. 12, No. 29, pp. 49-72.

HOFFMANN, Odile (2001) «Flux et reflux des catégories identitaires. Une lecture des politiques foncières au Mexique et en Colombie», dans MF PRÉVÔT SCHAPIRA et H. RIVIÈRES D'ARC (dir.), *Les territoires de l'État-Nation en Amérique Latine*, Paris : IHEAL Éditions, pp. 101-120.

HONNETH, Axel (1992) «Integrity and Disrespect : Principles of a Conception of Morality Based on the Theory of Recognition», *Political Theory*, Vol. 20, No. 2, pp. 187-201.

HUTCHCROFT, Paul (1998) «Booty Capitalism : The Politics of Banking in the Philippines», Ithaca, New York: Cornell University Press, 296 pages.

IFPRI, Clemens BREISINGER et al. (2012) «Beyond the Arab Awakening: Policies and Investments for Poverty Reduction and Food Security», *Food Policy Report*, International Food Policy Research Institute (IFPRI), 68 pages.

ILLIONOR, Louis (2009) *La capacité d'action collective des populations marginalisées dans le cadre des stratégies de lutte pour la reconnaissance. Les cas de Cité de l'Éternel à Port-au-Prince (Haïti) et de la Sierra Santa Catarina à Iztapalapa (México)*, Montréal : Université de Montréal, 520 pages.

INEGI (2012), *Perspectiva estadística : Chiapas*, Instituto Nacional de Estadística y Geografía, 111 pages.

ISSAOUI-MANSOURI, Kheira (2010) «Souveraineté alimentaire: un concept en émergence», *Possibles*, Vol. 34, No. 1-2, pp. 14-29.

KERKVLIT, Benedict J. (1990) *Everyday Politics in the Philippines : Class and Status Relations in a Central Luzon Village*, Berkeley: University of California Press, 340 pages.

KLEIN, Naomi (2007) «Zapatista Code Red», *naomiklein.org* [en ligne] [www.naomiklein.org/articles/2007/12/zapatist-code-red](http://www.naomiklein.org/articles/2007/12/zapatist-code-red) (page consultée le 30 juillet 2013).

KLEPEIS, Peter (2003) «Neoliberal Policy and Deforestation in Southern Mexico : An Assessment of the PROCAMPO Program», *Economic Geography*, Vol. 79, No. 3, pp. 221-240.

KOVIC, Christine (2003) «The Struggle for Liberation and Reconciliation in Chiapas, Mexico : Las Abejas and the Path of Nonviolent Resistance», *Latin American Perspective*, Vol. 30, No. 3, pp. 58-79.

LAGI, Marco, Karla Z. BERTRAND et Yaneer BAR-YAM (2011) *The Food Crises and Political Instability in North Africa and the Middle East*, Cambridge: New England Complex Systems Institute, 15 pages.

LAMBACH, Daniel (2007) «Oligopolies of Violence in Post-Conflict Societies», *GIGA Research Programme: Violence, Power and Security*, GIGA, no. 62, 27 pages.

LANDRY, Daniel (2009) *Les motivations de l'engagement citoyen chez la jeunesse québécoise à l'ère postmoderne*, Québec : Université Laval, 144 pages.

LAPEYRONNIE, Didier (Oct.-Dec., 1988) «Mouvements sociaux et action politique: Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources?», *Revue française de sociologie*, Vol.29, No. 4, pp.593-619.

LAROCHE, Martin (2013) «Le clan Duterte règne sans partage à Davao City», *L'Asie en 1000 mots*, Université de Montréal [en ligne], <http://asie1000mots-cetase.org/Le-clan-Duterte-regne-sans-partage> (page consultée le 4 septembre 2013).

LE BON, Gustave (1905) *Psychologie des foules*, Édition Félix Alcan, 9<sup>ième</sup> édition, 192 pages.

LEMOINE, Maurice (21 avril 1998) «Un classique centraméricain, «Pacification» politico-militaire au Chiapas», *Le monde diplomatique*.



LINGGA, Abhoud Syed M. (2006) «Role of Third Parties in Mindanao Peace Process», *Conference on Peace Building in Asia Pacific*, Thailand, 14 pages.

MACRAE, Joanna et Anthony B. ZWI (1992) «Food as an Instrument of War in Contemporary African Famines: A Review of the Evidence», *Disaster*, Vol. 16, No. 4, pp. 299-321.

MAKINANO, Merliza M. et Alfredo LUBANG (2001) «Disarmament, Demobilization and Reintegration: The Mindanao Experience», *International Security Research and Outreach Programme and International Security Bureau*, Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce International du Canada, 45 pages.

MANAHAN, Mary Ann (2010) «Is Asia for Sale? Trends, Issues, and Strategies Against Land Grabbing», *Land Struggles*, LRAN Briefing Paper Series, No. 2, pp. 42-50.

MANN, Patrice (1991) *L'action collective: mobilisation et organisation des minorités actives*, Paris : A. Colin, 155 pages.

MARTINEZ, Maria Elena (2002) *Poverty Alleviation Through Participation in Fair Trade Coffee Networks: The Case of the Tzotzilotic Tzobolotic Coffee Coop Chiapas, Mexico*, Ford Foundation and Desarrollo Alternativo, A.C., 25 pages.

MATTIACE, Shannan I. (1997) «"¡Zapata Vive!": the ezln, indigenous politics, and the autonomy movement in mexico», *Journal of Latin American Anthropology*, Vol. 3, No. 1, pp. 32-71.

MAXWELL, Simon (1996) «Food Security: a post-modern perspective», *Food Policy*, Vol. 21, No. 2, pp. 155-170.

MCCARTHY, John D. et Mayer N. ZALD (1977) «Ressource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory», *American Journal of Sociology*, Vol. 82, No. 6, pp. 1212-1241.

MISSELHORN, Alison et al. (2012) «A vision for attaining food security», *Current Opinion in Environmental Sustainability*, Vol. 4, pp. 7-17.

MIGNOLO, Walter (2000) «The Many Faces of Cosmo-Polis: Border Thinking and Critical Cosmopolitanism», *Public Culture*, Vol. 12, No. 3, pp. 721-748.

MOLLARD, Éric et Eduardo LOPEZ (2006) «L'instrumentalisation des ONG au Mexique en situation indienne et non indienne», *Autrepart*, Vol. 1, No. 37, pp. 129-148.

MONOD, Aurore (1994) «Soulèvement zapatiste et occupation des terres au Chiapas», *Journal de la Société des Américanistes*, Vol. 80, No. 1, pp. 265-271.

MONOD, Aurore et Martine DAUZIER (1995) «Quelle paix? Les événements du Chiapas au début de l'année 1995», *Journal de la Société des Américanistes*, Vol. 81, No. 1, pp. 284-294.

MOUREY, Alain (1991) «Famine and War», *International Review of the Red Cross*, No. 285, 6 pages.

National Statistics Office (2010), *National Census, 2010*, Republic of the Philippines, Manila.

NEVEU, Érik (2011) *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris : La Découverte, 5<sup>ème</sup> édition, 127 pages.

NIGH, Ronald (2002) «Acción Colectiva, Capital Social y Recursos Naturales : Las Organizaciones Agroecológicas de Chiapas», dans G. VARGAS, *De lo privado a lo público*, Mexique : CIESAS y Porrúa, pp. 73-110.

NIGH, Ronald (2005) *Construcción de redes en la cadena de valor alimentaria. La agricultura campesina en Chiapas del Siglo XXI*, Mexique : Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social (2005), 21 pages.

OCHOA, Enrique (2000) *Feeding Mexico : The Political Uses of Food Since 1910*, Wilmington, D.F., SR Books, 267 pages.

OCHOA, Martha Patricia (2001) «Los Colectivos de Mujeres», dans Desarrollo Económico y Social de Los Mexicanos Indígenas (DESMI), *Si uno come, que coman todos*, Mexique : DESMI, pp. 66-70.

OLSON, Mancur (1978) *Logique de l'action collective*, Paris : Presses universitaires de France, 199 pages.

PAFFENHOLZ, Thania et Christoph SPURK (2006) «Civil Society, Civil Engagement, and Peacebuilding» *Social Development Papers; Conflict Prevention and Reconstruction*, paper no. 36, 54 pages.

PAQUIN, Stéphane (2011) *Comparaison de quatre méthodes pour le traitement des données manquantes au sein d'un modèle multiniveau paramétrique visant l'estimation de l'effet d'une intervention*, Presses de l'Université de Montréal.

PARÉ, Luisa (1990) «¿Adelgazamiento del INMECAFE o de los pequeños productores de café?», *Sociológica*, Mexique : Universidad Autonoma Metropolitana (UNAM), Vol. 5, No. 13, 9 pages.

PATEL, Raj (2009) «What does food sovereignty looks like?», *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 36, No. 3, pp. 663-706.

PAULSON, Justin (2001) «Peasant struggles and international solidarity: The case of Chiapas», *Socialist Register*, Vol. 37, No. 1, pp. 275-288.

PETERSON, John A. (2007) «Ahupua'a and barangay: An essay on invisible heritage», *Philippine Quarterly of Culture and Society*, Vol. 35, No. ½, pp. 129-147.

PINSTRUP-ANDERSEN, Per (2009) «Food Security : definition and measurment», *Food Security*, Vol. 1, Issue 1, pp. 5-7.

PILCHER, Jeffrey M. (2005) «Industrial Tortillas and Folkloric Pepsi: The nutritional consequences of Hybrid cuisines in Mexico», dans J. L. WATSON et M. L. CALDWELL, *The cultural politics of food and eating: a reader*: The Citadel, South Carolina, pp. 235-250.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (2008) *Evaluación de la seguridad alimentaria en regiones de Chiapas afectadas por las lluvias atípicas ocurridas en octubre y noviembre de 2007*, WFP, octubre, 74 pages.

RAYNOLDS, Laura T., Douglas MURRAY et Peter Leigh TAYLOR (2004) «Fair Trade Coffee: Building Producer Capacity via Global Networks», *Journal of International Development*, No. 16, pp. 1109-1121.

REID, Lawrence A. (1971) «Philippine Minor Languages: Word lists and Phonologies», *Oceanic Linguistics Special Publications*, no. 8, pp. 1-169.

RENZAHO, Andre M.N. et David MELLOR (2010) «Food security measurement in cultural pluralism: Missing the point or conceptual misunderstanding?», *Nutrition*, Vol. 26, pp. 1-9.

REYES, María Eugenia Ramos (2002) *Conflicto agrario en Chiapas: 1934-1964*, México, Gobierno del Estado de Chiapas.

RIPOLL, Fabrice (2005) «S'approprier l'espace... ou contester son appropriation?; Une vue des mouvements sociaux contemporains», *Norois*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, Vol. 2, No. 195, pp. 1-16.

ROSENBERG, David (2011) «Food and the Arab Spring», Gloria Center, Global Research in International Affairs, *MERIA Journal*, Vol. 15, No. 3, pp.1-16.

ROSSET, Peter (2006) *Food Is Different*, London : Zed Books, 163 pages.

ROSSET, Peter (2008) «Food Sovereignty and the Contemporary Food Crisis», *Development*, Vol. 51, pp. 460-463.

RUTTEN, Rosanne (2000) «High-Cost Activism and the Worker Household: Interests, Commitment, and the Costs of Revolutionary Activism in a Philippine Plantation Region», *Theory and Society*, Vol. 29, No. 2, pp. 215-252.

RUTTEN, Rosanne (2011) «Villagers into national revolutionaries? Shifting communities in a period of revolutionary mobilization in the Philippines», *The Philippines Historical and Social Studies*, Vol. 157, No. 3, pp. 629-659.

RUTTEN, Rosanne (2010) «Who Shall Benefit? Conflicts among the Landless Poor in a Philippine Agrarian Reform Programme» *Asian Journal of Social Science*, Vol. 38, pp. 204-219.

SAAVEDRA, Marco Estrada (2005) «The “armed community in rebellion”: Neo-Zapatismo in the Tojolab’al Cañadas, Chiapas (1988-1996)», *Journal of Peasant Studies*, Vol. 32, No. 3-4, pp. 528-554.

SADOULET, Elizabeth et Alain de JANVRY (2001) «Cash Transfer with Income Multipliers : PROCAMPO in Mexico», *World Development*, Vol. 29, No. 6, pp. 1043-1056.

SCHATZ, Edward (2013) *Political Ethnography: What Immersion Contributes to the Study of Power*, Chicago: University of Chicago Press

SCHIAVO-CAMPO, Salvatore (2005) «The Mindanao Conflict in the Philippines: Roots, Costs, and Potential Peace Dividend», *Social Development Papers: Conflict Prevention & Reconstruction*, The World Bank, No. 24, 23 pages.

SCOTT, James C. (1990) *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, Yale University Press, 251 pages.

SCOTT, James C. (1998) *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, Yale University Press, 445 pages.

SCOTT, James C. (2008) *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, Yale University Press, 389 pages.

SELBIN, Eric (2001) «Resistance, Rebellion, and Revolution in Latin America and the Caribbean at the Millennium» *Latin American Research Review*, Vol. 36, No. 1, pp. 171-192

S!Paz (2007) *Informe*, Mexique : Chiapas, Servicio Internacional para la Paz, Vol. 12, No. 2, 12 pages.

S!Paz (2008) *Informe*, Mexique : Chiapas, Servicio Internacional para la Paz, Vol. 13, No. 4, 12 pages.

S!Paz (2010) *Informe*, Mexique : Chiapas, Servicio Internacional para la Paz, Vol. 15, No. 4, 12 pages.

S!Paz (2011) *Informe*, Mexique : Chiapas, Servicio Internacional para la Paz, Vol. 16, No. 3, 12 pages.

S!Paz (2012) *Informe*, Mexique : Chiapas, Servicio Internacional para la Paz, Vol. 17, No. 2, 12 pages.

SIMMONS, P. J. (1998) «Learning to live with NGOs», *Foreign Policy*, No. 112, pp. 82-96.

SOLANO, Xochitl Leyva et Gabriel Ascencio FRANCO (1996) *Lacandonia al Filo del Agua*, México, D.F.: Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, 210 pages.

SOLIS, Daniel Villafuerte et al. (2002) *La Tierra en Chiapas; Viejos problemas nuevos*, México, D.F.: Fondo de Cultura Económica, 429 pages.

SYMACO, Lorraine P. (2013) «Geographies of social exclusion : education access in the Philippines», *Comparative Education*, Vol. 49, No. 3, pp. 361-373.

SYMACO, Lorraine P. et A. Baunto (2010) «Islamic Education in the Philippines : Analysis on education access and mobility», *The International Journal for Education and Psychological Assessment*, Vol. 5, No. 2, pp. 223-236.

TARROW, Sidney (2005) *The New Transnational Activism*, Cambridge University Press, 258 pages.

TAYA, Reine Katryn D. (2004) «A benighted Fate: The Plight of Coconut Farmers in Davao Oriental», *Mindanao Focus*, Mindanao: Davao, AFRIM.

TEEHANKEE, Julio (2002) «Electoral politics in the Philippines», *Electoral Politics in Southeast And East Asia*, Singapore: Friedrich Ebert Stiftung, pp. 149-202.

TILLY, Charles (1984) *Big Structures, Large Processes, Huge Comparisons*, Russel Sage Foundation, 192 pages.

TOURAINE, Alain (1999) *Comment sortir du libéralisme?*, Paris : Fayard, 164 pages.

TURNER, Sarah et Dominique CAOUETTE (2009) «Shifting Fields of Rural Resistance in Southeast Asia», *Agrarian Angst and Rural resistance in contemporary Southeast Asia*, Vol. 4, 312 pages.

VALLVERDU, Jaume (2005) «Violencia religiosa y conflicto político en Chiapas, México», *Nueva Antropología : Tierra quemada : violencias y culturas en América Latina*, Vol. 20, No. 65, pp. 55-74.



VELLEMA, Sietze, Saturnino M. BORRAS Jr et Francisco LARA Jr (2011) «The Agrarian Roots of Contemporary Violent Conflict in Mindanao, Southern Philippines», *Journal of Agrarian Change*, Vol. 11, No. 3, pp. 298-320.

VELTMEYER, Henry (2000) «The Dynamics of Social Change and Mexico's EZLN» *Latin American Perspectives*, Vol. 27, No. 5, pp. 88-110.

VERGARA-CAMUS, Leandro (2009) «The MST and the EZLN Struggle for Land: New Forms of Peasant Rebellions», *Journal of Agrarian Change*, Vol. 9, No. 3, pp. 365-391.

WEBER, Max (1971) *Économie et société*, Paris : Plon, 650 pages.

WHITE, Philip (2005) «War and food security in Eritrea and Ethiopia, 1998-2000», *Disaster*, Vol. 29, No. 51, pp. S92-S113.

WICKHAM-CROWLEY, Timothy P. (1992) *Guerrillas and Revolution in Latin America: A Comparative Study of Insurgents and Regimes Since 1956*, Princeton University Press, 424 pages.

WIJCKMAN Anders et Lloyd. TIMBERLAKE (1984) *Natural Disasters; Acts of God or Acts of Man?*, London: Earthscan, 145 pages.

WINTERS, Paul et Benjamin DAVIS (2009) «Designing a Programme to Support Smallholder Agriculture in Mexico : Lessons from PROCAMPO and *Oportunidades*», *Development Policy Review*, Vol. 27, No. 5, pp. 617-642.

WOODMAN, Harold D. (1979) «Post-Civil War, Southern Agriculture and the Law», *Agricultural History*, Vol. 53, No. 1, pp. 319-337.

WURFEL, David (2001) «Les Philippines: une démocratie hésitante dans le contexte international», *Revue internationale de politique compare*, Vol. 8, No. 3, pp. 501-517.

#### Ressources web

GOMÉZ, Emanuel (2011) «Abandona el Estado mexicano el desarrollo rural en favor del libre mercado, acusan ONGs de Chiapas ante el relator especial de la ONU», *Ecoportal.net*, [en ligne] publié le 23 juin, <http://www.ecoportal.net/> (consulté le 24 septembre 2012).

HEAD, Jonathan (2013) «What is behind the fighting in the Philippines' Zamboanga», *BBC News*, [en ligne], publié le 13 septembre, <http://www.bbc.com/news/world-asia-24079198> (consulté le 25 août 2014).

Mnlfnet, (2001) «The political and religious history of the Bangsamoro people», *mnlfnet.com*, [en ligne] (consulté le 25 août 2014).